

@

Jean RODES

Dix ans de politique chinoise

**LA FIN
DES MANDCHOUS**

La fin des Mandchous

à partir de :

Dix ans de politique chinoise LA FIN DES MANDCHOUS

par Jean RODES (1867-1947)

Bibliothèque d'histoire contemporaine, Librairie Félix Alcan, Paris, 1919,
268 pages.

Un mémoire concernant la biographie de Jean Rodes, et notamment ses voyages en Chine, est proposé par [Hervé Bouillac sur le site de l'Université de Toulouse-Le Mirail](#).

Édition en format texte par
Pierre Palpant

www.chineancienne.fr
avril 2022

TABLE DES MATIÈRES

[Préface.](#)

[Introduction.](#) Le parti révolutionnaire avant la Révolution.

PREMIÈRE PARTIE. Le déclenchement.

[Chapitre premier. Origine de la rébellion.](#)

Mauvais état général de la Chine. La nationalisation des voies ferrées. L'agitation au Setchoen. La mutinerie militaire de Outchang. L'extension du soulèvement.

[Chapitre II. L'attitude du Trône.](#)

Premières mesures gouvernementales. Rentrée en scène du Sénat. Établissement d'une Constitution provisoire. Désarroi du régent, de la cour et des grands mandarins. Nominations successives de Yuan Chi Kai. La situation à Pékin. Possibilités de résistance.

DEUXIÈME PARTIE. Le mouvement dans les provinces.

[Chapitre premier. Au Houpé, foyer de la rébellion.](#)

La lutte entre les révolutionnaires et les impériaux. La situation à Hankéou et à Outchang. Une visite au généralissime Li Yuen Hung. Force réelle des partis adverses.

[Chapitre II. Shanghai-Nankin, capitale de la Révolution.](#)

Passage de Shanghai à la rébellion. Les éléments divers du mouvement. La situation financière. Importance politique de Shanghai. La prise de Nankin. Élection de Sun Yat Sen. Attitude des Européens. Aspects et atmosphère de Shanghai. Le plan militaire.

[Chapitre III. Canton révolutionnaire.](#)

Un centre classique de rébellion. La proclamation de l'indépendance. De l'archaïsme au modernisme. Une gendarmerie de pirates. Chinoiseries révolutionnaires. Une République d'avant Jésus-Christ. Le mouvement dans le Sud.

[Chapitre IV. Dans les marches de l'Ouest.](#)

La Révolution au Yunnan. Une dictature militaire. Au Setchoen et au Koeitchéou. Anarchie, brigandages et atrocités.

[Chapitre V. Caractéristiques générales.](#)

Situation respective des provinces. Les éléments en jeu, leur force, leurs mobiles. Mouvement anti-réformiste. Le rôle de la presse. L'attitude des Missions.

TROISIÈME PARTIE. Le dénouement.

[Chapitre premier. La politique de Yuan Chi Kai.](#)

Ses premiers actes. Ses déclarations. La démission du régent. Tong Chao Yi et la conférence de Shanghai. Singulières négociations.

[Chapitre II. La fin de la dynastie.](#)

Reprise des pourparlers. Le Trône abdique et décrète la République. Triomphe de Yuan Chi Kai. Témoignages sur sa politique secrète. Sa justification chinoise.

[Conclusion. Les possibilités de république.](#)

PRÉFACE

@

p.001 Ce livre, dont la publication a été retardée par la guerre, est vieux de près de cinq années. Ce retard aura eu du moins l'avantage de le mettre, avant d'être offert au lecteur, à l'épreuve des événements qui furent la conséquence de ceux qui y sont exposés. Ainsi se trouvent confirmés des jugements et des prévisions que l'on aurait peut-être pu, sans cela, trouver hasardeux.

Un pareil travail est d'ailleurs de circonstance au moment où les plénipotentiaires chinois formulent leurs demandes devant la Conférence de la Paix. Une connaissance exacte de la Révolution et de l'état réel de la Chine ne sera pas inutile pour apprécier les mesures qui seront prises sans doute pour la défendre aussi bien contre elle-même que contre certaines ambitions qui ne se sont déjà que trop fait sentir. Il importe essentiellement de ne pas se tromper à ce sujet. Ce pays est actuellement dans une extraordinaire anarchie. Sa désagrégation n'a cessé de s'aggraver après la mort de Yuan Chi Kai. Depuis la disparition de cet homme, le dernier qui ait eu de l'autorité et du prestige, de véritables chefs de bande, travestis en généraux, à la tête d'armées personnelles, p.002 conquièrent et rançonnent pour leur propre compte des provinces entières que leurs troupes pillent et ravagent sans merci. On a même vu un de ces « condottieri » s'emparer, en 1917, de Pékin et rétablir, sur le trône, la dynastie mandchoue, jusqu'à ce que ses confrères, ligués contre lui, l'aient abattu à son tour.

Parfois, dans l'histoire des peuples, l'excès du mal a suffi pour l'enrayer. Ici, il ne cesse de croître sans qu'on puisse entrevoir le remède. La piraterie est devenue le signe normal de la domination, l'insécurité est générale, les affaires sont suspendues ; dans les centres à concessions étrangères même, où on jouissait naguère d'une tranquillité parfaite, la criminalité la plus audacieuse et la plus violente a pris des proportions inconnues partout ailleurs. Enfin, voici plus d'un an qu'une guerre civile, mettant aux prises bien moins les populations

La fin des Mandchous

du Nord et du Sud que des généraux et autres personnages à ambitions rivales et à laquelle l'Entente s'efforce présentement de mettre fin, achève l'œuvre de désorganisation et d'épuisement.

La Chine, pour toutes ces raisons, se trouve dans un très dangereux état de faiblesse. Mais, d'autre part, c'est le pays le plus peuplé de la Terre, le plus riche en matières premières, en même temps que le plus formidable débouché. Il y a, dans cette double situation contradictoire, toutes sortes de possibilités inquiétantes. C'est le plus redoutable problème de l'avenir. Il est d'autant plus nécessaire de lui trouver une solution que, dans les convulsions qui ont marqué les étapes de ce véritable écroulement, on trouve l'intervention, tantôt ^{p.003} ouverte, tantôt secrète, d'un peuple dont la politique patiente, tenace, souple et à vaste envergure, plus encore de race que nationale, mérite toute notre attention.

Par sa situation dans le Pacifique, l'Amérique aura à jouer là un rôle bien plus considérable que dans la guerre qui vient de finir. La complète organisation de ses forces militaires, la révélation de leur exceptionnelle valeur, l'extension remarquable de son programme naval, ont d'ailleurs déjà suffi à éloigner la menace qui, dès 1915, ne se dissimulait plus. L'absolu silence gardé à la conférence actuelle par les représentants du pays qui visait à l'hégémonie asiatique, sur des prétentions affichées hautement ces dernières années, doit signifier en effet qu'on y renonce jusqu'à nouvel ordre ou que l'on se propose, pour les réaliser, — ainsi que le feraient croire la lecture de certains journaux de là-bas et les avances amicales réitérées faites récemment à la Chine — de remplacer la contrainte par la persuasion.

Quoi qu'il en soit, on fera bien, malgré la crise d'idéalisme évangélique que traversent les nations occidentales, de ne pas perdre de vue les « réalités » d'Extrême-Orient, non plus que les différences profondes de mentalité. En ce qui nous concerne, ce sont ces « réalités » et ces nuances contraires de psychologie que nous nous efforçons de faire connaître dans le présent volume de même que dans ceux qui l'ont précédé.

J. R., mars 1919.

INTRODUCTION

Le parti révolutionnaire avant la Révolution

@

p.005 Il est nécessaire, avant d'entamer le récit des faits qui ont entraîné la chute de la dynastie mandchoue, de faire un exposé historique du parti révolutionnaire avant la révolution.

Il y a d'abord lieu de noter qu'on ne peut comprendre, dans ce parti, le groupe réformiste de Kang Yu Wei, dont on connaît la tentative et le dramatique échec en 1898. Le programme moderniste de ce groupe se bornait en effet à une rénovation politique et administrative, tout en restant absolument loyaliste à l'égard de la dynastie et, au point de vue philosophique, rigoureusement fidèle au pur traditionalisme chinois, du confucianisme.

Sun Yat Sen du reste, dans une conversation que nous eûmes avec lui, en 1907, à Hanoï ¹, répudia formellement Kang Yu Wei dont les idées monarchistes p.006 étaient en complète contradiction avec les siennes. De plus, le lieutenant de Sun, Tchang Ping Ling, a écrit une réfutation de Kang Tu Wei très répandue en Chine sous forme de tract. À de nombreuses reprises, les journaux antimandchous de Shanghai publièrent également de violentes diatribes contre les réformateurs de 1898. L'hostilité des révolutionnaires, contre ce progressisme monarchiste, était même si vive que, à Canton, lorsqu'ils triomphèrent, en novembre 1911, ils en massacrèrent de nombreux partisans.

Les *Kémingtangs* ² avaient en effet des tendances diamétralement contraires à celles de ces libéraux conservateurs. Ils étaient surtout mus par le sentiment antimandchou. Leurs véritables précurseurs étaient les Taiping ³ dont ils ont d'ailleurs reproduit, une autre de leurs

¹ [La Chine nouvelle, p. 294.](#)

² Nom que l'on donnait aux affiliés du parti révolutionnaire avant la Révolution.

³ Les Taiping avaient été eux-mêmes précédés par une insurrection cantonnaise qui avait eu lieu au commencement du XIX^e siècle. 40.000 rebelles avaient pris les armes

La fin des Mandchous

caractéristiques les plus curieuses et les plus imprévues : l'empreinte chrétienne.

Cette empreinte, d'origine protestante, est mentionnée, chez les insurgés de 1850, par MM. Callery et Yvan, interprètes en Chine, dans un livre paru en 1853 ¹.

p.007 Ces auteurs signalent qu'un protestant européen, nommé Gutzlaff, avait une grande influence sur les chefs de la rébellion, notamment, disent-ils, sur l'un d'eux qui, protestant aussi, lui-même, y occupait un rang très élevé.

Ce Gutzlaff qui était secrétaire interprète du gouvernement de Hongkong, serait né en Allemagne d'un père foukiennois installé dans ce pays : comprenant à merveille la mentalité à la fois sensuelle et mystique des populations célestes, il avait fondé, sous le nom d'« Union Chinoise », une société secrète ayant pour but la conversion au christianisme des Chinois par les Chinois. Cette association clandestine, comme toutes ses pareilles, devint une machine de guerre contre les Mandchous et c'est de ce carbonarisme chinois que sortit le prétendant Tien Té, chef de la fameuse insurrection ².

Une lettre écrite de Macao, à cette époque, et reproduite dans ce même ouvrage, note de la manière la plus précise cette double tendance révolutionnaire dans l'ordre politique et dans l'ordre religieux.

« Dans leurs pièces officielles, disait le correspondant, les chefs de la Révolution protestent qu'ils ont deux objets en vue : chasser les Tartares et détruire pagodes et bonzes pour les remplacer par des temples, et des ministres du vrai Dieu. Et ils ne s'en tiennent pas à de simples promesses, car déjà ils ont rasé les pagodes qui se sont trouvées sur leur passage et ils ont mis à mort un nombre considérable de bonzes et de

contre les Mandchous (Voir la traduction française de la *Relation du voyage de la mission de lord Macartney*, par John Barrow, tome II, p. 220).

¹ [L'Insurrection en Chine, depuis son origine jusqu'à la prise de Nankin, par Callery et Yvan](#). Librairie Nouvelle, Paris.

² [L'Insurrection en Chine, p. 261](#).

La fin des Mandchous

bonzesses. Ces p.008 événements produisent ici une impression profonde ; en général on s'en réjouit ; on croit que le triomphe de Tien Té serait celui de l'influence chrétienne. ¹

Ce sentiment religieux chrétien chez les Taiping a été également mentionné par le révérend William C. Milne, dans son livre : *La vie réelle en Chine* (1858) et par le ministre d'Espagne à Pékin, Sinibaldo de Mas, dans *La Chine et les puissances chrétiennes* (1861).

Bien que cette influence ait eu ainsi une action plus destructrice du vieux cadre moral chinois que vraiment créatrice d'une mentalité nouvelle ¹, il a été fort intéressant de la retrouver parmi les dirigeants de la récente Révolution. Ces derniers ont en effet usé, à l'égard de l'antique religion nationale, de la même désinvolture que leurs prédécesseurs, il y a plus d'un demi-siècle. Partout ils ont désaffecté les pagodes, détruit les autels et jeté les « faux dieux » à la rivière. À Canton notamment, où la ferveur pour les vieilles pratiques religieuses a toujours été très grande, le culte a été supprimé et les divinités tutélaires que l'on vénérât auparavant dans tous les coins de l'immense ville ont disparu. On ne voyait même plus brûler, dans les petites niches qui précèdent les boutiques, les baguettes de santal destinées à rendre favorables les esprits de la porte. Un missionnaire du Nganhoei, le père Ritch, qui devait être massacré plus tard par la bande du « Loup p.009 Blanc », nous raconta que les populations, très attachées à ces anciennes pratiques, avaient, tout en n'ayant pas osé les empêcher, pleuré devant tous ces sacrilèges.

Sans doute cette rage d'iconoclastes était produite, chez la plupart, par une forfanterie d'« esprits forts » assez puérile. Ces « Jeunes-Chinois » étaient d'autant plus désireux de se montrer ainsi supérieurs aux superstitions populaires qu'ils les savaient être l'objet de railleries de la part des étrangers. C'était aussi le fait, chez beaucoup, de l'abandon des études classiques et de l'anarchie morale qui en avait été la conséquence et qui, depuis quelque temps, amenait la nouvelle

¹ [L'Insurrection en Chine, p. 266.](#)

La fin des Mandchous

génération à s'insurger contre toutes les traditions chinoises. Cette opposition s'était manifestée déjà par des diatribes de presse contre le confucianisme et le parti le plus avancé devait même par la suite, après la chute de la dynastie, la pousser jusqu'à inscrire, dans son programme de réformes, la suppression du rite sacré des Ancêtres. Il est à croire cependant qu'il y a ; eu là aussi un effet de l'influence prise par les missions protestantes et leur prosélytisme dans leurs innombrables établissements scolaires ainsi que dans leurs *Young men chinese christian Associations*. On a affirmé que Sun Yat Sen, qui fut leur élève aux îles Hawaï et à Hongkong, était devenu un de leurs adeptes et nombre d'étudiants passés par les Universités des États-Unis, soit par conviction, soit par suite du snobisme d'américanisme qui sévit parmi eux, sont également entrés dans leur religion. L'un d'eux, Ouang Cheng Ting, appelé le plus souvent, dans la presse, C. T. Ouang, que l'on dit être pasteur et qui, dans tous les cas, a prononcé à diverses reprises, des sermons au temple d'une mission de Pékin, est devenu plus tard, au début de la République, vice-président du Sénat.

Avant de faire l'histoire de ce parti durant les années antérieures à la révolution dans laquelle son rôle ne fut d'ailleurs pas exactement celui que l'on a cru, ces constatations étaient nécessaires pour établir les tendances de ses dirigeants et leur véritable filiation.

*

Les débuts de ce parti révolutionnaire remontent, selon ceux qui en ont noté sur place les premières manifestations aux mois qui suivirent la guerre sino-japonaise, en 1895². Son promoteur fut Sun Yat Sen qui, alors âgé d'une trentaine d'années, venait de faire ses études de médecine dans les écoles anglaises de Hongkong³. Il était assez

¹ Voir dans [La Chine et le mouvement constitutionnel, le chapitre sur les Jeunes Chinois](#).

² Voir à ce sujet l'étude publiée par M. Réau, consul de France en Chine, dans le [Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, année 1903, tome XXV](#).

³ Il y a diverses versions sur le lieu de la naissance et les premières années de Sun Yat Sen. Nous-même, dans [La Chine Nouvelle](#), d'après des renseignements qui nous avaient été donnés quand nous l'avions vu au Tonkin, nous avons dit et nous répétons plus haut qu'il est né dans les îles Hawaï. Ceci est du reste généralement admis. Mais le *Senpao*, de Shanghai, à la date du 20 janvier 1912, au début de la Révolution, donnait une information différente et d'ailleurs intéressante. Il disait que Sun était né à Tseuheng, dans la sous-

La fin des Mandchous

naturel qu'un déraciné, né au loin et dont les premières années, celles qui reçoivent les empreintes ^{p.011} les plus indélébiles, s'étaient écoulées à l'étranger, de ce fait imbu d'américanisme, put concevoir une modification aussi radicale qui devait faire table rase de toutes les traditions chinoises. Quoi qu'il en soit, dès cette époque, il avait des idées arrêtées là-dessus. À la faveur de l'émotion causée par la défaite de l'empire du Milieu vaincu par le Japon, il adressait au Trône, de Macao où il était installé, plusieurs pétitions comminatoires dans lesquelles il exposait les griefs et les désirs de ce qu'il appelait la « Jeune-Chine ». Il disait entre autres choses, dans un écrit où il exposait le programme de ce groupement nouveau :

Le peuple n'a aucun avis à exprimer au sujet de l'administration impériale, provinciale ou même municipale. Les mandarins ou les magistrats locaux détiennent tous les pouvoirs sans qu'on puisse en appeler de leurs décisions. Leurs ^{p.012} paroles font loi. L'extorsion de fonds par les mandarins est une véritable institution ; c'est la condition de leur entrée en charge. Il est à peine croyable que le vice-roi d'une grande province, par exemple celui des deux Kouang, qui administre un territoire plus étendu, avec une population plus considérable que le territoire et la population de la Grande-Bretagne, reçoive seulement, comme salaire officiel, la somme dérisoire de 1.500 francs, si bien que pour vivre et rester en charge et, pendant ce temps, pour s'enrichir, il doit avoir recours aux extorsions et à la vente des décisions judiciaires.

Ce système d'engraissement aux dépens des forces viriles du peuple, ajoutait-il, ainsi que la vente des charges sont les

préfecture de Chausan, au Kouang-toung, d'une famille d'agriculteurs. À l'âge de 14 ans, à cause de la pauvreté de ses parents, il aurait été obligé d'aller rejoindre, à Honolulu, son frère aîné, qui y travaillait comme ouvrier. Celui-ci put, sur son maigre salaire, assurer son éducation. Sun étudia ainsi pendant quatre ans dans l'île américaine, puis, à 18 ans, il revint à Hongkong où il poursuivit ses études.

Sur la suite et surtout sur la période la plus active où, depuis 1905, sous le nom japonais de docteur Takano et sous le deuxième nom chinois de docteur Seng Weng, il a répandu sa doctrine parmi ses compatriotes du Japon, du Tonkin et des possessions anglaises de Hongkong et des Détroits. Tout le monde est d'accord.

La fin des Mandchous

principaux moyens par lesquels la dynastie mandchoue continue d'exister.

Et plus loin :

En Chine, la lecture des livres ayant trait aux questions politiques n'est point permise et les journaux quotidiens sont prohibés ; ce qui se passe dans le reste du monde est ainsi intercepté. Les lois de la présente dynastie ne peuvent être connues du public, mais seulement des hauts mandarins. Personne n'a le droit sous peine de mort de créer quelque chose de nouveau ou de publier une invention. De cette façon, le peuple est maintenu dans les ténèbres et le gouvernement ne lui distribue que les bribes d'information qui peuvent convenir à ses projets. La classe des lettrés ne peut étudier que les classiques chinois et leurs commentaires ; ces ouvrages ont été soigneusement expurgés de tout ce qui a trait à la critique des autorités ; le public ne peut étudier que ce qui enseigne l'obéissance aux mandarins.

p.013 Un édit du Trône, paru peu après le traité de Shimonoseki, qui mettait fin à la guerre sino-japonaise, dénonçait comme des esprits factieux les signataires des pétitions adressées, à cette époque-là, à la cour de Pékin, au nom de la « Jeune-Chine ». C'est devant ce résultat négatif que Sun Yat Sen décida de remplacer désormais la méthode persuasive par la force et l'action directe. Ce jour-là est né le parti révolutionnaire.

Sur la propagande à laquelle se livra par la suite Sun Yat Sen, en Extrême-Orient et jusqu'en Europe, ainsi que sur sa doctrine, dont il nous confirma, dans la conversation que nous eûmes avec lui, en 1907, les points essentiels, nous avons donné, au cours d'un ouvrage précédent, des explications détaillées ¹.

Son action s'exerça surtout par des discours, par des proclamations et des instructions à ses partisans. La conférence qu'il fit devant

¹ [La Chine nouvelle, Le parti révolutionnaire.](#)

La fin des Mandchous

plusieurs milliers d'auditeurs, en 1907, à l'Université Waséda, de Tokio, peu avant son expulsion du Japon, renfermait un exposé complet du programme de son parti. Ce programme visait à faire en Chine une triple révolution : la révolution raciale, en enlevant le pouvoir aux Mandchous, la révolution politique, en renversant la monarchie absolue pour la remplacer par une constitution républicaine, et la révolution sociale.

Sun Yat Sen déclarait que cette dernière révolution devait être, la Chine ne souffrant pas encore de la question sociale, préventive. Il estimait qu'elle était ^{p.014} beaucoup plus facile à réaliser qu'en Amérique et en Europe, parce que la propriété du sol n'avait pas atteint, comme dans ces pays, sa valeur maxima. Il proposait donc de résoudre, pour l'avenir, cette redoutable question, par des moyens simplistes qui révélaient déjà la tare secrète de cet esprit purement théorique et ignorant des réalités chinoises auquel il devra plus tard, après la Révolution, son éclatant échec d'homme politique. Il ne s'agissait en effet de rien moins, dans un pays où le bien familial fut toujours sacré et hors de toute autre atteinte que celle de l'impôt foncier qui ne se pouvait accroître, de faire procéder à une évaluation de la valeur des terres, en ordonnant le retour à l'État de toute la plus-value qu'elles pourraient ensuite acquérir.

Dans le *Kéming Fang Lio*, il exposait tout un plan d'organisation et d'action pour l'armée révolutionnaire. Il s'occupait également des relations avec les étrangers habitant la Chine, reconnaissant la validité des concessions, des privilèges et de tous les traités passés jusqu'à ce jour avec eux par la dynastie des Tsing. Il y formulait de nouveau le principe d'une socialisation du sol basée sur la nationalisation de la plus value. « Cette plus-value, disait-il, sera la propriété de l'État et tous en jouiront. » Pour le peuple du monde qui a toujours eu la méfiance la plus incoercible et la plus justifiée de l'État et de ses représentants, cette perspective ne pouvait être très alléchante.

Au cours de la conversation que nous eûmes avec lui, à Hanoï, il déclara en outre, répondant à une de nos ^{p.015} questions, que son but était de libérer les Chinois de tout ce que la loi familiale avait de trop

La fin des Mandchous

tyrannique et de revendiquer pleinement pour eux, comme l'avait fait la Révolution française, les « Droits de l'Homme ».

Son prosélytisme s'est surtout manifesté de deux manières : avant 1907, par une propagande intense parmi les milliers d'étudiants que, dans la fièvre de modernisme provoquée par la guerre de Mandchourie, la Chine avait envoyés à Tokio, et, depuis cette époque, où il fut successivement expulsé du Japon, de Hongkong et du Tonkin, par de fréquentes tournées dans les colonies anglaises des Détroits malais, à Singapour et Poulo Penang, apportant la bonne parole dans les milieux de riches commerçants chinois qui y sont installés et qui lui ont versé d'importants subsides pour la cause.

L'idée révolutionnaire était également répandue, ou plutôt, faut-il dire, représentée — car cela ne portait que sur un public très restreint — par des pamphlets, des *tracts* dont les principaux auteurs étaient Tchang Ping Ling, Tseou Yong, etc..., disciples de Sun Yat Sen. Enfin, il y avait des organes de presse à Hongkong, dans les concessions étrangères des grands ports de Shanghai et Tientsin, au Japon et un même à Paris, qui, destiné aux étudiants envoyés en Europe, se signalait par une violence particulière et une tendance marquée à l'anarchie.

*

Quels moyens de réalisation correspondaient à des projets ainsi affichés ? Autrement dit, quelles étaient ^{p.016} les forces et l'organisation du parti révolutionnaire ? Nous avons déjà dit, dans notre premier ouvrage ¹, que, par sa campagne de conférences au Japon, Sun Yat Sen avait endoctriné une forte proportion des étudiants chinois qui se trouvaient, avant 1907, au nombre d'environ dix mille dans ce pays. Selon une enquête faite à cette époque par le journal le *Pékingjèpao*, sur les six mille élèves qui, parmi eux, faisaient partie d'associations politiques, deux mille étaient des progressistes de la nuance Kang Yu Wei et quatre mille appartenaient au parti révolutionnaire.

¹ [La Chine nouvelle, Les étudiants, p. 277](#) et [Le parti révolutionnaire, p. 301](#).

La fin des Mandchous

Tous ces jeunes gens, rentrés ensuite dans les capitales provinciales, auxquels se joignait un certain nombre de bacheliers ou licenciés en expectative d'emploi, gent ambitieuse et turbulente dont le goût intéressé pour le désordre, déjà mentionné par des missionnaires du XVII^e siècle ¹, fut toujours une cause latente de perturbation, formaient en quelque sorte les cadres du parti. Dispersés à travers la Chine et à l'étranger, leurs chefs bannis, par conséquent dans une situation où il leur était difficile de coordonner leurs efforts, leur zèle était néanmoins entretenu par un intérêt très précis. En effet, d'après les statuts de la société du « Serment », que l'on appelait encore *Union jurée*, dont ils faisaient partie et qui avait pour but le renversement p.017 de la dynastie manchoue, chaque adhérent avait, en cas de réussite, la promesse d'une fonction pendant cinq ans ².

Quelques jeunes officiers des provinces du Yangtsé passaient aussi pour être acquis à la cause, mais, outre qu'ils n'avaient aucune influence sur les soldats — ceux-ci étant, les événements l'ont depuis montré, uniquement sensibles à l'argent et au butin —, il semble que leur action, comme il advint pour la tentative avortée de Nganking en 1908, était bien plus individuelle que reliée à une organisation et à un plan de parti.

En admettant qu'il y eut ainsi des cadres, où étaient les soldats auxquels Sun Yat Sen adressait des proclamations telles que celles que nous avons reproduites ailleurs ³ et où il était question des « armées Kéming » ? Tous les renseignements les plus certains et les faits même d'ailleurs ont prouvé que c'était là simplement rhétorique militaire et que les nombreuses troupes que ce langage supposait n'existaient pas.

Il y avait eu, il est vrai, en 1906, une entente avec certaines sociétés secrètes, entente que Sun Yat Sen reconnut, dans notre conversation d'Hanoï, mais que beaucoup de révolutionnaires reniaient parce qu'ils considéraient ces associations comme des bandes p.018

¹ *Nouvelle relation de la Chine*, par le père Gabriel de Magaillans, 1668, p. 253.

² [La Chine et le mouvement constitutionnel](#), Les Jeunes Chinois, p. 221.

³ [La Chine nouvelle](#), p. 289.

La fin des Mandchous

d'aventuriers et de pillards. Nous avons déjà expliqué les bases de cette alliance avec les *Triades* et les *Vieux-Frères*, mais nous avons dit aussi pourquoi cette organisation ne représentait aucune force véritable et était même susceptible, par les éléments qu'elle mettrait en jeu, d'aboutir à un résultat diamétralement contraire à la doctrine moderniste de la révolution ¹.

Les seules forces réelles, pour une action violente, ne se composaient que de quelques centaines de militants dispersés en dehors du Céleste Empire, dans les Détroits malais, à Hongkong et au Tonkin, auxquels on pouvait toujours joindre dans ce pays de piraterie intense qu'est la région du Sud de la Chine, des bandes de mercenaires. Cela pouvait permettre la tentative du Yunnan, en 1908, et les successifs coups de main de Canton, dont le dernier eut lieu en 1911, quelques mois avant la Révolution, et qui du reste, comme on le verra plus loin, échouèrent les uns et les autres complètement, mais ne suffisait à aucun degré pour le grand soulèvement que l'on projetait.

Les ressources financières du parti provenaient de cotisations, de souscriptions versées par les Chinois des grands ports et surtout par les riches commerçants installés à l'étranger : à Hongkong, en Indo-Chine, aux Détroits anglais de Malaisie, aux Indes néerlandaises et sans doute aussi en Amérique. La tâche principale de Sun Yat Sen était précisément d'aller dans ^{p.019} tous ces pays, d'y stimuler le zèle des riches affiliés et d'obtenir d'eux des subsides. Il était, plus encore que le théoricien, le frère quêteur du parti, et c'est la facilité qu'il avait, par ses relations à l'extérieur et son savoir-faire, de trouver ainsi de l'argent, qui le fit reconnaître comme le chef du mouvement par des hommes comme Ouang Ching, dont le rôle actif, dans toutes les tentatives révolutionnaires, avait été beaucoup plus considérable que le sien.

Sun Yat Sen avait même eu l'art, dans le voyage qu'il avait fait en Europe, vers 1904, de convaincre des hommes politiques et des financiers de certains pays qui lui fournirent une douzaine de millions

¹ [La Chine nouvelle, Le parti révolutionnaire, p. 303](#) ; [Les sociétés secrètes, p. 320](#).

La fin des Mandchous

de francs, fonds qui, versés, a-t-on dit, à la Hongkong-Shanghai Bank, furent, pendant plusieurs années, le trésor de guerre de la révolution. Cette somme étant sans doute épuisée, il tenta, en 1910, de la reconstituer de la même façon. Il revint à Paris notamment, mais — nous le tenons de l'un des personnages auxquels il s'adressa — il échoua, cette fois, complètement. À la suite de toutes les marques d'impuissance qu'il avait données, on ne croyait plus, en Europe, au parti révolutionnaire. Il est bien certain que, de ce fait, le budget de ce parti, presque uniquement limité aux appuis des marchands chinois de Singapour et de Poulou Penang, devait se trouver au moment où commença le soulèvement, dans une situation précaire. La réussite du mouvement, l'impression de faiblesse donnée par Pékin et la certitude du succès qui s'en établit provoquèrent des souscriptions — imposées souvent d'ailleurs par ^{p.020} des moyens terroristes — qui alimentèrent très opportunément la caisse à ce moment si important.

*

Tel qu'il était, avec ces moyens si restreints, comparés surtout à l'énormité de la tâche, le parti révolutionnaire — et cela est à son honneur — a essayé cependant maintes fois de réaliser, par la force, ses plans. Ces essais furent de deux sortes : tantôt le parti organisa des coups de main purement révolutionnaires, avec des troupes levées par lui, tantôt il s'efforça d'utiliser les soulèvements de populations qui se produisirent en divers endroits pour des raisons économiques ou des motifs divers de mécontentement.

Les tentatives du début, dirigées contre Canton que Sun Yat Sen voulait dès lors ériger en État autonome, indépendant de Pékin, appartiennent à la première de ces catégories. Voici comment elles furent préparées et comment elles échouèrent :

En 1895, après la guerre malheureuse avec le Japon, Sun profita de certaines circonstances pour organiser une attaque contre la grande métropole du Sud ; c'est ainsi qu'il enrôla un grand nombre des soldats que le Kouangtong avait fourni pour cette lutte et dont les trois quarts venaient d'être licenciés par le gouvernement, se trouvant ainsi sans

La fin des Mandchous

emploi. L'irritation des commerçants et des notables contre les mandarins, qui avaient naturellement mis à profit les circonstances pour accroître encore leurs extorsions, était en outre de ^{p.021} nature à lui rendre la région favorable et à faciliter le succès de son opération. Celle-ci était prévue pour un jour déterminé du mois d'octobre. Les forces destinées à en assurer l'exécution devaient se porter sur Canton divisées en deux corps, l'un venant du sud, l'autre du nord-est.

Des armes, des munitions, de la dynamite avaient été réunies ; un corps de 400 hommes s'exerçait à Hongkong et s'apprêtait à aller renforcer les troupes qui déjà convergeaient vers Canton, mais leurs mouvements ne s'exécutèrent pas en même temps et un premier échec compromit tous les plans. Les partisans prirent la fuite, les papiers furent brûlés, les armes cachées et des télégrammes envoyés à Hongkong pour empêcher le départ du renfort de 400 hommes. Ces télégrammes arrivèrent trop tard et les hommes, qui étaient partis sur un vapeur avec les fusils cachés dans du ciment, furent arrêtés par la police, au débarcadère. Les chefs du mouvement, dans la cité chinoise, avaient pu se sauver ; Sun Yat Sen lui-même parvint à gagner Macao, puis Hongkong d'où il partit pour aller rejoindre son frère à Honolulu. Par contre un grand nombre des partisans tombés entre les mains des autorités, moins heureux, furent décapités ¹.

Une période de cinq années s'écoula sans autre tentative. À la fin de 1900, l'insurrection des Boxers, l'intervention étrangère, la fuite de la cour et le désarroi dans lequel ces événements avaient jeté les autorités ^{p.022} provinciales, parurent, aux révolutionnaires, devoir être favorables à un nouveau coup de main. Ils agirent en conséquence. Au début du mois d'octobre, tout le district de Oueitchéou, sur la rivière de l'Est, à quelques journées de marche de Canton, était parcouru par des bandes qu'ils avaient organisées. Une bataille eut lieu à Oueitchéou même et les troupes chinoises, commandées par Lieou Yung Fou (Lieou Vinh Foc), ancien chef des Pavillons Noirs durant la guerre du Tonkin,

¹ [Voir l'étude de M. Reau.](#)

La fin des Mandchous

furent battues. L'insurrection ne rencontrant à l'origine aucune sympathie parmi la population honnête de la province, les révolutionnaires avaient dû enrôler des pirates, contrebandiers et autres gens sans aveu qui pullulent dans le delta et sur la côte et qui, presque tous, appartiennent à la société secrète des Triades. Il faut dire, du reste, que par suite d'instructions sévères qui furent observées, cette troupe de malfaiteurs respecta les missionnaires européens et leurs propriétés.

Malheureusement, ce premier succès fut suivi de défaites et, le 23 octobre, les rebelles, battus, manquant d'armes et de munitions, devaient se disperser. Sun Yat Sen réussissait encore à se sauver. Il gagnait Hongkong et de là, le Japon.

Un nouveau projet fut élaboré pour être mis à exécution au mois de janvier 1903. Les révolutionnaires, que leurs expériences précédentes avaient convaincus de leur impuissance à triompher dans des actions militaires en rase campagne, avaient décidé de frapper, cette fois, au cœur même, à Canton. Tous les ^{p.023} mandarins et le vice-roi lui-même, réunis au temple de l'empereur, dans la matinée du 26, pour y faire des cérémonies rituelles, devaient être assassinés. On devait ensuite se saisir du maréchal tartare, immobiliser la garnison, s'emparer du Trésor, allumer des incendies et jeter ainsi l'effroi et la confusion parmi les habitants de l'immense cité. Ce plan audacieux, qui avait été très minutieusement préparé, ne put même pas avoir un commencement d'exécution, les autorités de Canton, avisées, ayant pu prendre des mesures préventives.

Les tentatives qui suivirent, à un assez long intervalle, eurent lieu à l'occasion de révoltes populaires provoquées par diverses causes d'ordre administratif ou économique. Au mois de décembre 1906, les ouvriers des mines de Ping Chang, sur les confins de Kiangsi, du Hounan et du Houpe, se trouvant sans travail, se soulevèrent contre les mandarins. Des révolutionnaires, les affiliés à la société secrète des « Vieux frères » (Kolaohoei) et des étudiants retour du Japon, se mêlèrent aussitôt à l'émeute qui devint rapidement très grave. Celle-ci

La fin des Mandchous

ne dégénéra pas cependant en mouvement général, les révolutionnaires du Yangtsé et les troupes de Nankin et d'Outchang, qui passaient pourtant pour acquises au Kéming, n'ayant pas suivi le mouvement. Ces dernières même, bien loin d'appuyer les rebelles, les combattirent et les réprimèrent très durement.

La participation des révolutionnaires aux rébellions qui eurent lieu, dans le Sud, à Souatao et Pakhoï, au mois de juin 1907, et qui avaient été causées par l'abus ^{p.024} des taxes imposées par les mandarins pour l'application des réformes, n'eut pas plus de succès.

L'expédition du Yunnan, au printemps de 1908, qui vint ensuite et qui fut une entreprise purement révolutionnaire, eut une importance beaucoup plus grande. Les rebelles, organisés militairement et partis du Tonkin, ayant traversé la frontière chinoise, s'étaient avancés, sans rencontrer grand obstacle, jusqu'à Mongtzeu, et paraissaient devoir aisément arriver jusqu'à la capitale, Yunnanfou, et entraîner ainsi toute la province dans le mouvement, quand, par suite d'une ruse vraiment asiatique du chef des troupes impériales, ils furent battus et rejetés sur notre colonie du Tonkin où nous eûmes toutes les peines du monde à les désarmer. Le général, qui commandait à Mongtzeu, avait feint en effet d'embrasser la cause des révolutionnaires et après avoir réuni ses soldats aux leurs, avait attaqué brusquement ces derniers désormais sans défiance et les avait taillés en pièces.

Cette dernière défaite porta un coup très sensible au parti et ruina notamment tout le crédit que l'on faisait à Sun Yat Sen dans les divers milieux étrangers, où l'on se flattait de suivre avec perspicacité les événements de Chine. Elle le diminua aussi très sensiblement auprès de beaucoup de « Jeunes-Chinois » qui comptèrent désormais beaucoup moins sur lui et son programme antidynastique que sur le mouvement politique constitutionnel auquel ils apportèrent leur turbulent concours. L'esprit de la campagne pour l'Assemblée nationale, durant les deux années qui précédèrent la ^{p.025} Révolution, était en effet beaucoup plus inspiré des idées de Kang Yu Wei et Liang Tsi Tchao que des siennes.

La fin des Mandchous

Quoi qu'il en soit, un long intervalle s'écoula, après l'affaire avortée du Yunnan, avant que le parti révolutionnaire fît encore sérieusement parler de lui par sa nouvelle tentative sur Canton, au mois d'avril 1911. Les chefs semblent avoir voulu exécuter alors le coup de main manqué de 1903. Deux cents partisans environ, venus de Singapour et Hongkong, se portèrent, un jour, d'une manière tout à fait inattendue sur le yamen du vice-roi, pour l'incendier, s'emparer de ce haut fonctionnaire et réaliser ensuite leur grand projet, avec le concours escompté de certaines troupes. L'échec fut complet. Le vice-roi, Tcheng Ming Ki, parvint à se soustraire à leur attaque qui se fit à coups de revolver, puis les soldats de la police de la rivière de l'amiral Li les battirent et en arrêtaient le plus grand nombre. Tout cela se termina par de très nombreuses exécutions, non seulement parmi les révolutionnaires pris, mais aussi parmi les jeunes Cantonais soupçonnés d'être de connivence avec eux.

Il n'est pas sans intérêt de constater, pour bien caractériser les faits qui ont suivi, que le parti révolutionnaire a ainsi donné la preuve de son impuissance radicale six mois avant le soulèvement qui a amené la Révolution.

Un homme que les événements devaient mettre par la suite en lumière, Ouang Ching, chef de la société secrète des « Vieux frères », clans la région du Yangtsé, ^{p.026} a joué, dans toutes ces dernières tentatives, un rôle actif prépondérant. Depuis l'alliance qu'il avait faite avec Sun Yat Sen, en 1907, et que nous avons déjà signalée, il semble que, plus énergique et plus combatif, il ait laissé à Sun le soin de la propagande et de l'argent, pour assumer la direction militaire du parti. C'est lui qui, en 1906, donna un caractère de rébellion à la grève de Ping Chang, au Kiangsi, lui qui, en 1908, commandait au Yunnan, lui qui, trois ans plus tard, marchait à la tête des conjurés, sur le yamen du vice-roi de Canton et c'est lui enfin qui, au mois d'octobre 1911, remontait en hâte sur le Yangtsé, pour utiliser dans un but révolutionnaire, le soulèvement des populations du Setchoen contre la reprise, par l'État, des chemins de fer.

La fin des Mandchous

*

L'un des facteurs les plus sérieux, sinon le plus sérieux, que le parti révolutionnaire ait eu d'abord pour lui, c'est l'appui plus ou moins ouvert, mais très effectif, que certains pays étrangers libéraux lui ont donné. Mais par leur libéralisme, en même temps que par sympathie pour des hommes dont certains, à commencer par Sun Yat Sen, passaient pour s'être convertis à la religion protestante, les Anglais notamment leur laissèrent toutes facilités pour s'organiser, s'armer et préparer leurs coups de main à Hongkong. Leur presse, dans tous les cas, ne cacha pas ses sentiments à p.027 cet égard. Au moment de la tentative de 1900, le *Hongkong Daily Press* écrivait, le 30 septembre :

« Le but des insurgés est le renversement de la dynastie mandchoue et la régénération de la Chine sous un gouvernement purement chinois. Le gouvernement qu'ils veulent établir sera éclairé, progressif et bienveillant à l'égard des étrangers. La proclamation et les manifestes publiés récemment expliquent leur politique et l'absence de plaintes, de la part des missionnaires et des chrétiens, est une preuve de leurs bonnes intentions. Si l'on tient compte de ce qu'ils ont déjà accompli sans nuire aux chrétiens et aux villageois, ils méritent l'appui des puissances coalisées.

Le même journal disait le lendemain, après avoir déploré la victoire des troupes gouvernementales :

« N'oublions pas que parmi les insurgés se trouvent des membres du parti qui, un jour, reformera la Chine. Malgré leur association à des éléments peu recommandables, ce sont les hommes sur lesquels nous comptons pour relever l'empire chinois. Ils ont choisi un mauvais moment pour protester contre la corruption de la Chine officielle, mais la propagande de leurs chefs est bonne et il serait criminel de notre part de permettre qu'on les supprimât.

En France également, les efforts des révolutionnaires furent suivis avec le plus vif intérêt et c'est à Paris que Sun Yat Sen trouva, à un

La fin des Mandchous

certain moment, son plus important concours financier. En 1908, lors de la tentative du Yunnan, nous fîmes davantage encore, p.028 puisque nous leur donnâmes l'assistance de plusieurs de nos officiers ¹.

Ces sympathies et ces aides se retirèrent peu à peu au fur et à mesure que ce parti donna des marques de plus en plus évidentes de son inaptitude à remplir son programme et que son agitation désordonnée apparut d'autant plus vaine et dangereuse que l'on faisait par ailleurs, en dehors de lui, dans la voie constitutionnelle, des efforts dont on attendait, malgré tout, pour la Chine, quelque amélioration.

Déjà, en 1910, les Anglais, irrités des discours violents de Sun Yat Sen, dans les milieux chinois de Poulou Penang et Singapour, se départirent de la bienveillance qu'ils lui avaient montrée jusqu'alors. Faisant allusion aux réalisations déjà obtenues dans la réforme constitutionnelle et à la stérilité de la propagande de Sun Yat Sen, le *North China Daily News* écrivait le 10 novembre 1910 :

On avait lieu d'espérer que Sun Yat Sen aurait accepté en silence et avec résignation la ruine de ses espérances ambitieuses, mais à Penang, qui était autrefois un repaire de pirates, il n'y a pas lieu de s'étonner que sa mauvaise humeur se soit donné libre cours, dans des discours p.029 incendiaires. Et par une ironie du sort, il y a également là-bas un de ses compatriotes, exilé comme lui, Kang Yu Wei, le père de la réforme, un homme qui est d'un genre tout différent, et qui se réjouira, sans restriction mentale aucune, du changement qui s'est produit dans l'esprit de la Chine, et qui sait qu'il sera glorifié pour la part qu'il a prise dans cette transformation. Sun Yat Sen semble ne pas vouloir prendre son parti de l'obscurité dans laquelle il va se trouver relégué par suite de la transformation de son pays, transformation qui s'est faite

¹ Le fait nous a été rapporté par un des hauts fonctionnaires les plus qualifiés de l'Indochine, au cours de l'été 1913, alors que l'appui prêté par le gouvernement « Jeune Chinois » de Canton aux révolutionnaires annamites, contre nous, nous récompensait si mal de ce que nous avons ainsi fait antérieurement pour les révolutionnaires chinois.

La fin des Mandchous

sans lui ; mais que peut bien valoir la perte de Sun Yat Sen, en regard du bénéfice que la Chine en retirera ? ¹.

En somme le parti révolutionnaire, livré à lui-même, avait, on le voit, à la veille même de la Révolution, des moyens d'action médiocres. On pouvait, pour préciser sa situation, dire de lui ce que nous en avons déjà écrit en 1908. Nous disions alors, après avoir exposé les lacunes de son organisation et l'impuissance qu'il avait montrée dans ses diverses tentatives, mais après ^{p.030} avoir aussi signalé un mécontentement grandissant des populations contre les mandarins et la dynastie :

« Il est bien certain qu'il y aurait là, pour la Révolution, une chance de premier ordre, si elle était organisée pour profiter de l'explosion toujours possible de cette animosité populaire. Et c'est justement ce qui donne une idée exacte de la valeur de ce Kéming, qui attend tout du hasard et de contingences qu'il est incapable lui-même de provoquer. On n'entrevoit, en effet, pour lui, la possibilité d'agir qu'à la faveur de cataclysmes, dans lesquels il sombrerait à coup sûr avec la dynastie dont il a, jusqu'à présent, poursuivi vainement la ruine ².

Il est permis de rappeler ce jugement aujourd'hui que, la dynastie mandchoue disparue, les chefs révolutionnaires ont dû reprendre eux-mêmes la route de l'exil et que leur parti, en face d'un pouvoir plus fort que ne l'était le pouvoir défunt et de populations avec lesquelles il s'est à l'épreuve trouvé en grave contradiction, est sorti des derniers événements plus impuissant qu'il ne le fut jamais.

@

¹ Ces sympathies disparurent plus complètement encore, pour faire place à une légitime hostilité, lorsque, après la chute de la dynastie, les révolutionnaires purs, devenus les maîtres dans le Sud, levèrent le masque et nous montrèrent tout ce que nous pouvions attendre d'eux. Tandis qu'à Hongkong, l'un d'eux tirait un coup de revolver sur le nouveau gouverneur anglais, à Canton, ils aidaient, comme nous le disons plus haut, contre nous, en les recueillant, en leur fournissant même de l'argent, des armes et des bombes, les agitateurs annamites qui venaient d'inaugurer, au Tonkin, une campagne terroriste.

² [La Chine nouvelle, Le parti révolutionnaire, p. 309.](#)

PREMIÈRE PARTIE
LE DÉCLENCHEMENT

CHAPITRE PREMIER

Origine de la rébellion

@

Mauvais état général de la Chine. — La nationalisation des voies ferrées. — L'agitation au Setchoen. — La mutinerie militaire d'Outchang. — L'extension du soulèvement.

p.033 Nous avons indiqué, dans les deux précédents volumes, particulièrement dans *Le Céleste Empire avant la Révolution*, quelle était la situation profondément troublée de la Chine au début de l'été 1911. Ainsi que nous l'avons exposé, les populations étaient très éprouvées par toute une série de calamités exceptionnelles : famines et inondations ; elles étaient en outre écrasées par les taxes du réformisme officiel dont les mandarins prenaient prétexte pour accroître leurs exactions traditionnelles ; les nouvelles organisations politiques telles que les conseils provinciaux et les municipalités autonomes avaient eu surtout pour résultat d'augmenter le nombre de leurs exploités et de leurs tyrans ; certaines p.034 réformes enfin, telles que celle de l'opium, les avaient vivement mécontentées, en les gênant dans leurs habitudes, en les exposant, de la part d'une police improbe, à un chantage incessant, et en les appauvrissant par la suppression de la culture très rémunératrice du pavot ¹.

L'agitation politique faite, en 1910 et 1911, sur la question de l'Assemblée nationale, dans le milieu très restreint des notables et des étudiants, les avait laissées indifférentes, mais, extrêmement irritées par les abus grandissants auxquels elles étaient soumises et par l'excès de leurs souffrances, il était clair, ainsi que nous l'avons déjà signalé à diverses reprises ², que, à la première occasion où le Trône donnerait une preuve éclatante de sa faiblesse, elles se soulèveraient.

¹ Pour toutes ces causes de mécontentement, voir aussi [La Chine et le mouvement constitutionnel](#).

² [La Chine nouvelle, Le parti révolutionnaire](#) ; *La Chine et le mouvement constitutionnel*, conclusion.

La fin des Mandchous

Cette occasion fut fournie par la mainmise de l'État sur les deux grandes voies ferrées en construction de Hankéou-Canton et Hankéou-Setchoen. Nous avons dit, dans nos ouvrages précédents, que ces lignes, entreprises à Canton, au Hounan et au Setchoen, par des compagnies provinciales, avaient été reprises, le 9 mai 1911, par un décret du Trône dont nous avons déjà donné le texte ¹. Le gouvernement sous l'influence du ministre des voies et communications Cheng Kong Pao, s'étant décidé à faire construire ces chemins de fer à l'aide de capitaux et d'ingénieurs étrangers, avait signé, dans ce ^{p.035} but, à la même époque, avec les quatre puissances : la France, l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis, le contrat d'emprunt qui était en négociation depuis deux ans. L'ancien vice-roi mandchou Toan Fang, en disgrâce depuis la fin de 1908 et qui avait la réputation d'être moderniste, avait été nommé à la direction de ces lignes.

Les raisons n'avaient pas manqué à la cour de Pékin pour agir de la sorte. Les compagnies provinciales s'étaient montrées très au-dessous de leur tâche, tant au point de vue technique qu'au point de vue de l'administration des fonds qui avaient été ou dilapidés ou engagés et perdus dans le krach des caoutchoucs. L'édit impérial le déclarait du reste en termes précis.

Le grand journal anglais de Shanghai, le *North China Daily News*, commentait cette décision en ces termes :

Il n'était pas trop tôt que les chemins de fer chinois tombassent sous le contrôle de l'État. Cette résolution n'a pas été prise à la légère et sans de minutieuses enquêtes sur les agissements des compagnies provinciales, de sorte que le gouvernement a répondu à toutes les protestations de ces compagnies.

Il ressort clairement de ces enquêtes, que la compagnie de Canton a réussi à vendre pour 40.000.000 de dollars d'actions, sur lesquelles 20.000.000 de dollars ont été payés ;

¹ [La Chine et le mouvement constitutionnel, p. 156.](#)

La fin des Mandchous

cette somme a été dépensée et la compagnie n'a pas encore construit 100 milles de voie ferrée ; c'est peu comme résultat.

Au Hounan, 5.000.000 de dollars ont été souscrits et payés, mais la Compagnie provinciale n'a encore construit ^{p.036} que 35 milles ; elle a dépensé les 5.000.000 en question et se trouve très endettée à l'heure actuelle.

On ne connaît pas au juste le montant de la somme reçue par la Compagnie provinciale du Setchoen, mais on peut, sans crainte d'exagération, l'évaluer à 10.000.000 de dollars ; sur cette somme, 3.000.000 ou 4.000.000 ont été perdus à Shanghai, soit à cause du krach des banques chinoises, soit à cause des spéculations hasardeuses sur les caoutchoucs, faites par la personne à qui les fonds avaient été confiés.

La mauvaise administration des trois compagnies citées plus haut semble être le résultat d'un manque de contrôle financier. Les actionnaires se trouvaient tellement éloignés du centre des opérations que l'élection des directeurs ne pouvait être qu'une bouffonnerie et la concussion devint si apparente que les mandarins eux-mêmes se virent obligés d'intervenir pour y mettre, sinon un terme, du moins un frein.

Cette nationalisation des grandes voies ferrées, dont le gouvernement de Pékin nourrissait d'ailleurs le projet depuis plusieurs années par suite d'une politique dont le rachat du Pékin-Hankéou avait été la première manifestation, fut facilitée par le mouvement de réaction qui avait suivi, au début de 1911, la répression de l'agitation constitutionnelle ¹. Les éléments de la « Jeune-Chine », matés par le sursaut d'énergie du régent, ne tentèrent pas la moindre résistance à un ^{p.037} acte qui devait cependant vivement déplaire à leur nationalisme exaspéré.

À Canton et au Hounan, l'opposition se borna à des protestations platoniques. Les Cantonais résidant à Hongkong décidèrent l'envoi, à

¹ Voir [La Chine et le mouvement constitutionnel, chapitre V.](#)

La fin des Mandchous

Pékin, de représentants chargés de demander l'annulation du décret. À Chang-cha, capitale du Hounan, la puissante corporation des notables, dont nous avons exposé, dans le précédent volume, la situation particulière, se contenta de rédiger des pétitions dans le même sens. Les élèves des écoles tinrent un meeting qui n'eut pas de suites, et les commerçants, qui avaient marqué l'intention de fermer leurs boutiques en signe de mécontentement, les rouvrirent à la première sommation du gouverneur. Une agitation à forme antiétrangère, qui se produisit aussitôt après les décrets, ne tarda pas à s'éteindre ¹.

Ces velléités de mouvement furent du reste si loin d'être générales qu'un journal progressiste de Shanghai les désapprouva nettement par un article qui se terminait ainsi :

« Si les Hounanais font grève et refusent de payer les taxes, sûrement les autorités auront recours à la force militaire pour les détruire et ainsi les malfaiteurs pourront en profiter pour troubler l'ordre de toute la Chine. Que les Hounanais ne manquent pas d'y songer ².

*

p.038 Au Setchoen, les choses, après s'être passées d'une façon plus calme encore, se gâtèrent ensuite et c'est de là que finalement vint l'orage. Il importe, pour l'intelligence de tout ce qui a précédé et amené la Révolution, de suivre pas à pas les événements qui se sont déroulés, à cette époque, dans cette province.

Au mois de juin, plus de trente jours après la promulgation des édits impériaux, le correspondant du *North China Daily News* écrivait d'Itchang, siège de la Compagnie provinciale :

« La mainmise sur les chemins de fer par le gouvernement chinois ne semble pas avoir beaucoup ému la population. Les travaux continuent comme par le passé, ce qui est préférable

¹ Voir les journaux anglais de Hankéou : le *Hankow Daily News* et le *Central China*, mai 1911.

² Le *Chéchépao*, 11 juillet 1911.

La fin des Mandchous

si on considère que la cessation des travaux mettrait dans la misère 40.000 coolies occupés à la construction de la ligne.

Au mois de juillet, l'opposition commence à se manifester par un meeting où selon le *Jentchéoujépaou*, assistaient deux mille personnes. Comme toujours, dans les réunions chinoises de cette sorte où chacun renchérit de douleur et d'attitude héroïque sur son voisin, sans que cela ait ensuite la moindre conséquence, on pleura beaucoup et tous déclarèrent vouloir mourir ¹.

Un mois plus tard, le *Chépaou*, de Shanghai, reproduisait une correspondance d'un groupe d'actionnaires du Setchoen adressée au bureau accessoire de la Compagnie à Shanghai et dans laquelle, après avoir dit qu'ils ne s'étaient jamais opposés à la nationalisation des ^{p.039} voies ferrées, ils s'élevaient vivement contre le ministre Cheng Kong Pao, le vice-roi des deux Hou, Joei Tcheng et le nouveau directeur des lignes, Toan Fang, qui les avait traités de turbulents ².

Jusque-là, il n'y avait encore rien de bien grave. Mais brusquement, au début de septembre, à la suite d'une active propagande de la société récemment formée pour la « Protection des voies ferrées », sous l'inspiration des dirigeants de la Compagnie provinciale qui ne se souciaient pas de rendre compte à l'État de leur gestion antérieure, des manifestations eurent lieu de tous côtés. On avait distribué des « tracts » dans lesquels il était dit aux populations que le gouvernement de Pékin s'emparait de leur bien et que tout l'argent qu'elles avaient versé, comme taxes et achat d'actions pour la construction de la ligne, était irrémisiblement perdu pour elles.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, les éléments avancés, les professionnels du désordre et les étudiants en profitèrent et s'efforcèrent d'aggraver l'agitation. Les fils télégraphiques furent coupés en beaucoup d'endroits. Des bandes armées se formèrent. Le *Mingliépaou*, journal révolutionnaire de Shanghai, annonçait que, le 7

¹ Le *Jentchéoujépaou*, 20 juillet 1911.

² Le *Chépaou*, 29 août.

La fin des Mandchous

septembre, les manifestants avaient attaqué le yamen du vice-roi Tchao Eul Fong, à Tchengtou. Des rencontres eurent lieu entre les rebelles et les troupes, dont celles-ci sortirent victorieuses.

Force semblait donc devoir appartenir à la loi, mais ^{p.040} la situation restait très sérieuse, car, à la suite d'un mot d'ordre qui s'accompagnait d'une menace de piller et brûler les maisons de ceux qui n'y obéiraient pas, les marchands de tous les grands centres de la province : Tchengtou, Tchongking, Souifou, Kiating, s'étaient mis en grève et avaient fermé leurs boutiques. Un grand nombre de sous-préfectures avaient suivi cet exemple. Le soulèvement, prenant, en beaucoup d'endroits, une forme xénophobe, de nombreux missionnaires et religieuses durent abandonner leurs postes et se réfugier jusqu'à Tchongking.

Une correspondance de Souifou à *L'Écho de Chine*, datée du 16 septembre, trace un tableau très caractéristique de ce mouvement et des éléments qui y participèrent :

Hier, disait le correspondant, qui était sans doute un missionnaire, Mgr Chatagnon, les pères Gourdin, Bénézet, Mathern et Raison, et les six religieuses de notre hôpital sont arrivés à Tchongking.

Voici en quelques mots les événements qui ont occasionné ce voyage :

Dès l'arrivée de notre vice-roi, Tchao Eul Fong, les étudiants et, avec eux, tous les membres actifs du Tong tche-hoei ont essayé de le gagner à leur cause, afin de presser le gouvernement central de renoncer à la nationalisation du chemin de fer et de le rendre à la province. S. E. Tchao ne mordant pas à l'hameçon, ils ont tenu réunion, gagné la Chambre de commerce et provoqué une grève générale : toutes les boutiques ont été fermées.

De Tchengtou à Souifou, toutes les villes ont suivi le ^{p.041} même mouvement. À Souifou, les derniers jours d'août, les étudiants

La fin des Mandchous

ont commencé les réunions et, d'accord avec la Chambre de commerce, ont donné au préfet l'assurance que tout trouble serait évité : le 2 septembre la grève était complète.

Les brigands qui, eux aussi, sont membres du Tong tche-hoei, sont entrés en ville au nombre de 600, assure-t-on. Ils ont trouvé moyen de faire passer limes et couteaux aux prisonniers : ces derniers, libres, on commencerait le grand pillage.

Partout on avait affiché et semé de petits billets jaunes, écrits en rouge, portant ces mots : « Kim je ta Kiao tâng », (aujourd'hui on détruit les établissements religieux) et en petits caractères : « Kiao yeùn, tâng tsay » (le premier bouillon sera pour les chrétiens).

Les prisonniers commencent par délivrer un vieux condamné qui a la charge de surveillant, entament les ferrures des portes, creusent une ouverture dans le mur en brique. À ce moment, un enfant, passant près de la prison, entend un bruit insolite, donne l'éveil au yamen, le sous-préfet fait enquêter et on trouve les prisonniers au travail. Immédiatement les dix plus coupables sont saisis : quatre périssent à la grande cage, les six autres sont bâtonnés. Le coup était manqué.

Le 7 septembre, arrive une proclamation du vice-roi, ordonnant d'ouvrir les boutiques et défendant de tenir des réunions. Le préfet sort en ville avec sa garde pour faire exécuter les ordres, les boutiques s'ouvrent sur son passage, mais se referment après.

Le lendemain, toutefois, un tiers des boutiques s'ouvrent ; ce que voyant, les étudiants affichent des exhortations à la grève et y joignent force menaces. Le préfet en fait saisir six des plus actifs et les fait conduire au sous-préfet, avec ^{p.042} ordre de les mettre à la grande prison. Celui-ci les met à la prison préventive, et sous caution en relâche quatre.

La fin des Mandchous

Le 10 septembre, étudiants et lettrés se portent en masse à la préfecture, demandant l'élargissement des deux prisonniers. La foule les suit et la place est envahie. La première porte est forcée, le tribunal saccagé, la seconde porte cède également et la foule va forcer la troisième, lorsque celle-ci s'ouvre et les soldats, fusils armés, somment le peuple de se retirer : ils tirent en l'air, mais la foule ne cédant pas, ils font feu sur elle.

Alors, épouvantés, les manifestants s'enfuient, laissant une trentaine de morts ou blessés.

Le préfet s'éclipse.

Mgr Fayolle envoie aux missionnaires de la ville l'ordre de se réfugier près de la canonnière *Widgeon* ; ils passent la nuit dans des barques.

Le sous-préfet tient encore une ombre d'autorité, appuyée par une centaine de soldats : c'est tout ce que possède le gouvernement dans une préfecture de l'importance de Souifou. Aussi devant une situation si précaire, Mgr Fayolle a cru prudent de conseiller à Mgr Chatagnon de descendre, avec les vieux missionnaires qui ne sont pas absolument indispensables pour le service, au port de Tchongking.

La version officielle fut donnée par un décret du 20 septembre reproduisant les nouvelles données au Trône par un télégramme du vice-roi Tchao Eul Fong, qui semble avoir grossi les faits pour accroître le mérite de sa victoire. Ce document était ainsi conçu :

« Tchào Eul Fong Nous a adressé un rapport par ^{p.043} télégramme où il est dit :

« Après que, le quinzième jour (7 septembre), les rebelles eurent cerné et entouré le yamen du vice-roi, la nuit même, la garde ¹ de Tamiénp'ou et celle de Nieôu-tch'ên-k'eu, au

¹ Milices locales.

La fin des Mandchous

nombre de 1.000 hommes, se sont réunies sous la ville. Les jours suivants il en arriva d'autres. Il y eut les gardes de plus de 10 préfectures ou sous-préfectures, Wen kiang, Pi hien, Tchông king tcheou, Kouan hien, Tchêng tou, Houa yâng, Chouang lieou, Sin-tsin, Kiông tcheou, Poû kiang, Ta yî. Chaque sous-préfecture avait plusieurs groupes et chaque groupe était composé de plusieurs milliers d'hommes jusqu'à 10.000. Ils pillaient et brûlaient tous les endroits par où ils passaient. Ils étaient capables de tout faire et les habitants des localités environnantes s'enfuyaient, en toute hâte. À ce moment, nous avons envoyé l'armée, la garde locale et la nôtre pour les pourchasser. Alors, ces gens ayant confiance en leur force et en leur nombre, assiégèrent la capitale. Ils tirèrent des coups de fusil et de canon et tuèrent des officiers et des soldats. Lorsqu'on leur résiste ils osent lutter sans crainte de la mort. À la fin, ils commencèrent à reculer. Ensuite une troupe de rebelles, au nombre de 1.000, s'établit sur le sommet de la montagne Long tsiuân yî, à 50 lis de la capitale de la province, occupa des points importants et en secret plaça des canons et des armes, déclarant qu'elle allait attaquer la ville. Lorsque l'armée s'avança pour les pourchasser, aussitôt les rebelles tirèrent le canon avec fracas sur les troupes. Celles-ci, à la faveur de la nuit noire, courageusement les repoussèrent et s'emparèrent du sommet de la montagne. Ils prirent une dizaine de gros canons et une grande quantité de fusils, couteaux et lances. Les rebelles reculèrent au pied de la montagne et s'enfuirent ^{p.044} rapidement. À l'ouest à Si-pou, à Tchong houo tchang et autres endroits, les rebelles ont été également mis en fuite et une fraction d'entre eux a assiégé la sous-préfecture de Chouang-lieou. Elle a brûlé les pagodes de la rue Kouan siang. L'armée s'est battue avec elle pendant un jour et une nuit et le siège de la ville fut terminé. À Si pou et à Tchong houo-tchang les rebelles ont continué à se retirer, ainsi qu'à

La fin des Mandchous

Tang kiaï sséu. Depuis le seizième jour de la présente lune jusqu'à maintenant, la bataille a duré pendant sept jours pour les repousser ; on a capturé des armes et drapeaux et environ deux mille rebelles. Partout les fils télégraphiques ont été coupés et le courrier n'a pu fonctionner. Des porteurs de lettres ont été tués. À l'heure actuelle il y a encore de mauvaises nouvelles ; nous nous proposons d'attendre que la garde de la ville soit solide et aussitôt nous enverrons des troupes pour les poursuivre. Quant à ceux qui ont été arrêtés dans les combats et qui ont été forcés de se soulever ainsi que le peuple stupide, tous seront relâchés et pardonnés ¹.

L'observation la plus intéressante que l'on puisse faire sur cette agitation, c'est que les populations avaient si peu une pensée révolutionnaire et antidynastique que partout on protestait au nom de l'empereur défunt Kouang Siu à qui on élevait des portiques ^{p.045} funéraires devant lesquels les notables et le peuple récitaient une sorte de complainte ayant pour titre *Les pleurs des Setchoanais sur la mort de S. M. l'empereur Kouang Siu*.

En somme, on peut dire que, au mois d'octobre, le soulèvement du Setchoen qui, dans l'esprit des populations, ne contenait aucune idée de bouleversement politique, était, sinon entièrement réprimé, du moins étouffé dans les grands centres et tenu en échec dans l'ensemble de la province. Des bandes de pillards, qui, plus tard, grossiront encore et ravageront sans merci cette riche région, déjà organisées, exploitaient les sous-préfectures sans défense, mais les autorités impériales étaient toujours en exercice et les troupes, bien que douteuses au début, étaient restées fidèles et avaient assuré la répression.

¹ La traduction de ces décrets est due à M. F. Roy, interprète du consulat général de France à Shanghai. Ces traductions ont été par la suite publiées par la librairie Kelly and Walsh, de Shanghai et Hongkong, en un volume, qui constitue, pour toute cette période si importante, un recueil de documents indispensable à tous ceux qui veulent avoir une idée nette des événements.

La fin des Mandchous

De plus, Toan Fang, à la tête d'une brigade moderne du Houpé, était entré dans la province et s'acheminait à petites journées vers la capitale, Tchengtou. L'ancien vice-roi de Canton, Tsen Tchoen Hien, réputé pour son énergie brutale et qui depuis sa disgrâce de 1907, avait obstinément refusé tout emploi, avait, cette fois, accepté la mission de pacificateur du Setchoen que le Trône venait de lui confier par un décret du 15 septembre, et s'était mis lui aussi en route pour aller occuper ce poste de confiance. On annonçait de Shanghai, à la date du 25 septembre, son départ pour Hankéou d'où une canonnière chinoise devait l'emmener à Tchongking.

Les chances du rétablissement complet de l'ordre étaient donc très grandes quand la rébellion ^{p.046} militaire d'Outchang vint soudain changer la face des choses et donner, aux événements, une tout autre signification. Voici, sommairement, ce qui se passa, d'après une « Chronologie de la Révolution » publiée en brochure, en 1912, par le *Journal de Pékin* :

Dès le 1^{er} octobre des bruits circulaient, à Hankéou, de l'arrivée de révolutionnaires venus de Canton. La discipline des troupes d'Outchang étant très suspecte, les consuls étrangers sollicitèrent l'envoi de canonnières de leurs nationalités.

Dans les jours qui suivirent, par suite d'une explosion, on découvrit sur la concession russe de Hankéou, l'existence d'une fabrique de bombes et d'une société révolutionnaire chinoise.

Le 11, une mutinerie de soldats éclata à Outchang. Le yamen du vice-roi, Joei Tcheng, fut attaqué. Celui-ci prit la fuite et se réfugia à bord d'une canonnière, sur le Yangtsé. Les autres troupes de la division s'étant soulevées à leur tour, leur général Tchang Piao s'enfuit et fut aussitôt remplacé par son second, le général Li Yuen Hung, qui devint ainsi le généralissime du soulèvement.

Le 12, les troupes franchirent le Yangtsé et s'emparèrent de l'arsenal de Hanyang.

La fin des Mandchous

Le 13 et les jours suivants la grande cité de Hankéou, située en face d'Outchang et Hanyang, sur la rive gauche de la rivière Han, à l'endroit où celle-ci se jette dans le Yangtsé, fut occupée par les révolutionnaires qui s'établirent également sur la voie ferrée de Hankéou-Pékin jusqu'au kilomètre 12.

p.047 La version officielle de ces événements, dont les suites vont être si graves, se trouve dans trois décrets impériaux.

Le premier, du 11 octobre, qui fait sans doute allusion à l'enquête et aux mesures de répression qui suivirent la découverte des bombes sur la concession russe de Hankéou, dit :

Joéi Tcheng nous a adressé le rapport suivant :

Nous avons été informé que des révolutionnaires se cachaient à Outchang et avaient décidé de se soulever pendant la nuit du dix-neuvième jour. Dès l'abord nous donnâmes des ordres à nos subordonnés pour s'en emparer, et nous reçûmes un rapport télégraphique de Tsi Yao Chan disant qu'à Hankéou il venait d'arrêter un chef du nom de Lieou Yao Tcho et qu'il avait saisi de faux sceaux, de fausses proclamations et de fausses communications officielles en grand nombre. Alors, avec le commandant Tchang Piao nous avons envoyé des officiers et des soldats dans la capitale de la province, qui ont arrêté des chefs et des rebelles au nombre de soixante-douze et se sont emparés de beaucoup d'armes et de cartouches. Lieou Joù Kouêi qui avait fait ouvrir le feu sur les troupes, Yang Hông Chéng qui avait caché en secret des armes et Pâng Tchoù Fân qui, par ses paroles, avait excité les rebelles, ont tous été décapités après enquête. Ces révolutionnaires qui se sont soulevés dans le Houpé avaient trop clairement et évidemment l'idée de se moquer des lois. Ce vice-roi a apaisé les troubles dès leur apparition et les a arrêtés aussitôt. Les fonctionnaires tant civils que militaires qui ont pris part à la répression, doivent

La fin des Mandchous

être encouragés et peuvent être félicités pour leur courage. Outre Lieou Joù Kouêi et ses complices qui ont été décapités, Nous ^{p.048} ordonnons que tous les rebelles qui ont été arrêtés soient examinés avec sévérité et punis avec toute la rigueur des lois. Le vice-roi devra d'abord donner des instructions à tous les fonctionnaires civils et militaires locaux pour enquêter sévèrement et arrêter les rebelles en fuite. En outre, il devra lancer des proclamations pour permettre à ceux qui ont été partisans des rebelles par force, de pouvoir se convertir et se corriger. Les inspecteurs de police et les fonctionnaires civils et militaires locaux qui ont été négligents, mais qui les ont aidés de toutes leurs forces à arrêter les rebelles, seront tous pardonnés dans une large mesure. Quant aux fonctionnaires qui ont fait preuve de courage dans ces affaires, Nous autorisons le vice-roi à en choisir quelques-uns pour nous les recommander, sans qu'il lui soit permis d'exagération.

Le second, qui dégrade le vice-roi Joei Tcheng, s'exprime en ces termes :

Joei Tcheng nous a adressé par télégraphe le rapport suivant :

Les rebelles arrêtés qui s'étaient soulevés dans la nuit du dix-huitième jour justement se trouvaient en train d'être jugés lorsque les autres enrôlèrent le génie et le train des équipages et soudain, le dix-neuvième jour, à huit heures du soir, se soulevèrent à leur tour. Le génie attaqua avec violence le dépôt d'armes : le train des équipages mit le feu au camp, détruisit les portes du yamen et y pénétra. Le vice-roi Joei Tcheng, avec Tchang Piao, T'iê Tchong, Wang Li K'ang, envoya des troupes et de la police pour y mettre bon ordre, suivant les circonstances et en même temps en personne se mit à la tête des agents de police pour réprimer l'émeute. Les rebelles arrivaient de tous côtés pour attaquer, leurs bandes étaient nombreuses et leur ^{p.049} attitude menaçante, Joei

La fin des Mandchous

Tcheng se réfugia sur le navire de guerre le « Tchôu-yù » qui se rendit à Hankéou. Il télégraphia pour faire déplacer les troupes du Hounan et du Honan et les envoyer dans le Houpé pour aider à la répression. En même temps il demanda l'envoi de fonctionnaires accompagnés d'hommes énergiques au Houpé pour traiter l'affaire. À la vue de ce rapport au Trône, Nous avons profondément étonné. Cette fois-ci les rebelles et la troupe étaient de connivence depuis longtemps, et Joei Tcheng n'a pris aucun moyen préventif pour y mettre bon ordre. Finalement on en est arrivé au soulèvement qui s'est produit soudain et à la perte de la capitale provinciale entre les mains des rebelles. Vraiment il a trompé notre bienveillance et a perdu sa charge : ses fautes sont impardonnables. Aussi Nous ordonnons que le vice-roi du Hou Kouang, Joei Tcheng, soit dégradé, et que, provisoirement, il conserve l'intérim de son poste de vice-roi du Hou Kouang afin de nous montrer ses efforts et comment il supporte la responsabilité dans la suite. Ce vice-roi intérimaire doit au plus vite s'emparer de la ville dans un bref délai. S'il diffère quelque temps et s'il ne peut enlever la capitale, ce dit vice-roi par intérim sera puni avec toute la sévérité voulue.

Le troisième, reprochant au général Tchang Piao de n'avoir pas su maintenir la discipline de ses troupes, et de s'être enfui, le dégrade tout en lui donnant l'ordre de marcher contre les rebelles, pour reprendre la capitale provinciale. Il annonce en outre l'envoi de troupes du Nord sous le commandement du ministre de la guerre. Yng Tchang.

Voici à titre documentaire la curieuse explication que ^{p.050} donnait, des événements, l'*agence d'Extrême-Orient*, dirigée, en Europe, par des diplomates célestes et qui passait pour un organe officieux du gouvernement de Pékin :

« Le commandant en chef des troupes du Houpé, disait-elle, le général Tchang Piao, est un soldat de l'ancienne école. Il

La fin des Mandchous

était originairement domestique de feu le grand conseiller Chang Che Tong, qui le protégea, le fit entrer dans l'armée et monter rapidement en grade. De là naquit une rivalité terrible entre Tchang Piao et le général Li Yuen Hung, commandant actuellement la 21^e brigade mixte à Hankéou, qui s'est révoltée avec le génie et le train. Li Yuen Hung devint donc un ennemi personnel de Tchang Piao. Les meilleurs officiers s'engageaient dans les troupes de Li Yuen Hung, et celui-ci avait toute la confiance des étudiants qui revenaient du Japon et des États-Unis, tandis que Tchang Piao était l'objet du mépris. Les soldats d'autre part ne cachaient pas leurs préférences pour Li Yuen Hung, qui est le chef le plus populaire du Houpé. La rivalité entre les deux généraux s'est accrue encore quand Tchang Piao, homme de basse extraction, a été nommé commandant des troupes du Houpé. Tchang Piao se fit aussi détester des troupes. Il frappait les soldats et même les blessait, et tous les officiers de son clan agissaient de même. C'est ainsi qu'il y a quelques semaines un général de cavalerie blessa à mort, d'un coup de sabre, un soldat du génie. Or un soir la demeure de ce général fut envahie par des bandits qui, ne trouvant pas le général, violèrent les femmes, et s'emparèrent de l'argent. Le secrétaire du général parvint à s'échapper. Par téléphone il prévint le général, qui accourut à cheval avec des soldats et fit p.051 prisonniers plusieurs des bandits. On découvrit que ceux-ci étaient des soldats du génie qui déclarèrent avoir voulu venger leur camarade tué. Le vice-roi Joei Tchong ordonna que les coupables fussent exécutés. Cette sentence a provoqué un vif ressentiment contre le vice-roi et contre Chang Piao. Les révolutionnaires profitèrent de cette situation pour enrôler Li Yuen Hung, ses officiers et ses troupes dans leurs rangs. Il ne manquait qu'une occasion pour faire éclater la révolte. La découverte du complot révolutionnaire et l'exécution de plusieurs conjurés furent l'occasion cherchée.

La fin des Mandchous

Le génie et la brigade du général Li Yuen Hung se sont révoltés, bientôt suivis par les soldats du train. Li Yuen Hung prenait la direction des troupes. Le vice-roi Joei Tcheng et le général Tchang Piao prenaient la fuite, et le Houpé tombait au pouvoir de la Révolution.

Un mois plus tard, revenu en hâte en Chine, après en être parti vers le milieu de l'été, nous recueillions sur place des renseignements plus vraisemblables. Dès le mois de septembre, certains journaux de Shanghai annonçaient que les révolutionnaires cherchaient à exploiter pour leur cause le soulèvement du Setchoen. Le 20 de ce mois, le *Chéchépao* notamment écrivait :

« On dit que le rebelle Sun Yat Sen a envoyé ses nombreux amis du Hounan au Kouang Toung et au Setchoen, pour profiter de l'occasion offerte par les émeutes de cette dernière province au sujet de l'opposition à la nationalisation des Chemins de fer et pousser les habitants à se soulever contre la dynastie.

Cette information n'était pas exacte en ce qui concerne Sun Yat Sen, à ce moment-là en Amérique et qui ^{p.052} ne se pressa d'ailleurs pas, malgré les événements, d'en revenir. Mais par contre il est certain que l'agitateur Ouang Ching, dont la tentative sur Canton avait si complètement échoué au mois d'avril précédent, était accouru sur le Yangtsé aux premières nouvelles du mouvement du Setchoen, pour s'efforcer de l'utiliser en l'aggravant. En passant à Hankéou, il s'était concerté avec les révolutionnaires résidant sur le territoire des concessions étrangères, afin de préparer une révolte à la capitale proche, Outchang. Cela du reste, paraît-il, bien moins dans l'espoir de réussir par ce moyen que pour empêcher de nouveaux envois de troupes du Houpé au Setchoen.

Sur ces entrefaites s'étaient produits l'accident des bombes fabriquées, sur la concession russe, par les révolutionnaires chinois, l'enquête, l'arrestation et l'exécution de nombreux suspects arrêtés à

La fin des Mandchous

Outchang. Tout cela avait précipité les choses. Une compagnie du train s'était soulevée et avait marché sur le yamen du vice-roi qui s'était enfui, suivi aussitôt par le général Tchang Piao et tout le corps mandarinal.

*

Nous avons déjà fait le récit d'une mutinerie militaire semblable qui eut lieu à Nganking, en 1908, après la mort de l'impératrice Tseu Hsi et de l'empereur Kouang Siu ¹. Là aussi deux compagnies s'étaient soulevées, p.053 mais une circonstance fortuite fit avorter leurs tentatives. Les portes de la ville s'étant trouvées closes quand les mutins se présentèrent pour entrer, ceux-ci ne purent se joindre aux révolutionnaires qui les attendaient à l'intérieur de la ville et les troupes qui les auraient imitées si elles avaient réussi, ne bougèrent pas et certaines même aidèrent au contraire à les réprimer.

La rébellion d'Outchang ayant obtenu, par suite de circonstances plus favorables, un tout autre résultat, eut immédiatement les conséquences très graves que nous venons d'exposer. Le mouvement ainsi déclenché ne tarda pas d'ailleurs de prendre une extension extraordinaire, en vertu de ce fait indiqué plus haut que, animées d'un mécontentement grandissant, les populations devaient fatalement se soulever à la première révélation de la faiblesse impériale.

En moins d'un mois, l'insurrection d'Outchang gagna en effet tout le bassin du Yangtsé et s'étendit en outre à plusieurs autres provinces. Alors que, à la fin d'octobre, des mutineries militaires inquiétantes avaient lieu jusque dans le Nord, à Tayuanfou (Chansi), toute la région Sud du grand fleuve central passait officiellement à la Révolution. Le 4 novembre, Shanghai est pris par les rebelles ; le 6, c'est le tour de Soutchéou, capitale du Kiangsou, et de Hangtchéou, capitale du Tchékiang.

La république est successivement proclamée au Hounan, le 24 octobre, au Yunnan, le 31, au Foukien le 10 novembre. Canton se

¹ [La Chine nouvelle, p. 307.](#)

La fin des Mandchous

soulève et entraîne avec lui tout le Sud. Le Chantoung, lui-même, si proche de ^{p.054} Pékin pourtant, proclame son indépendance le 12. Il est vrai que son vice-roi, Sun Pao Ki (allié par les mariages de son fils et de sa fille, au doyen de la famille impériale, le prince Tsing), devenu président de cette république provinciale, la ramena ensuite très adroitement dans le giron de l'empire.

À la même époque, la flottille de canonnières chinoises du Yangtsé, qui avait commencé par bombarder Outchang, passait également à la rébellion.

La reddition de Nankin aux révolutionnaires, le 2 décembre, atténuait l'effet de la reprise de Hankéou, le 28 octobre, et de Hanyang le 27 novembre, par les troupes envoyées de Pékin. Enfin, l'assassinat de Toan Fang, par ses soldats, entre Tchongking et Tchengtou, et la mise à mort du vice-roi Tchao Eul Fong, marquaient, vers le milieu de décembre, l'entrée de la province du Setchoen dans le mouvement.

La Révolution triomphait ainsi dans la majeure partie de la Chine, mais, avec toutes ces apparences de succès, ses possibilités exactes étaient en réalité assez restreintes et elle aurait certainement été impuissante à abattre la dynastie, si elle n'avait bénéficié d'un appui bien imprévu et dont on comprendra, par la suite, toute l'importance.

@

CHAPITRE II

L'attitude du Trône

@

Premières mesures gouvernementales. — Rentrée en scène du Sénat. — Établissement d'une Constitution provisoire. — Désarroi du régent, de la cour et des grands mandarins. — Nominations successives de Yuan Chi Kai. — La situation à Pékin. — Possibilités de résistance.

p.055 Le gouvernement fut, dès le début, très impressionné par le soulèvement du Setchoen. Comprenant que la situation était sérieuse, il fit appel, comme nous l'avons dit, pour y faire face, à de hauts mandarins éloignés de la cour et disgraciés, Toan Fang et Tsen Tchoen Hien, auxquels leur réputation d'énergie rendait soudain à ce moment critique tout leur lustre.

Quand éclata la rébellion militaire d'Outchang, après avoir, selon la tradition, immédiatement dégradé les chefs responsables, le vice-roi Joui Tchong et le général Tchong Piao, il eut une conscience encore plus nette du p.056 danger et il prit des mesures en conséquence. Son premier soin fut de faire partir immédiatement, par la ligne de Pékin-Hankéou, une division des troupes du Nord dont il confia le commandement au ministre de la Guerre, le Mandchou Yng Tchong. Selon une correspondance de Pékin au *North China Daily News*, de Shanghai, ce dernier serait parti de la capitale le 15 octobre, et aurait établi son quartier général, sur la voie ferrée, à 200 lis (100 kil.), au nord d'Hankéou. Ordre était en même temps donné à l'amiral Sah de remonter le fleuve jusqu'à la métropole du centre, avec sa flottille de canonnières qui étaient au nombre de huit. L'arrivée de l'amiral était signalée à Hankéou le 10 octobre.

Enfin, manifestant ainsi à quel point grandissait son inquiétude, le Trône avait lancé, à la date du 14 octobre, un décret nommant Yuan Chi Kai — naguère si cruellement disgracié par le régent — vice-roi des deux Hou et plaçant sous ses ordres les troupes d'Yng Tchong et la

La fin des Mandchous

flottille de l'amiral Sah. Le sentiment général était du reste que ce grand personnage, par son habileté, son énergie, par le prestige qu'il avait sur l'armée chinoise du Nord, dont il avait été le créateur, était le seul homme qui pût faire face à une situation si grave et il fut admis, surtout par l'opinion étrangère, que s'il acceptait sa nomination il sauverait la dynastie. En réalité, on le verra par la suite, en remettant son sort entre les mains d'un Chinois et qui pis est, d'un tel ennemi personnel, la famille impériale mandchoue préparait son irrémédiable déchéance.

p.057 Par le même édit, l'ancien vice-roi et ministre, Tsen Tchoen nien, récemment nommé pacificateur du Setchoen, était promu vice-roi de cette province, à la place de Tchao Eul Fong. Tsen apportait d'ailleurs si peu de hâte à se rendre sur les lieux que les événements du Houpé le surprirent en cours de route et qu'il ne put, sans qu'il le regrettât beaucoup sans doute, ni remplir ses fonctions de pacificateur, ni remplacer ensuite le vice-roi en charge.

Grâce à ces mesures, la cour, malgré son abatement, garde encore, à l'égard de la rébellion, une attitude comminatoire et semble conserver l'espoir d'en triompher par la force. Un décret du 20 octobre reflète assez curieusement ce double sentiment de crainte et de colère.

Depuis deux mois, dit ce document impérial, le Setchoen et le Houpé sont le théâtre de soulèvements. Dans ces deux provinces ce sont des bandes de rebelles qui complotent en secret et qui, en dépit des lois, se soulèvent. Jusqu'ici la cour a gouverné avec un esprit large et le peuple de l'empire peut constater ses efforts manifestes pour agir avec une bienveillance tout extraordinaire. Cette fois les rebelles, sans raison, se sont soulevés, se sont emparés des villes, ont désobéi aux autorités et ont dévasté le pays. Ils en sont arrivés à ce que le peuple honnête malheureusement a subi des dommages. Quant aux auteurs de ces troubles ils ont commis de très grands crimes et les lois ne peuvent les supporter. Les soldats et le peuple qui ont été poussés par

La fin des Mandchous

crainte sont pardonnables. S'ils se convertissent ils seront pardonnables. Quant à ceux qui détruiront les ^{p.058} rebelles, les arrêteront et les remettront aux autorités ils recevront des récompenses. S'ils s'emparent des registres des rebelles ils les brûleront pour qu'une petite affaire ne puisse donner naissance à des complications. Le Setchoen et le Houpé ont eu leurs territoires dévastés et ont souffert de ce soulèvement subit et ne peuvent l'endurer. Les habitants des endroits dans lesquels les rebelles ne sont pas encore arrivés ne peuvent s'empêcher d'être effrayés et ils quittent leur pays. Nous ordonnons à Ying Tchang, à Yuan Chi Kai, à Tsen Tchoen Hien et à Toan Fang, de s'inspirer de l'idée de la cour et de proclamer le long de leur route que nous voulons la paix. En même temps d'une manière pressante ils feront des proclamations aux troupes et au peuple pour qu'ils ne se laissent pas tromper par des paroles fallacieuses et que obéissant aux bruits ils ne se laissent séduire par les rumeurs. Après la publication de ce décret les troupes et le peuple doivent tous connaître ainsi sur ce sujet que ce n'est pas la violence qui doit régler ces affaires et qu'ils doivent s'acquitter de leurs devoirs, afin de répondre à l'idée de la cour qui veut apaiser les troupes et qui chérit son peuple. Respect à ceci.

Ce reste d'énergie ne tarde d'ailleurs pas à disparaître et à partir de la réunion du Sénat provisoire, qui eut lieu deux jours plus tard, la faiblesse du gouvernement ne cesse de s'aggraver. Obtempérant à toutes les demandes de cette assemblée, qui prend ainsi une éclatante revanche de sa récente défaite ¹, il fait toute une série de concessions qui marquent les étapes de sa chute prochaine.

^{p.059} La première de ces capitulations fut la destitution brutale du ministre des Voies et Communications, Tcheng Siuan Houai (Tcheng

¹ Voir [La Chine et le mouvement constitutionnel, chap. Le Sénat contre le Grand Conseil.](#)

La fin des Mandchous

Kong Pao) dont le Trône avait, au mois de mai précédent, approuvé la politique, en lançant les décrets sur la nationalisation des lignes de Hankéou-Setchoen et Hankéou-Canton. L'homme d'État, rendu responsable du soulèvement et transformé en bouc émissaire, fut congédié en termes très durs. Il était accusé d'avoir trompé la cour, violé les lois et provoqué la colère du peuple. L'édit de dégradation du 26 octobre le qualifiait en outre de « tyrannique et insolent, ingrat et lâche ». Ordre avait été de plus donné de l'arrêter et de le mettre à mort. Il fut sauvé par l'intervention de plusieurs ministres étrangers, dont celui de France, qui le firent accompagner, en chemin de fer, par des soldats de leurs gardes, jusqu'à Tientsin, où il s'embarqua à destination de Shanghai ou Tsingtao.

La reprise de Hankéou par les troupes impériales fut impuissante à calmer ces alarmes et à modifier cette attitude de renoncement à toute résistance. Le 30 octobre, on gracie les fomentateurs de la tentative du coup d'État moderniste de 1898, Kang Yu Wei et ses disciples qui vivaient depuis lors en exil, ainsi que quelques « Jeunes-Chinois » condamnés, l'année précédente, pour délits politiques, et parmi ceux-ci, le terroriste Ouang Chao Ming, qui avait tenté de dynamiter le régent et qui pour ce crime, avait été simplement puni de prison.

Le même jour, un décret exclut les membres de la famille impériale et les nobles mandchous de tout ^{p.060} pouvoir. Cette décision, qui mettait fin au rôle des princes et de la race dominatrice, était accompagnée de ces considérants d'une extraordinaire platitude :

« Le Conseil des ministres formé par les membres de la famille impériale et les lois constitutionnelles ne peuvent pas être d'accord. Nous prions donc la cour d'en changer les règlements... Ce que nous demande le Sénat, c'est, tout en respectant la famille impériale, de consolider l'empire. Nous en sommes vraiment satisfaits etc. ».

La fin des Mandchous

En même temps, accentuant encore cette attitude humiliée, le Trône lançait le fameux édit de « mea culpa » qui fit tant de bruit dans le monde et dont voici la curieuse teneur ¹ :

J'ai reçu le gouvernement il y a trois ans, faisait-on dire au petit empereur Pou Yi, âgé de six ans, et j'ai été diligent et circonspect. J'espérais faire des progrès avec le peuple, p.061 mais j'ai employé des fonctionnaires sans méthode et j'ai gouverné avec peu d'ingéniosité.

J'ai donné à des nobles trop de postes politiques importants, ce qui est contraire au régime actuel.

J'ai mis ma confiance, en ce qui concerne les chemins de fer, dans quelqu'un qui m'a trompé, ce qui a indisposé l'opinion publique.

Quand j'insiste pour faire des réformes, les fonctionnaires et les notables en profitent pour détourner l'argent.

Quand on abroge d'anciennes lois, les hauts fonctionnaires tirent parti de la situation pour leur intérêt personnel.

On a pris beaucoup d'argent au peuple, mais on n'a rien fait pour son avantage.

En plusieurs circonstances, des édits ont promulgué des lois, mais on ne s'est conformé à aucun d'eux.

Le peuple murmure. Cependant je ne le sais pas ; un désastre approche, mais je ne le vois pas.

¹ Ce langage est du reste en quelque sorte rituel et de tradition, en même temps qu'il tient à la nature même du Chinois qui, au lieu de faire front au malheur, se fait humble et « rapetisse son cœur » dans les moments critiques. Dans des circonstances analogues, lors de la grande insurrection des Taïpings, en 1853, l'empereur Hien Fong avait déjà publié un décret dans lequel il disait : « Rempli de craintes et d'appréhensions, je supplie humblement le Ciel de pardonner mes offenses et de sauver mon pauvre peuple. »

Plus loin, il disait encore : « Je me suis adressé à moi-même des reproches réitérés et j'ai prié le Ciel de pardonner mes fautes, de sauver mon peuple et de ne plus l'accabler de souffrances à cause de moi. Puissent toutes les calamités à venir retomber sur moi seul. » [L'insurrection en Chine, par MM. Callery et Yvan, p. 230 et 232.](#) Ouvrage déjà cité.

Un journal de Shanghai, le *Tchonvaijépaou*, écrivait, le 26 avril 1910 : « Pour mettre fin aux soulèvements doit lancer un décret pour demander pardon au peuple, etc... »

La fin des Mandchous

Ce furent d'abord les troubles du Setchoen, puis la rébellion d'Outchang. Maintenant des nouvelles alarmantes arrivent du Chansi et du Hounan et des émeutes éclatent à Canton et au Kouangsi : tout l'empire est en ébullition.

L'esprit du peuple est troublé et les esprits des neuf derniers empereurs ne peuvent plus jouir en paix des sacrifices qui leur sont offerts.

p.062 Tout cela est de ma faute, et par le présent édit, j'annonce au monde que je jure de me réformer, d'appliquer fidèlement la Constitution avec le concours de nos soldats et de la nation, de modifier les lois, de développer les intérêts du peuple, de faire disparaître la souffrance en conformité de ses désirs et de ses intérêts.

J'abrogerai celles des anciennes lois qui ne sont plus appropriées aux nécessités actuelles.

J'établirai entre les Mandchous et les Chinois l'union dont parlait le dernier empereur.

Les griefs du Houapé et du Hounan, quoique amenés à la période aiguë par les soldats, sont dus à Joei Tcheng.

Je prends le blâme sur moi, parce que j'ai eu, à tort, confiance en lui et que je lui ai trouvé du mérite.

Quoi qu'il en soit, nos finances, notre diplomatie touchent au fond de l'abîme ; je crains d'y tomber, même si nous nous unissons.

L'avenir de la Chine est désespéré si les sujets de l'empire n'honorent plus le destin et se laissent égarer par des gens sans aveu.

Jour et nuit je suis accablé d'inquiétude. Mon seul espoir est que mes sujets comprennent bien la situation.

*

La fin des Mandchous

À cette fin du mois d'octobre se place aussi un incident qui fit, à Pékin, dans les milieux officiels chinois et étrangers, une grande impression. Au moment même où le gouvernement avait le plus exprès besoin de compter sur le loyalisme de toutes les troupes du Nord, on apprit brusquement que la 20^e division, casernée à Langtchéou et Youngpingfou, sur les confins du Petchili ^{p.063} et de la Mandchourie, à quelques heures de Tientsin, venait d'adresser au Trône une pétition avec douze demandes impératives, faisant, de son acceptation, la condition de son concours.

La principale des demandes ainsi transmises ayant trait à l'établissement d'une Constitution — qui avait déjà provoqué une vive agitation politique exposée dans un précédent ouvrage (I) — la cour, par un décret, où elle rappelait tout ce qui avait été fait précédemment dans ce sens, chargeait le Sénat, après en avoir adopté une forme provisoire, d'en élaborer le texte définitif.

L'assemblée ainsi pressentie et à laquelle du reste il ne pouvait qu'être agréable de jouer ce rôle, tint, à ce sujet, le 2 novembre, une réunion secrète au cours de laquelle, en vingt minutes de délibération dirent les personnes bien informées des légations, elle arrêta les bases de la Constitution provisoire, sous l'espèce des dix-neuf articles suivants :

1. La dynastie Ta Tsing règne toujours et sa durée est infinie.
2. L'empereur conserve toujours sa Suprême Majesté. Nul ne peut l'attaquer ni l'offenser.
3. Les pouvoirs de l'empereur sont définis par la Constitution.
4. L'ordre de succession au Trône est précisé par la Constitution.
5. Les lois constitutionnelles doivent être projetées, ^{p.064} rédigées, discutées et votées par le Tseu Tseng Yuen (Sénat provisoire) pour être promulguées par l'empereur.
6. Les modifications, additions ou suppressions d'articles des lois constitutionnelles sont du ressort de l'Assemblée nationale.

La fin des Mandchous

7. Les députés doivent être élus par le peuple, le nombre des électeurs devant être limité aux personnes remplissant les conditions requises par les règlements relatifs aux élections.

8. Le président du conseil des Ministres doit être élu par l'Assemblée nationale et nommé par l'empereur. Les ministres d'État doivent être choisis par le président du conseil des Ministres et nommés par l'empereur.

Les membres de la famille impériale ne peuvent faire partie du conseil des Ministres, ils ne peuvent non plus être appelés à remplir des fonctions administratives, même dans les provinces.

9. Le président du conseil des Ministres peut être accusé par l'Assemblée nationale. Dès lors, un des deux cas suivants se produit : ou bien l'Assemblée nationale est dissoute, ou bien le cabinet est renversé. Toutefois, au cours du même mandat, le conseil des Ministres ne peut provoquer deux fois la dissolution de l'Assemblée.

10. Les armées de terre et de mer sont aux ordres directs de l'empereur, mais, si elles doivent être employées à l'intérieur du pays, il devra se conformer aux indications spéciales élaborées dans ce but par l'Assemblée nationale, sans quoi la mobilisation n'aura pas lieu.

11. Les décrets ne peuvent tenir lieu de lois, sauf dans certains cas de nécessités prévus dans des articles spéciaux ; tous les décrets doivent être conformes aux lois et ne jamais violer celles-ci. p.065

12. Aucun traité avec l'étranger ne peut être conclu sans l'assentiment de l'Assemblée nationale.

Toutefois, si des questions de paix ou de guerre devaient être résolues à une époque où l'Assemblée ne siégerait pas, la ratification des décisions par l'Assemblée nationale aurait lieu à la session suivante.

La fin des Mandchous

13. Le régime et les règlements administratifs doivent être établis par des lois.

14. Les dépenses de l'État ne peuvent être effectuées sur la base du budget de l'année précédente tant que le budget de l'année courante n'a pas été voté par l'Assemblée nationale. Les articles des dépenses non sujets à des changements ne peuvent être inscrits au projet de budget. Les dépenses extraordinaires non prévues par le budget ne sont pas admises.

15. La liste civile de la famille impériale, les augmentations ou réductions y relatives doivent être votées par l'Assemblée.

16. Le régime de la famille impériale ne doit pas être en désaccord avec la Constitution.

17. La Haute cour de justice pour les affaires d'État sera constituée par les deux Chambres.

18. Toutes les lois votées par l'Assemblée nationale doivent être promulguées par l'empereur.

19. Avant la constitution de l'Assemblée nationale, le Tseu Tseng Yuen a les pouvoirs de celles-ci en ce qui concerne les articles 8, 9, 10, 12, 13, 14, 15 et 18 ci-dessus.

Le Sénat exprima en outre ces desiderata :

— Les principes fondamentaux de la Constitution chinoise définitive devront être ceux qui sont en vigueur en Angleterre.

— ^{p.066} Dès que la Constitution sera décidée, toutes les lois existantes seront annulées *ipso facto* et remplacées par de nouvelles.

— Promulgation d'un décret contenant l'assurance que le gouvernement ne recourra jamais aux troupes pour réprimer la Révolution, celle-ci n'étant pas antidynastique, mais résultant seulement des revendications légitimes du peuple et devant donner lieu en conséquence à des pourparlers.

La fin des Mandchous

- Le Parlement devra être convoqué dès l'année prochaine.
- Les Assemblées provinciales qui étaient autrefois soumises aux ordres des vice-rois et gouverneurs auront désormais des pouvoirs égaux à ceux de ces derniers.
- Aucun prince de la famille impériale ne peut être ou devenir chef de l'état-major général.
- Les « Huit Bannières »¹ ne devront plus recevoir de subsides spéciaux, ce qui est une faveur dont ne bénéficient pas les Chinois, et le Parlement d'accord avec le gouvernement cherchera un mode de rétribution plus conforme à l'égalité qui doit exister entre les troupes chinoises et les troupes mandchoues.

Par le fait, en adoptant le troisième de ces vœux, cette Assemblée prenait d'ores et déjà une attitude favorable aux révolutionnaires, ce qui était, on le conçoit p.067 aisément, de nature à accroître le désarroi qui régnait à la cour.

*

Ce désarroi atteignit son point culminant dans les premiers jours du mois de novembre. Il y eut alors une véritable panique qui fut causée par la nouvelle que les troupes de Tayuanfou, capitale du Chansi, étaient passées à la Révolution et par l'afflux, à Pékin, d'habitants de cette province, surtout de tout le personnel étranger, directeur en tête, du chemin de fer qui, partant de la grande ligne de Hankéou, dessert cette province. L'alarme fut d'autant plus vive que ce mouvement, qui avait été du reste, ou le fut ensuite, considérablement grossi, menaçait de couper la capitale des régions où l'on combattait les rebelles. De très mauvaises rumeurs venant aussi du Chantoung, où la proclamation de la république était imminente, l'impression s'établissait d'une extension irrésistible du mouvement vers le nord. Le bruit courut même, à ce

¹ Tout Mandchou faisait partie des « Huit Bannières » et était censé être d'une manière permanente au service armé de la dynastie. Il lui était en conséquence interdit de faire du commerce ou d'exercer une autre profession. En revanche, il touchait une solde et des rations.

La fin des Mandchous

moment-là, un peu de tous les côtés, que Tientsin et Pékin étaient pris par les rebelles et que le régent et l'empereur étaient en fuite. À dire vrai, de l'aveu de tous les Européens présents, la chose eût été possible pendant deux jours, tellement l'affolement fut alors extrême. Presque tous les princes et les grands mandarins abandonnèrent précipitamment la cité impériale pour se réfugier dans le quartier des légations où ils firent également transporter leurs richesses. Quant à la population, elle partait par tous ^{p.068} les trains vers Tientsin et Shanghai où elle s'installait dans les concessions étrangères.

De mystérieux émissaires avaient affiché, sur les murailles de la ville, une proclamation de la république chinoise autour de laquelle les badauds s'étaient aussitôt amassés.

Tout cela, comme il était naturel, devait achever la débâcle du gouvernement. Le 5 novembre, le régent lançait un décret où les révolutionnaires étaient reconnus comme parti politique, en ces termes d'une faiblesse et d'une lâcheté invraisemblables :

Le Tseu Tseng Yuen (Sénat provisoire) nous a présenté un rapport nous priant de donner l'autorisation aux Komingtangs (révolutionnaires) de former des comités politiques conformément aux lois et de leur accorder le droit d'occuper des fonctions au service de l'État. Auparavant le Tseu Tseng Yuen nous avait demandé de pardonner aux condamnés politiques. Nous avons accédé à cette demande. Nous permettons maintenant à tous les Komingtangs de former des comités politiques conformément aux lois, afin de fournir des hommes compétents pour servir la Patrie. Respect à ceci.

L'impératrice douairière, elle, dans une pensée de bienfaisance peut-être, mais surtout sans doute pour apaiser l'hydre populaire, ouvrait toute grande sa bourse et donnait, en plusieurs fois, aux victimes des provinces inondées, aux malheureux du Houpé et aux malheureux du Setchoen, près de deux cent mille taëls.

La fin des Mandchous

Parmi ceux-là même que leur passé attachait le plus ^{p.069} fortement à l'empire, ceux qui sentaient leurs intérêts menacés par le mouvement insurrectionnel, bien loin de songer à lutter contre lui, pensaient sérieusement au moyen de s'y rallier. L'un d'eux, qui était justement vice-ministre des Voies et Communications quelques mois auparavant et qui, à ce titre, avait collaboré à la politique de Tcheng Kong Pao, cause initiale du soulèvement, dit à un de ses amis étrangers, chez lequel il s'était réfugié par crainte des révolutionnaires, que décidément, ceux-ci lui paraissant être les plus forts, il allait d'autant mieux se rallier à leur cause que ses propriétés et les tombeaux de ses ancêtres se trouvaient dans une région dont ils étaient actuellement maîtres. C'était là du reste l'état d'esprit de tous les grands mandarins. À dire vrai le Trône n'avait aucun droit de reprocher cette défaillance, même à ses collaborateurs les plus proches, alors que lui-même s'abandonnait complètement.

Le prince falot qui détenait le pouvoir suprême et qui devait faire face à la tempête, le régent, donnait la plus éclatante preuve de son impuissance, par les appels au secours réitérés et désespérés qu'il adressait à son mortel ennemi, Yuan Chi Kai. Après l'avoir, comme il est dit plus haut, promu vice-roi des deux Hou, coup sur coup, il le nommait haut commissaire du Yangtsé, avec pleins pouvoirs et, avant même qu'il ait pu exercer ces dernières fonctions, président du Conseil. L'homme d'État paraissant vouloir se dérober, le prince insistait et lui ordonnait de venir au plus tôt à Pékin. Il s'adressait visiblement à lui comme au seul ^{p.070} homme qui pût le sauver avec la dynastie, et c'était d'ailleurs cette faiblesse morale qui constituait, pour la famille impériale et le régime, le plus incontestable danger.

*

La situation, tout en étant sérieuse, était en réalité loin d'être aussi grave que l'alerte injustifiée de la capitale avait d'abord pu le faire croire.

Dès le 12 novembre, l'arrivée, à Pékin, de Yuan Chi Kai, qui s'était enfin rendu aux invitations pressantes du régent, après avoir fait

La fin des Mandchous

accepter toutes ses conditions, diminuait grandement les chances de la Révolution ¹.

Bien des faits sensationnels se réduisirent finalement à peu de chose. La rébellion du Chansi ne dépassa pas les proportions d'une mutinerie limitée à la capitale, Tayuanfou. Le général Ou Lou Tcheng, qui avait été envoyé dans cette province, avec des troupes, pour réduire cette rébellion, ayant paru vouloir passer à l'ennemi, fut même massacré par ses sous-ordres, dans un but de loyalisme.

La fameuse pétition de la 20^e division, de Langtchéou, qui avait si vivement ému le gouvernement, avait été simplement le fait d'une initiative de son ^{p.071} général, Tchang, qui, redoutant ensuite que ses hommes lui fissent subir le sort de son collègue, Ou, abandonna ses troupes pour se réfugier à Tientsin, sous le prétexte que, malade, il avait besoin de consulter des médecins. Le Chantoung, qui avait proclamé la république, par suite d'une mutinerie des soldats auxquels on n'avait pu payer leur solde, revint, comme il était facile de le prévoir, à l'empire aussitôt après qu'un petit emprunt eut permis d'en effectuer le paiement.

Enfin, le Sénat provisoire, dont l'attitude était sans aucun doute favorable à la Révolution, déserté par ses membres, qui s'étaient réfugiés dans leurs provinces, et n'en réunissant plus, à chaque séance, qu'un nombre de plus en plus infime, ne représentait plus une force appréciable.

D'autre part, les nouvelles qu'on recevait des provinces insurgées étaient des plus mauvaises. Les rebelles maintenaient l'ordre dans les grandes villes, mais tout le reste était en proie à une anarchie extrême. Le brigandage faisait des progrès effrayants dans toutes les régions du Yangtsé, et encore plus dans le Sud. L'insécurité était telle, dans les parages de Canton notamment, que les compagnies de navigation avaient dû cesser leurs services entre Hongkong et cette métropole

¹ Voir un récit de ces premières journées de novembre et de l'arrivée de Yuan Chi Kai à Pékin dans [Scènes de la vie révolutionnaire en Chine](#). Voir aussi nos correspondances dans *le Temps*, de novembre et décembre 1911.

La fin des Mandchous

méridionale. Comme on peut le penser, les affaires supportaient le contre-coup d'un tel état de choses et l'on pouvait prévoir que, pour peu que cela durât, on aboutirait à une véritable catastrophe. Enfin, il faut ajouter que des dissensions s'étaient produites entre certains chefs du mouvement. On attribuait notamment à une ^{p.072} grave mésentente entre Li Yuen Hung et Ouang Ching, à Outchang, le succès des impériaux. Ailleurs, avaient eu lieu de véritables luttes intestines, qui justifiaient toutes les réserves que l'on avait faites dès le début, sur la possibilité, pour les insurgés, de s'entendre et de mettre à la place de ce qu'ils renversaient un régime ordonné et durable. Bien des gens estimaient que c'était là le meilleur atout entre les mains du gouvernement de Pékin et que s'il pouvait tenir quelques mois, s'il avait surtout l'argent qui commençait à cruellement manquer à ses adversaires, les populations rebelles se retourneraient peu à peu vers lui, pour échapper à la ruine totale et à un état de barbarie qui deviendrait de plus en plus intolérable.

@

DEUXIÈME PARTIE

LE MOUVEMENT DANS LES PROVINCES

CHAPITRE PREMIER

Au Houpé, foyer de la rébellion

@

La lutte entre les révolutionnaires et les impériaux. — L'état d'esprit des populations. — La situation des concessions étrangères. — Force réelle des partis adverses.

p.075 La Révolution, ainsi qu'il a été exposé plus haut, est partie d'Outchang. Le soulèvement du Setchoen, purement économique et non antidynastique, fut simplement l'occasion dont profitèrent les « Kémingtangs » du Houpé. L'existence de grandes concessions internationales, proche de l'énorme agglomération des trois villes : Outchang, Hanyang et Hankéou, faisait de ce point du Yangtsé un repaire, de rebelles et un centre de conspiration. On a vu déjà, au début de ce livre, comment l'étincelle qui mit le feu aux poudres jaillit. Sans doute, dans la suite des événements, Shanghai et Nankin, où se trouvaient les « têtes » du mouvement, ravirent la direction politique à la capitale du Houpé, mais cette région de Hankéou conserve p.076 néanmoins un intérêt capital parce que c'est en somme là que les forces adverses se sont le plus sérieusement affrontées. Il importe donc tout particulièrement d'étudier les péripéties de la lutte qui s'y déroula, pour avoir une idée exacte de la puissance réelle des deux partis et de la cause véritable de la chute de la dynastie mandchoue.

On se rappelle qu'au lendemain de la mutinerie militaire dont le succès entraîna la rébellion de toutes les troupes d'Outchang, le vice-roi Joui Tchong et le général Tchong Piao s'étant enfuis, le commandement des soldats rebelles resta au général en second, Li Yuen Hung, que rien jusque-là ne semblait avoir préparé à jouer un tel rôle. Il n'appartenait pas au groupe des jeunes généraux qui, aux premiers temps de l'organisation des divisions modernes et des écoles spéciales, avaient été les élèves d'instructeurs allemands ou japonais, mais à la vieille

La fin des Mandchous

école où les galons s'obtenaient par la force musculaire et l'adresse et non par les études de tactique. À Tientsin, où il se trouvait lorsque Yuan Chi Kai en était le vice-roi, il avait, disait-on, bénéficié de la protection du puissant mandarin. Il n'avait donc, dans le passé, aucun lien avec la « Jeune-Chine » dont il était ainsi devenu le chef et qui déjà, dans sa presse puérilement emphatique, l'avait promu au rang de Washington.

Le général Li fut aussitôt entouré par un groupe de jeunes gens venus de Shanghai auxquels vinrent par la suite se joindre des étudiants accourus de l'étranger. Ces « Jeunes-Chinois » prirent, à la tête des divers ^{p.077} services, les places abandonnées par les mandarins et qui leur étaient dues d'ailleurs en vertu de la promesse, déjà mentionnée ¹ et d'après laquelle les membres de la « Société du Serment » auraient droit, après la Révolution, à une fonction pendant cinq ans. Mais le concours le plus effectif lui fut surtout apporté par le chef révolutionnaire Ouang Ching. Celui-ci, qui était, comme il a été dit, monté à Hankéou pour profiter ainsi qu'il l'avait fait autrefois de la grève charbonnière de Ping-Chang, du soulèvement du Setchoen, fut en réalité le véritable auteur d'abord et ensuite le vrai chef militaire de la rébellion. Ce fut lui qui, avec des alternatives de voyage à Shanghai, en commanda les troupes jusqu'à la reprise de Hanyang par les impériaux qui marqua du reste la fin des opérations militaires dans toute cette région du Yangtsé.

Li Yuen Hung qui, lui, ne quitta pas Outchang, même pour passer, une seule fois, sur l'autre rive du fleuve où se trouvait la plus grande agglomération chinoise, prit tout de suite très au sérieux ses fonctions inattendues de leader républicain. Il informa le corps consulaire de Hankéou que les commandants des troupes républicaines des provinces autonomes l'avaient nommé chef du gouvernement central républicain. Il lui signifia, à ce titre, que les traités et emprunts antérieurs conclus avec le gouvernement de Pékin seraient reconnus, mais que tout ce qui serait signé ^{p.078} avec ce dernier, après le commencement de la

¹ Voir l'introduction et [La Chine et le mouvement constitutionnel, p. 221.](#)

La fin des Mandchous

Révolution, serait considéré comme nul et non avvenu. Enfin, il lança la proclamation suivante :

Suivant l'ordre de la République chinoise, nous nous adressons au peuple, pour l'informer de ce qui suit.

Lorsque vous rencontrerez nos troupes, vous ne devrez pas avoir peur, parce que nous nous soulevons dans le seul but de sauver les peuples du danger, non pas pour notre bien personnel. Vous devez savoir que vous avez été maltraités par la cruelle dynastie Tsing depuis longtemps et que vos ancêtres ont été persécutés très douloureusement par ces Mandchous. Vous n'ignorez pas que ces Mandchous ne sont pas les fils de notre dynastie Han. Mais ils devinrent souverains de notre Chine depuis plus de 360 ans ; nos Chinois étaient très fâchés contre eux, mais ils n'ont pas eu le moyen pour se venger. Malgré cela, nous osons nous soulever pour supprimer tous les abus et les maux du peuple. Nous espérons que tous nos peuples feront des efforts pour nous aider à les combattre et à tuer tous les traîtres aux Chinois afin que les Mandchous qui nous causaient du mal soient réprimés et détruits, que les pavillons de la République chinoise flottent dans toutes les provinces. Enfin, nous espérons que tout le peuple, lettrés, marchands, agriculteurs et ouvriers divers, décideront fermement de chasser les Mandchous, de se conformer surtout pour le moment aux règlements militaires, de s'entr'aider et de s'aimer mutuellement. Nous désirons que tout notre cher peuple veuille bien obéir à nos ordres ¹.

Les circonstances, on l'a vu, bien plus qu'un passé ^{p.079} quelconque, l'avaient désigné pour jouer ce rôle, mais il faut reconnaître qu'il était ainsi très représentatif des masses chinoises qu'animait uniquement le sentiment antimandchou, à l'exclusion de toute doctrine politique et des

¹ Tiré du *Chéchèpao*.

La fin des Mandchous

aspirations modernistes sur lesquelles était basé le programme de la « Jeune-Chine ». L'importance même, dont le parèrent, avec leur exagération habituelle, les tenants de ce parti avancé, en lui donnant, sur les populations, un grand prestige, devait fatalement se tourner contre eux plus tard, le jour où la dynastie tombée, ils voulurent reprendre la lutte contre Yuan Chi Kai. Ce jour-là, en effet, Li Yuen Hung se trouvera tout naturellement partisan de ce dernier, avec lequel il semble bien d'ailleurs qu'il ait eu, dès le principe, par l'entremise d'émissaires, une secrète entente.

*

Sans anticiper jusqu'à des événements qui ne se produiront du reste qu'un an et demi plus tard, voyons donc les faits militaires qui suivirent la mutinerie des troupes d'Outchang, le 11 octobre, et l'installation dans la capitale du Houpé, de ce gouvernement nouveau.

Dans Outchang même, il n'y eut pas de combat. Les rares troupes loyalistes ayant aussitôt abandonné la ville et traversé le fleuve, avec le général Tchang Piao. les violences se bornèrent au massacre des Mandchous et au pillage de leurs maisons. Les rebelles ayant à leur tour, passé le Yangtsé, s'emparèrent sans coup p.080 férir de la ville industrielle de Hanyang, puis, ayant franchi la rivière Han, occupèrent le grand centre de Hankéou.

Le premier combat eut lieu, le 17, au nord des concessions étrangères, entre les rebelles et les quelques forces dont disposait Tchang Piao, appuyées par les huit canonnières de l'amiral Sah qui se trouvaient dans le Yangtsé. Les concessions, notamment la concession allemande, se trouvant dans l'axe de l'action, eurent à souffrir. Beaucoup de balles et d'obus, destinés à la flottille ou aux révolutionnaires, au lieu de passer au-dessus des quartiers européens, le tir étant trop court, tombèrent sur des immeubles ou dans des jardins appartenant aux étrangers. Les révolutionnaires eurent d'ailleurs l'avantage, ils se rendirent maîtres de la gare de Hankéou et de la ligne de Pékin, sur une dizaine de kilomètres.

La fin des Mandchous

Pendant ce temps, le gouvernement impérial préparait l'envoi de troupes contre les rebelles. On signalait, de Pékin, à la date du 16, le départ de Paotingfou, de la 6^e division et du général Yng Tchang, ministre de la Guerre. Ce dernier et le gros de ses forces s'arrêtaient à la station de Sin Yang Tchéou, sur la ligne de Pékin-Hankéou, à la frontière du Houpé.

Au Houpé, foyer de la rébellion.

La concentration terminée à ce point, les impériaux se portèrent en avant, en suivant la voie ferrée et à la suite de plusieurs combats, où la supériorité des troupes du Nord, mieux dressées et mieux outillées, fut établie, la petite armée d'Yng Tchang arriva en vue de Hankéou. Les 27 et 28, à la suite d'une action très ^{p.081} chaude, elle s'empara du champ de courses situé au nord des concessions, qui avait été fortifié par les rebelles, puis elle les refoula de la gare et des terrains qui la séparent de la grande cité indigène qui fut livrée aux flammes et entièrement détruite. Selon le correspondant de l'agence Reuter, les rebelles eurent 500 hommes hors de combat et 36 canons pris, les impériaux 40 tués et 150 blessés.

La version officielle de cette victoire est donnée dans un décret du 30 octobre qui reproduit d'une manière extrêmement succincte le rapport du général en chef :

Yng Tchang, dit ce document, nous a présenté un rapport au Trône par télégraphe dans lequel il est exposé que les troupes du gouvernement, ces temps derniers à Che-keou, ont livré combat aux rebelles et en ont tué et capturé. Le sixième jour (27 octobre) elles se sont portées en avant pour attaquer. Arrivées à l'ouest des dépôts de pétrole elles ont rencontré environ mille et quelques centaines de révoltés. Les soldats du gouvernement les ont attaqués vivement et à l'improviste, et les bateaux de guerre que commandait l'amiral Sah Tchen Ping prêtaient leur aide en même temps à proximité. La lutte continua pas à pas et les rebelles résistaient courageusement. Enfin par la violence du feu de nos canons, ceux-ci reculèrent

La fin des Mandchous

vers la porte Tatché et se dispersèrent petit à petit. Les troupes du gouvernement profitant de la victoire les ont poursuivis jusqu'à P'aômach'àng (champ de courses) où les rebelles avaient des remparts solides très difficiles à anéantir. Le septième jour au matin (28 octobre) les troupes impériales avec les canons de montagne les ont attaqués soudain par le flanc. La situation des ennemis n'étant pas tenable, ceux-ci ont reculé ^{p.082} successivement. Les troupes du gouvernement les ont poursuivis en combattant et ont pénétré aussitôt dans le marché de Hankéou. En raison de la fatigue, les troupes se sont arrêtées pour se reposer un peu et aussitôt ont enlevé la ville de Hankéou ayant le projet de détruire toute résistance.

Dans les combats qui ont eu lieu en dernier lieu à Hankéou, mille et quelques centaines de rebelles ont été tués, trente-six pièces d'artillerie ont été capturées ainsi qu'un grand nombre d'armes. Lorsque l'on tire les grands canons, le danger est considérable. Les officiers et soldats méprisant leur vie, se sont élancés à l'envi contre l'ennemi comme s'ils avaient reçu des ordres à ce sujet. C'est vraiment une preuve de leur attachement au Trône et de leur bravoure qui est digne d'être admirée. Le haut fonctionnaire intéressé a employé une méthode dans la conduite de ses troupes qui est vraiment excellente. Nous lui ordonnons de donner des ordres à ses officiers et soldats pour reprendre Outchang et Hanyang. Il attendra l'arrivée de Yuan Chi Kaï pour rentrer à Pékin reprendre son poste. Respect à ceci.

Le retour d'Yng Tchang à Pékin, auquel il est fait allusion à la fin de l'édit, avait été décidé à la suite d'une demande de Yuan Chi Kaï nommé haut commissaire et qui avait exigé son remplacement par une de ses créatures, le général Feng Kouo Tchang.

Les troupes révolutionnaires, évaluées par les Européens de Hankéou au chiffre de 60 à 70.000 hommes, étaient composées de la

La fin des Mandchous

division moderne d'Outchang, d'une brigade moderne du Hounan ¹, d'environ un ^{p.083} millier de soldats du Kiangsi venus de Kiukiang et d'un très grand nombre de volontaires, la plupart des coolies, enrôlés à dix dollars par tête. Sans homogénéité, sans instruction militaire et sans commandement sérieux, elles avaient été battues par 10 à 12.000 hommes des troupes régulières du Nord ².

Après leur défaite, chassées, par les flammes, de l'immense dédale de la cité chinoise de Hankéou, elles avaient donc refranchi la rivière Han et s'étaient établies, avec une forte artillerie, derrière les usines de Hanyang, sur la colline de la Tortue qui domine le pays et d'où elles semblaient inexpugnables. Elles bénéficiaient du reste, dès les premiers jours de novembre, de l'appui très appréciable de la flottille du Yangtsé qui venait de passer à la Révolution, ce qui avait provoqué la fuite de l'amiral Sah réfugié, disait-on, dans les concessions étrangères de Shanghai.

Après une quinzaine de jours accordés au repos de part et d'autre, la lutte reprit vers le 16 novembre. Le 17, après avoir repoussé des attaques des révolutionnaires dont quelques contingents avaient repassé ^{p.084} le Han, les impériaux traversèrent cette rivière à l'aide de pontons et de barques, qui leur furent fournis, dit-on, par une maison allemande, et occupèrent la ville de Hanyang dans laquelle ils ne rencontrèrent pas de résistance sérieuse. Le 27, ils s'emparaient presque sans combattre de la colline de la Tortue du haut de laquelle, se servant de l'artillerie abandonnée par leurs adversaires, ils coulèrent un grand nombre d'embarcations chargées de rebelles qui refranchissaient le Yangtsé, retournant à Outchang, et bombardèrent cette ville elle-même. Les rebelles hissèrent alors un drapeau demandant à parlementer et les opérations s'arrêtèrent, au moment

¹ Le Hounan, qui avait été fidèle à la dynastie, lors de la grande insurrection des Taïpings, se joignit, cette fois, à la rébellion, à la fin du mois d'octobre, pour les causes exposées au livre précédent [Le Céleste Empire avant la Révolution](#), et dont la reprise de la ligne provinciale du chemin de fer fut la principale.

² Ces chiffres des deux partis adverses nous ont été donnés par M. le commandant Faivre, de la canonnière *la Décidée*, qui assista à ces combats et organisa la défense de la concession française.

La fin des Mandchous

même où les troupes de Feng Kouo Tchang n'avaient qu'à traverser le fleuve pour s'emparer de la capitale de la Révolution.

Ce succès, obtenu si aisément, d'une entreprise qui aurait dû, dans tous les cas, ne s'effectuer qu'au prix de lourdes pertes, fut imputé, aussi bien par la presse européenne que par la presse chinoise, à des faits qui révélaient l'existence, dans les troupes républicaines d'Outchang, d'une anarchie complète. D'après des journaux chinois de Shanghai, des dissensions graves existant entre les soldats du Houpé et ceux du Hounan, ceux-ci auraient déserté en grand nombre pendant le combat ¹. Ils auraient lâché pied parce que les soldats d'Outchang, furieux de ce qu'on mettait toujours en avant ceux du Hounan, en leur donnant des gratifications, leur auraient tiré dessus. Selon une autre p.085 information, 5.000 recrues du Houpé auraient refusé d'obéir, et massacré leurs officiers, au moment même où avait lieu la défection des troupes hounanaises ². On a également prétendu que, par suite de dissentiments profonds, Li Yuen Hung aurait laissé battre, sans le secourir, Ouang Ching, qui commandait les forces révolutionnaires à Hanyang. Quoi qu'il en soit, ce dernier quittait Outchang le jour même de la défaite et on signalait son arrivée à Shanghai, sur un bateau japonais du service fluvial, le *Nanyang Maru*, à la date du 2 décembre ³.

*

Quelle fut l'attitude des populations, dans ce foyer de la révolte ? L'immense majorité ne partagea nullement la fièvre et l'enthousiasme révolutionnaires. Formée de commerçants, de boutiquiers, d'artisans, de petits agriculteurs, elle considéra avec la plus vive inquiétude des événements qui bouleversaient sa vie, compromettaient ses intérêts et dont elle payait du reste toujours, par le pillage qui accompagnait d'ordinaire ces désordres, tous les frais. Aussi, dès les premiers coups de fusil, fut-elle prise de panique et s'enfuit-elle de tous les côtés. Les habitants de Hankéou n'avaient pas attendu l'incendie de la grande cité

¹ *L'Écho de Chine*, 2 décembre 1911.

² *Le Journal de Pékin*, 30 novembre.

³ *L'Écho de Chine*, 2 décembre.

La fin des Mandchous

pour se réfugier dans les villes du bas Yangtsé et surtout à Shanghai. Ceux d'Outchang prirent la même route ^{p.086} lorsque les impériaux, devenus maîtres de la colline de la Tortue, tinrent la capitale provinciale sous la menace de leurs canons.

Les engagements dans les troupes de la Révolution eurent presque exclusivement lieu dans la classe des coolies, pour lesquels, avec l'arrêt complet du travail, les dix dollars de prime et la solde étaient une excellente affaire. Pour la même raison accoururent également de nombreux paysans que les inondations et les disettes précédentes avaient plongés dans la plus grande misère. Tous ces mercenaires d'ailleurs, dans l'atmosphère d'excitation nerveuse qui est propre à ces mouvements chinois et dont le Boxérisme était le plus récent et le plus caractéristique exemple, se mirent promptement au point d'exaltation requis par les circonstances.

Les Chinois qui embrassèrent avec le plus d'ardeur la cause de la rébellion furent ceux qui résidaient dans les concessions étrangères, soit que la fréquentation des Européens leur eût vraiment donné des idées nouvelles, soit que le fait de se trouver ainsi à l'abri des sévérités gouvernementales leur inspirât plus d'audace. L'un et l'autre sans doute, mais leurs convictions restaient assez platoniques ; on ne citait guère que le comprador d'une grande banque européenne qui eût poussé la ferveur jusqu'à s'engager et à combattre. Durant la rencontre qui avait eu lieu autour du champ de courses, il avait, paraît-il, servi une pièce de canon avec un réel courage. Pour qui connaît l'importance et ^{p.087} la situation matérielle d'un Chinois de ce genre, le fait est digne d'être noté.

Certains, avec le manque de caractère et la ruse qui sont propres à leur race, très flottants, très désireux de ne rien risquer, s'efforçaient d'avoir des intelligences dans les deux camps et de se ménager ainsi, quoi qu'il arrivât, une porte de sortie. C'était le cas d'un ancien professeur dans une école d'Outchang qui, passé à Hankéou et devenu fonctionnaire à la solde des impériaux, par conséquent transfuge, disait à un consul étranger qu'il savait en bons termes avec les rebelles :

La fin des Mandchous

— Je vous en prie, M. X..., quand vous verrez des révolutionnaires, dites-leur bien que je suis de cœur avec eux.

Du côté européen, dès le début, l'alerte fut très vive. Elle s'accrut encore quand on vit descendre à Hankéou les résidents de nationalités diverses que de sérieuses menaces d'insécurité avaient forcés d'abandonner notamment Tchongking et Itchang, au Setchoen, Changcha, au Hounan. Le massacre du petit groupe étranger de Singanfou, capitale du Chensi. n'était pas fait pour calmer ces alarmes.

Quel que fût l'intérêt capital qu'avaient les chefs de la rébellion à ce qu'on ne touchât pas aux Européens et quelques efforts qu'ils pussent faire pour l'éviter, le mouvement mettait en jeu trop d'éléments traditionnellement xénophobes pour que toutes les craintes ne fussent justifiées. Les consuls avaient reçu, des chefs du gouvernement républicain d'Outchang, un avis leur faisant connaître qu'une effervescence ^{p.088} antiétrangère avait éclaté dans le sud du Hounan, et leur conseillant de faire rentrer les missionnaires.

L'éloignement de Hankéou et le fait que, à cette époque de l'année, les bateaux de guerre d'une force suffisante, des croiseurs par exemple, ne pouvaient pas monter jusqu'à cette région centrale du Yangtsé, augmentaient encore les inquiétudes. En prévision des pires éventualités, on avait fait descendre à Shanghai les femmes et les enfants. Les divers pays, qui y avaient le plus d'intérêts, avaient envoyé des canonnières ou des torpilleurs. Il y avait une vingtaine de ces petits bateaux appartenant à l'Angleterre, aux États-Unis, à la France, à la Russie, au Japon et à l'Allemagne. En outre de cette marine, les Anglais, les Russes et les Japonais avaient fait venir des détachements de soldats. Toutes les concessions étaient mises à l'état de défense. Les Anglais, qui étaient les plus proches des quartiers chinois, avaient poussé le soin jusqu'à murer les rues de communication. Les Allemands avaient pris des précautions d'autant plus sérieuses qu'ils étaient l'objet d'un vif ressentiment de la part des révolutionnaires qui les accusaient d'aider les impériaux. Sur la concession française, on avait placé de simples barrages destinés à protéger au besoin la retraite vers le fleuve et

La fin des Mandchous

l'embarquement sur les bateaux. Partout, les civils se constituèrent en sections de volontaires et participèrent, avec les marins et les soldats, au maintien de l'ordre et à la défense des concessions avec une discipline et un dévouement parfaits.

L'attitude générale fut donc irréprochable ; ^{p.089} néanmoins beaucoup d'Européens se plaignaient de ce que les représentants de leurs pays auprès du gouvernement chinois ne se rendaient pas suffisamment compte de cette situation et ne prenaient pas des mesures suffisantes pour assurer leur sécurité. Certains consuls, parmi lesquels il est juste de dire que ne se trouvait pas le consul de France, se firent même l'écho de cette espèce d'affolement et adressèrent au corps diplomatique de Pékin une requête extravagante qui, se basant sur l'occupation de la vallée du Yangtsé par les Républicains, demandait aux ministres d'exiger du gouvernement impérial le rappel de son armée. Rien de fâcheux ne se produisit du reste et, au cours des combats très vifs qui eurent lieu autour de la gare, tout contre la concession française, aucun des deux partis n'essaya même d'emprunter notre territoire pour se dérober plus promptement aux coups de l'adversaire ou pour le frapper plus sûrement.

*

Ce qu'il importe de retenir de tout ce qui précède, c'est l'incontestable supériorité des impériaux. Cette supériorité, nettement établie par les combats de Hankéou et de Hanyang, appuyée sur toutes les troupes du Nord encore inemployées, n'était nullement mise en péril par le gonflement continu de l'armée révolutionnaire d'Outchang que venaient grossir à pleines jonques des campagnards affamés et des membres de la société des *Kolaohoei* (Vieux Frères), plus propres au ^{p.090} brigandage qu'aux manœuvres les plus élémentaires de la guerre moderne. Et ce n'était pas du reste le moindre souci pour l'avenir que de voir armer ainsi des hommes dont, après la Révolution, il ne serait pas facile de faire le licenciement. On pouvait d'ores et déjà prévoir un dangereux développement de la piraterie, dont, l'année suivante, les

La fin des Mandchous

exploits de la bande du *Loup Blanc*, à travers le Nganhoei, le Honan et le Chensi, devaient être la plus dangereuse manifestation.

Cette supériorité des troupes du gouvernement était due à des causes essentielles telles qu'une instruction militaire suffisante, un bon encadrement et un outillage moderne. La valeur individuelle de leurs soldats, leur solidité, leur combativité y contribuaient également. Tous les témoignages que nous avons recueillis, à Hankéou même, sont, sur ces divers points, concluants. Tandis, par exemple, que le plus grand nombre des rebelles ne savaient même pas se servir de leurs armes, tenant la crosse du fusil sous le bras, pour éviter le choc du recul à l'épaule, les soldats du Nord combattaient selon toutes les règles militaires.

Un médecin français, qui a alternativement reçu, dans une ambulance organisée sur notre concession, des hommes des deux partis, le docteur Mesny ¹, put faire p.091 à ce sujet des observations très intéressantes. Il constata notamment, en soignant les blessés, que les impériaux étaient presque insensibles, alors que ceux du Houpé et du Sud étaient très douillets. Contrairement à ce que disaient les journaux révolutionnaires de Shanghai, les soldats du Nord, loin de songer à passer à la rébellion, ne demandaient qu'à combattre et à marcher contre Outchang. Cela était dû sans doute à la vieille animosité qui existe de province à province et surtout du Nord au Sud, mais le soin que Yuan Chi Kai avait d'entretenir sa popularité parmi eux y était certainement aussi pour beaucoup. Le docteur me dit que les blessés de son ambulance avaient reçu à diverses reprises la visite d'officiers qui leur remettaient de l'argent, en leur disant :

— Voici ce que vous envoie Yuan Chi Kai. Il n'a pas encore pu venir vous voir, mais il viendra dès qu'il le pourra.

L'incapacité du commandement fut enfin, pour les troupes révolutionnaires, une grande cause de faiblesse. Elle se manifesta par

¹ Le docteur Mesny, du cadre colonial, médecin du consulat de France à Hankéou, est le frère du docteur Gérald Mesny, directeur de l'École de médecine chinoise de Tientsin, qui est mort en 1910, victime de son dévouement, au cours de l'épidémie de peste pulmonaire qui ravagea la Mandchourie.

La fin des Mandchous

exemple en ne faisant pas sauter le pont qui se trouve sur un affluent du Yangtsé au kilomètre 10, près de la fabrique de papier que les rebelles occupèrent dès le début, et en ne détruisant pas davantage le long tunnel qui se trouve un peu plus haut. Sans cette double négligence la division d'Yng Tchang se serait trouvée devant une tâche autrement difficile que celle qu'elle eut à accomplir.

Cette infériorité générale des rebelles se trouve corroborée par les déclarations suivantes qu'un Japonais ^{p.092} compétent, qui avait assisté aux combats de Hankéou, fit à un rédacteur de *L'Écho de Chine* :

La plupart des rebelles, dit-il, sont braves, mais c'est de la chair à canon. Ignorants des plus élémentaires principes de l'attaque, ces gens-là allaient au combat en fanfarons, sans utiliser les abris, tirant debout au lieu de se mettre à genoux, etc. Ils offraient une cible commode aux coups de l'ennemi.

D'autres, effrayés par l'explosion des obus, s'enfuyaient à toutes jambes.

Les troupes impérialistes, au contraire, avaient de l'homogénéité. Elles étaient supérieures de beaucoup, non pas numériquement, car les révolutionnaires avaient l'avantage du nombre, mais à tous les autres points de vue.

Ce qui manquait essentiellement aux troupes révolutionnaires c'était : 1° la qualité de l'armement ; 2° la discipline ; 3° l'harmonie entre leurs chefs et entre elles.

Les munitions de l'arsenal étaient bien suffisantes, mais il manquait des pièces de grosse artillerie à opposer à celles de l'ennemi ; il manquait aussi des mitrailleuses.

La discipline n'existait presque pas, du moins parmi les nouvelles recrues, vrai troupeau qui, sans la moindre notion de tir et d'exercice en campagne, encombraient l'armée et jetaient la confusion partout ¹.

¹ *L'Écho de Chine hebdomadaire*, 16 décembre 1911.

La fin des Mandchous

Ce qu'il faut noter surtout, pour l'intelligence de ce qui suivra, c'est qu'au moment où cette suprématie des forces impériales venait de s'affirmer de la sorte alors que les rebelles, se sentant, comme il est dit plus haut, p.093 à la merci des canons de la colline de la Tortue demandaient à parlementer, on suspendit le feu et on leur accorda un armistice. Cet arrêt de l'action militaire à l'instant précis où l'ennemi va se rendre, où l'on peut sinon écraser immédiatement le mouvement révolutionnaire, du moins lui porter le coup le plus rude, serait absolument inexplicable, s'il ne faisait partie d'une ligne de conduite alors très mystérieuse, très énigmatique, mais sur laquelle les événements ne tarderont pas à projeter la plus vive lumière.

Quoi qu'il en soit, après cette défaite de Hankéou et Hanyang, l'importance dirigeante d'Outchang baissa considérablement au bénéfice de Nankin qui venait d'être pris par les rebelles, et de Shanghai où le négociateur de Yuan Chi Kai, Tang Chao Yi, se rendit justement à cette époque, après avoir fait une visite de pure forme à Li Yuen Hung ¹.

@

¹ Sur ces événements de Hankéou et une visite à Outchang, après ces combats, voir [Scènes de la vie révolutionnaire en Chine](#), et [nos correspondances du Temps, de janvier 1912](#).

CHAPITRE II

Shanghai-Nankin, capitale de la Révolution

@

Passage de Shanghai à la rébellion. — Les éléments divers du mouvement. — La situation financière. — Importance politique de Shanghai. — La prise de Nankin. — Élection de Sun Yat Sen. — Attitude des Européens. — Aspects et atmosphère de Shanghai. — Le plan militaire.

p.094 Le passage de Shanghai à la Révolution s'opéra avec une facilité dérisoire, sans que le gouvernement, dont les partisans occupaient cependant encore Nankin, aient rien fait pour préserver, des tentatives révolutionnaires, ce centre si important, nœud vital des relations du Sud avec le Centre et le Nord ¹.

p.095 Voici comment, selon les journaux étrangers locaux, se passa cet événement :

Le 3 novembre, après-midi, le bruit courut que des agents de police indigènes s'étaient mutinés dans les quartiers de la cité chinoise les plus voisins des concessions étrangères, à Tonkadou et à Chapei. On sut ensuite que, au nombre d'une soixantaine, un brassard blanc au bras, ils s'étaient rendus à la résidence de leur chef, pour lui réclamer des cartouches. Celui-ci ayant refusé et s'étant esquivé, ils avaient mis le feu à sa maison.

Le lendemain, vers 5 heures du soir, environ deux à trois cents Chinois armés de revolvers et de fusils, certains même ayant de la dynamite, se présentaient à l'arsenal de Kiangnan qui est proche de la Cité et dont ils trouvèrent les portes closes. Ils étaient divisés en trois groupes, pour mieux cerner la place : les meneurs étaient surtout des gens de Java et de Canton récemment arrivés d'Outchang où ils avaient déjà mis toutes choses en train.

¹ Cette imprévoyance apparaîtra plus singulière encore plus tard, quand on verra avec quel minimum de mesures préventives Yuan Chi Kai triomphera, durant l'été de 1913, sur ce même point, de la deuxième rébellion, beaucoup plus redoutable parce que ses chefs y détenaient, cette fois, le pouvoir.

La fin des Mandchous

On parlementa avec la garnison de l'arsenal qui ne voulut pas se rendre. Il y avait là 250 hommes environ, bien armés. Les révolutionnaires se retirèrent, pour attendre l'effet de leur sommation. Ils comptaient en effet sur une défection partielle sinon totale des troupes.

Ils revenaient à 8 heures et, la garnison n'opposant pas de résistance, ils occupaient certains bâtiments où se trouvaient les ateliers. Dans la nuit, appuyés par la compagnie de volontaires chinois, qui s'était formée depuis deux ans, à l'imitation des compagnies de p.096 volontaires des concessions étrangères, ils attaquaient les autres parties de l'arsenal, qu'une centaine de soldats restés loyalistes abandonnaient après avoir tirailé quelque temps. Deux canonnières mouillées en face de l'arsenal avaient filé aux premiers coups de fusil et étaient allées se mettre à l'abri à Woosung.

Dans la journée qui suivit, on mit le feu au yamen du taotai, et on saccagea celui du sous-préfet. Il n'y eut pas d'autres désordres et, la population étant restée calme et indifférente, l'aspect des rues n'avait pas changé, les magasins et la foule circulant comme de coutume.

Les révolutionnaires étaient ainsi victorieux à très peu de frais. Ils consacrèrent leur triomphe par la proclamation suivante qu'ils adressèrent aux consuls généraux représentants des nations étrangères :

Treizième jour de la 9^e lune de l'année 4069 ¹

Nous nous sommes efforcés d'éviter toute action inutile, bien que nous sympathisions et soyons attachés à la république ; mais l'horrible manière dont les Mandchous se conduisent à Hankéou, où des milliers de non-combattants ont été massacrés, et le manque de conscience de quelques marchands étrangers, ici, qui ont fourni à l'armée et à la marine mandchoue des munitions et autre contrebande de guerre, et se sont mis à leur service, nous a conduits à agir immédiatement dans cette partie de l'empire.

¹ Date partant de l'époque de la dynastie chinoise des Han.

La fin des Mandchous

Nous n'éprouvons aucun sentiment antiétranger pas plus ^{p.097} qu'antimandchou et nous ne voulons pas autre chose que renverser une tyrannique, cruelle, folle et inconsciente dynastie, dont le règne a été une source de grandes souffrances pour le peuple : l'Histoire le répétera elle-même.

Nous vous donnons la solennelle assurance qu'autant qu'il sera en notre pouvoir, chaque étranger recevra notre protection la meilleure : nous respecterons tous les traités antérieurs à la proclamation de la république, nous prenons charge du paiement des indemnités, emprunts et toutes obligations légales, et tout dommage recevra une indemnité suffisante et raisonnable.

Nous voulons constituer un gouvernement qui fasse de la Chine une puissance forte, qui sera la clef de la paix du monde. Sous le nouveau régime, les étrangers ne seront plus limités aux ports à traités pour leurs opérations commerciales.

Nous vous prions d'observer une stricte neutralité dans les limites des lois internationales et de ne prendre aucune part aux opérations contre nous, soit en aidant les Mandchous par des fournitures de contrebande de guerre, soit en leur prêtant assistance de quelque manière que ce soit. Nous avons confiance pour la cause de l'Humanité et de la Dignité, que vous verrez que votre conduite toute tracée est de sympathiser avec notre mouvement.

Signé : Par ordre de la République de Han.

Toute la région du bas Yangtsé suivit le mouvement. La capitale du Kiangsou, Soutchéou, voisine de Shanghai, sans la moindre secousse, sans effort, tomba aux mains des révolutionnaires. Il en fut de même de Hangtchéou, capitale du Tchékiang, et de Ningpo, port de cette province. Au Kiangsi et au Nganhoei, les rebelles ^{p.098} remplaçaient partout les autorités en fuite, du moins, dans les centres voisins du grand fleuve dont tout le cours, depuis le Setchoen, était désormais

La fin des Mandchous

détaché de la dynastie. Nankin, seul, occupé par une petite garnison impériale, restait encore sous l'autorité de Pékin.

*

Pour plusieurs raisons, la Révolution trouvait à Shanghai un excellent terrain, plus favorable encore qu'à Hankéou et qu'à Canton. Ce grand port, placé à l'ouverture du Yangtsé, artère principale de l'empire du Milieu, fréquenté par toutes les grandes lignes de la navigation mondiale, était fatalement devenu peu à peu le centre, la capitale du modernisme. C'était là que se trouvait l'agglomération la plus considérable et la plus ancienne d'étrangers avec lesquels les Célestes, par centaines de mille, vivaient côte à côte, depuis longtemps, dans les concessions internationales. Par cette espèce de cohabitation, par les relations quotidiennes d'affaires, par les tendances d'imitation qui germaient, en dépit de l'exclusivisme réciproque des deux éléments et de l'orgueil même des Chinois, il était inévitable que le goût de la vie traditionnelle s'affaiblît, dans l'esprit de ces derniers, et que les désirs de changement finissent par pénétrer dans la population indigène.

Au point de vue politique, ces aspirations s'y fortifiaient des résultats lamentables de l'administration impériale qui s'étaient manifestés, au cours des deux années précédentes, par l'arrêt presque complet des ^{p.099} transactions et des krachs financiers mentionnés dans un autre volume ¹. Cette ville essentiellement commerciale, véritable entrepôt d'un immense pays où la demande disparaissait de plus en plus, était certainement le point de Chine où les vices du régime devaient apparaître le plus nettement et être le plus impatiemment supportés.

Shanghai était en outre un centre de plaisirs, un Paris d'Extrême-Orient, réputé pour ses théâtres, ses chanteuses et ses innombrables courtisanes. Ces attractions, auxquelles il faut ajouter l'opium que, grâce à la liberté des concessions étrangères, on y trouvait plus facilement qu'ailleurs, y attiraient les fêtards gênés, dans les autres cités impériales, par les rigueurs intéressées d'une police tyrannique et malhonnête.

¹ *Le Céleste Empire avant la Révolution*, pages 99 et 174.

La fin des Mandchous

C'était aussi le rendez-vous de la plupart de ceux qui, en qualité d'étudiants ou à tout autre titre, ayant longuement vécu à l'étranger, ne se satisfaisaient plus de la traditionnelle et patriarcale vie chinoise. Parmi eux, se trouvaient même des demi-Chinois, des métis, nés dans les colonies européennes ou en Europe et qui brûlaient de jouer, dans leur pays d'origine, le rôle d'initiateurs à la civilisation occidentale.

Il y avait encore toute une bohème de vagues journalistes, de professeurs improvisés du « nouveau savoir », d'affiliés aux sociétés secrètes, voire aux associations de faux sauniers, contrebandiers du sel, qui trouvaient là, en même temps qu'un refuge, une excellente base pour leurs opérations variées.

p.100 Enfin, d'innombrables réfugiés de Hankéou, de Nankin et des autres centres du Yangtsé, chassés par la catastrophe révolutionnaire et que l'on évaluait à 500.000, étaient venus se joindre à cette population panachée, en y aggravant, par leur misère, tous les germes de désordre qui s'y trouvaient déjà rassemblés.

Dans un tel milieu, si disparate mais qui devait, dans son ensemble, se prêter également aux idées de bouleversement apportées par la révolution, deux éléments prirent, dès le début, toute l'importance : d'une part, la masse compacte des commerçants et des hommes d'affaires dont les guildes et la chambre de Commerce centralisaient les tendances de progressisme pratique et, d'autre part, la presse avancée qui avait trouvé, dans les concessions, un facile développement et qui, bien que représentant une minorité, avait l'influence qu'exercent toujours en de semblables moments, les plus violents et les plus audacieux.

Les premiers, auxquels se joignaient quelques notables, anciens hauts mandarins, d'esprit moderniste, étaient certes unis par un commun désir d'amélioration nationale et un vif sentiment antimandchou, mais ce serait se tromper que de voir chez eux la consistance et la cohésion d'un grand parti politique. Cette bourgeoisie céleste, et cela peut se dire de toute cette classe moyenne en Chine à laquelle on a prêté alors des convictions et une doctrine républicaines, n'avait même rien qui pût rappeler notre Tiers-État de 1789. Sa conduite

La fin des Mandchous

était bien plus dictée par les mobiles très complexes d'intérêt personnel, de *face*, d'ostentation, de ^{p.101} parade et de prudence apeurée, qui sont le propre de la race, que par les « immortels principes ».

Pour ceux du second groupe, politiciens d'aventures et d'industrie, le plus souvent petits mandarins en expectative ou en retrait d'emploi, échoués momentanément dans le journalisme et que l'agitation des dernières années avait mis au jour, il s'agissait surtout de profiter des circonstances, de jeter bas les privilégiés du régime impérial et de les remplacer dans les squeezes fructueux. Cela avait du reste été de tout temps l'unique préoccupation de l'innombrable clientèle des bacheliers et licenciés non pourvus, mais alors qu'ils n'avaient autrefois, pour atteindre leur but, que la ruse, la politique leur fournissait soudain un moyen nouveau et tout puissant.

Dès le début du soulèvement à Shanghai, deux hommes issus de ces milieux si différents jouèrent le principal rôle. L'un, Ou Ting Fang, ancien ministre de Chine à Washington, assumait la tâche des négociations, au nom des rebelles, avec le gouvernement de Pékin, avec les provinces et avec les étrangers.

Il faut reconnaître que nul plus que lui n'était désigné pour diriger ses compatriotes en de pareilles circonstances et pour servir de trait d'union entre le passé et les transformations de l'avenir. Cantonais d'origine, il avait été, dans sa jeunesse, l'élève du « St Paul College », à Hongkong, puis, il avait fait quatre années d'études de droit en Angleterre. Entré dans l'entourage du fameux Li Hong Chang, il accompagna son maître à Shimonoseki où eurent lieu les négociations qui ^{p.102} suivirent la guerre avec le Japon. Il entra ensuite dans la carrière diplomatique et il occupa à deux reprises, avec un intermède de fonctions diverses à Pékin, le poste de ministre de Chine aux États-Unis. De cette éducation anglaise et de ce long séjour en Amérique il avait gardé une très forte empreinte anglo-saxonne, nuancée même de l'influence caractéristique de l'esprit clergyman qu'il avait retrouvée toute-puissante à Shanghai.

La fin des Mandchous

Il était certainement l'un des rares Chinois — très supérieurs en cela à Sun Yat Sen et surtout à la nouvelle génération d'étudiants — qui, tout en possédant une sérieuse culture nationale, avaient de notre culture occidentale et de nos mœurs une connaissance assez approfondie qu'on eût chez lui goûtée davantage si elle avait été moins entachée de snobisme américain. Retiré depuis deux ans dans ce grand port international, il s'était mis, l'année précédente, à la tête d'un mouvement qui avait pour but de répandre le régime végétarien, de combattre l'alcool et le tabac, et de pousser les Chinois à se couper la natte.

Lorsque la Révolution triompha à Shanghai dans les conditions indiquées plus haut, Ou Ting Fang en fut donc tout naturellement le diplomate et le représentant, et c'est certainement pour une bonne part à lui que cette ville dut de prendre, dans ces événements, une place prépondérante. Au point de vue de l'opinion extérieure, il rendit à son parti le même service que Yuan Chi Kai au gouvernement de Pékin : grâce à l'estime dont il jouissait auprès des étrangers, il lui donna du crédit. Tout le conflit, qui se déroula, à la chinoise, plutôt en p.103 pourparlers qu'en combats, ne fut d'ailleurs qu'une joute entre ces deux personnages et ainsi qu'on le verra par la suite, l'extraordinaire résultat de leurs négociations fait songer bien davantage à une collaboration qu'à une controverse.

Le commandement, le pouvoir effectif, fut immédiatement accaparé par l'autre élément, en la personne d'un rédacteur du journal révolutionnaire le *Mingliépao*, du nom de Tcheng Ki Mei. Ce journaliste s'affubla aussitôt d'un costume de général et trancha du dictateur. Dans une proclamation, il édictait la draconienne réglementation suivante :

- 1° Ceux qui se montreront très audacieux aux combats contre les ennemis seront récompensés ;
- 2° Ceux qui prendront un chef ennemi seront récompensés ;
- 3° Ceux qui prendront des espions ennemis seront récompensés ;

La fin des Mandchous

4° Ceux qui donneront le bon exemple dans leur camp en observant strictement les règlements militaires seront récompensés ;

5° Ceux qui pourront faire se soumettre les troupes ennemies seront récompensés ;

6° Ceux qui oseront violer des femmes, piller ou voler les biens des habitants et troubler le pays seront décapités ;

7° Ceux qui prendront l'argent ou les objets du peuple par tromperie seront décapités ;

8° Ceux qui oseront nuire à un étranger, voler les biens des étrangers et occasionner des désordres dans les concessions étrangères seront décapités ; p.104

9° Ceux qui n'obéiront pas à l'ordre de leurs supérieurs et s'enfuiront du camp ou du combat seront décapités ;

10° Ceux qui oseront dévoiler les affaires secrètes de nos camps seront décapités ;

11° Ceux qui répandront des bruits pour effrayer nos troupes seront décapités ¹.

Il n'est rien de tel que les hommes de désordre pour vouloir maintenir l'ordre, ou plutôt leur domination, par des moyens de terreur. On verra plus loin que les exactions de Tcheng Ki Mei et ses abus de pouvoir, par lesquels il violait ses propres ordonnances citées plus haut, finirent par provoquer une vive protestation du corps consulaire qui, à Shanghai, était cependant en majorité favorable aux révolutionnaires.

Des bureaux créés par les Finances, le Commerce et les Communications constituèrent en outre auprès de ce duumvirat diplomatique et militaire un semblant de gouvernement.

*

¹ Tiré du *Chèpao*, 10 novembre.

La fin des Mandchous

Malgré ce que cette hâtive organisation républicaine avait d'incomplet et d'improvisé, il fut vite apparent que Shanghai prenait la tête du mouvement et en assumerait de plus en plus la direction. Cela était dû, en même temps qu'aux raisons déjà énumérées, à sa situation exceptionnelle. Outre que cette grande ville est placée au centre de relation des provinces les plus ^{p.105} importantes, elle est à la fois, à l'abri, par son éloignement, des coups de Pékin et, par son voisinage de la mer, maîtresse de ses communications avec l'extérieur. Il faut y joindre une autre cause, plus déterminante peut-être encore que les autres, à savoir qu'elle représentait l'agglomération la plus riche de la Chine et la plus susceptible de trouver, tant auprès des Chinois de l'extérieur que des étrangers eux-mêmes, le concours financier indispensable. Cette question était d'autant plus importante que la pénurie d'argent se faisait déjà sentir, mettant le parti révolutionnaire en infériorité grave, alors que Pékin restant en pourparlers avec le consortium financier des Puissances et avec d'autres groupes, pouvait en tirer, dans l'attente du grand emprunt, des prêts très onéreux sans doute, mais qui alimentaient néanmoins ses caisses.

Au début, une véritable panique, qui avait précipité les Chinois aux guichets des banques pour échanger les billets contre de l'argent, avait entraîné une inquiétante dépréciation du papier. Le bruit avait même couru, un moment, que ce papier n'avait plus cours. Les dons des Chinois de Cochinchine, des Détroits anglais, de Java et de Shanghai même permirent de faire face au plus pressé, mais il fallait trouver des ressources régulières et permanentes. Dans ce but, le nouveau gouvernement républicain émit la prétention de toucher les recettes des Douanes impériales qui étaient déposées à la Hongkong-Shanghai Bank. Il essuya naturellement, de la part de la direction européenne de service, un refus d'autant plus formel que ^{p.106} ces fonds étaient la seule garantie sérieuse du paiement des intérêts d'emprunts et des indemnités de 1900. Des tentatives identiques sur l'impériale *Taching Bank* et sur la Compagnie de navigation *China Merchants* eurent le même sort.

La fin des Mandchous

Un essai d'emprunt de 20 millions de dollars, qui devait être gagé en majeure partie sur les usines de Hanyang, échoua aussi d'autant mieux que les Japonais, auxquels une bonne part des actions de cette entreprise appartenait, firent observer qu'il y avait là une propriété privée sur laquelle on ne pouvait mettre la main.

La fondation d'une banque républicaine, qui émit des billets pour cinq millions de dollars et l'envoi d'un délégué à Singapour et dans tous les centres d'émigration chinoise en Extrême-Orient, pour stimuler le zèle des donateurs, furent, avec les cotisations imposées par la terreur dans Shanghai même, les seuls moyens que l'on put trouver pour alimenter le budget. On pouvait d'autant moins compter sur autre chose que les ressources normales paraissaient, pour l'instant, impossibles à établir, les populations, qui avaient été, les années précédentes, intolérablement pressurées, considérant la Révolution comme devant les délivrer désormais de toutes charges de ce genre.

Shanghai était à la vérité, comme il est indiqué plus haut, le seul endroit de Chine où l'on pouvait espérer pallier, dans une certaine mesure, une situation aussi précaire, soit en y centralisant sa propre capacité financière et les concours chinois, soit en y obtenant une aide des étrangers dont les intérêts se trouvaient liés ^{p.107} au triomphe de cette ville. Celle-ci détenant donc les cordons de la bourse, il était logique qu'elle commandât.

Et c'était d'autant plus inévitable que les têtes de la révolution l'avaient prise comme lieu de rassemblement. Ouang Ching y devait bientôt accourir aussitôt après la prise de Hanyang par les impériaux et on y attendait Sun Yat Sen.

Cette position de capitale du mouvement se marqua d'ailleurs tout de suite par le fait que, d'accord avec les chefs des autres régions soulevées, les provinces rebelles furent invitées à y envoyer des représentants pour y discuter de l'organisation d'un gouvernement central républicain. Dès les premiers jours de novembre, Tcheng Ki Mei adressait, aux généralissimes du Houpé, du Hounan, du Nganhoei, du Kiangsi, du Kiangsou, du Tchékiang, du Yunnan, du Koeitchéou, du

La fin des Mandchous

Kouangsi, du Kouangtoug, du Foukien, du Chantoug, du Chansi et du Chensi, la dépêche suivante :

L'absence d'un organisme d'État qui représenterait les idées et les vœux de la population de toutes les provinces qui ont proclamé leur indépendance provoque, disait-il, du malaise parmi les étrangers et constitue un grand obstacle à l'établissement des relations diplomatiques. Après la proclamation de l'indépendance à Shanghai où résident de nombreux étrangers, l'établissement des relations diplomatiques est devenu surtout une nécessité urgente. En conséquence le gouvernement provisoire de Shanghai a décidé de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les consuls étrangers entrent en relations officielles avec lui. Dans ce but, Ting Fang a été chargé de remplir les fonctions de ^{p.108} commissaire pour les relations étrangères et le plus grand nombre des puissances amies l'ont actuellement reconnu comme représentant de la République chinoise.

Néanmoins, l'absence d'un gouvernement central républicain présente encore de grands inconvénients qui se font surtout sentir à Shanghai où le pouvoir exécutif a été confié à mon inexpérience. Conscients de ce fait, Li Yuen Hung et le commandant des troupes à Tchinkiang ¹ m'ont prié télégraphiquement de prendre les mesures nécessaires pour organiser un gouvernement central républicain à Shanghai et de convoquer avant tout dans ce but les représentants de toutes les provinces. En conséquence, je m'adresse à vous par télégraphe en vous priant de faire élire un délégué par la province placée sous votre commandement et de l'envoyer pour prendre part à l'assemblée qui devra se prononcer sur la question de l'organisation d'un gouvernement central républicain ².

¹ Troupes qui assiégeaient Nankin.

² Tiré du *Journal de Pékin*, d'après le *Koo Ming Koung Pao*.

La fin des Mandchous

Dans la deuxième quinzaine du mois, les représentants officiels de douze des provinces convoquées avaient répondu à l'appel. Ils étaient accompagnés d'un grand nombre d'autres envoyés officieux, la plupart des étudiants ou des politiciens « nouveau style », choisis par des groupements provinciaux ou simplement par eux-mêmes, tous avides de se mettre en lumière et de jouer un rôle. Le 21 novembre, trois cents de ces pseudo-délégués tinrent une réunion, dans ^{p.109} la Cité, sous la présidence d'un journaliste du *Mingliépao*.

Au cours de cette réunion, dont l'objet était la discussion de l'établissement d'une république, deux mentalités se firent jour qui devaient, plus tard, après la chute de la dynastie, amener la formation de deux politiques contraires, l'une modérée et l'autre radicale. Celle-ci eut pour interprète l'ancien second de Sun Yat Sen, Tchang Ping Ling, l'auteur d'une réfutation de Kang Yu Wei.

Le 3 décembre, les douze véritables délégués se réunirent à leur tour. Après quelques explications, ils décidèrent que le siège du nouveau gouvernement serait à Nankin dont on venait d'annoncer la prise et, en attendant l'arrivée de Sun Yat Sen, à qui était réservée la présidence de la République, ils élurent, subissant sans doute l'influence de la tumultueuse assemblée du 21 novembre, comme généralissime et chef du gouvernement provisoire militaire, Ouang Ching et comme vice-généralissime Li Yuen Hung. Cette désignation et le classement qu'elle faisait de ces deux personnages n'avaient du reste pas d'autre importance que de montrer que le parti le plus avancé et le plus audacieux, bien qu'il ne répondît au fond, ainsi qu'on devait le voir un an et demi plus tard, qu'à une infime minorité, avait à ce moment une indiscutable prédominance. C'était l'heure des violents, des extrémistes, qui marque le point culminant de toutes les révolutions.

*

^{p.110} La prise de Nankin, qui eut lieu le 2 décembre, fut, pour les rebelles, une compensation de la perte de Hanyang réoccupé par les troupes de Pékin, le 27 novembre. En même temps, cela contribua à

La fin des Mandchous

diminuer encore davantage le rôle d'Outchang en face de Shanghai où se concentraient de plus en plus les espérances de la Révolution.

Les circonstances de ce succès des révolutionnaires restent assez mystérieuses. La ville était défendue par quelques milliers de soldats de la vieille armée que le vice-roi, justement méfiant des troupes modernes, avait fait venir, l'année précédente, de Pékin, pour assurer sa garde personnelle. Ces *braves* étaient sous les ordres d'un général également du vieux modèle, plus chef de bandes que véritable officier et qui se nommait Chang Chun. Ses forces augmentées récemment, notamment de Mandchous nouvellement recrutés, s'élevaient, dirent les journaux — mais ce nombre paraît exagéré — à une quinzaine de mille hommes. Les assaillants, qui s'étaient concentrés à Tchingkiang, sur la ligne de Shanghai à Nankin, se composaient de régiments modernes du Kiangsou et du Tchékiang, passés à la rébellion, et de trois mille volontaires, en tout, selon la même presse, vingt mille combattants, auxquels s'ajoutait la flottille de canonnières passées à la Révolution.

L'attaque commença le 18 et la reddition de la place eut lieu deux semaines plus tard, sans que l'on ait jamais eu de grands détails sur les combats qui avaient dû avoir lieu dans ce laps de temps. Chang Chun et les autorités impériales purent franchir le fleuve, se ^{p.111} réfugier en face, à Pouko, et, de là, gagner le Nord. On prétendit que Chang avait offert ses services aux rebelles contre une somme de 800.000 taëls. L'offre ayant été déclinée et la lutte ayant commencé, il aurait grossi sa demande jusqu'à 1.400.000 taëls, pour la réduire finalement à 700.000. Le bruit courut même, à Shanghai, qu'il y était venu, quelques jours auparavant, y avait touché une certaine somme et était retourné à Nankin. La livraison de la ville sans combat aurait été la conséquence de ce voyage ¹. La chose est assez vraisemblable, sans qu'on puisse pourtant la tenir pour vraie. Il est, dans tous les cas, assez piquant de constater que l'armistice incompréhensible, accordé par Yuan Chi Kai et qui, au même moment, sauvait Outchang des coups

¹ *L'Écho de Chine*, 2 décembre.

La fin des Mandchous

des impériaux, n'empêchait pas Nankin de passer aux mains de la Révolution ¹.

La prise de Nankin avait, par suite des souvenirs historiques qui se rattachaient à cette ville et de l'intention où l'on était d'en faire de nouveau la capitale de la Chine, une valeur morale particulière. Pour en marquer sans doute tout de suite la signification politique, les délégués des provinces convoquées y tinrent, le 16 décembre, une réunion, au cours de laquelle ils arrêtaient et votèrent les termes d'une Constitution p.112 républicaine provisoire. Il y était statué sur le mode d'élection et les attributions du président provisoire et de l'Assemblée ainsi que du pouvoir ministériel ².

¹ Durant cette suspension d'armes devaient s'ouvrir, à Shanghai, par l'entremise de Tong Chao Yi, les incroyables négociations dont nous indiquerons, à leur place, quand il sera traité de la politique de Yuan Chi Kai, les péripéties et l'aboutissement.

² Voici le texte de cette première constitution républicaine de la Chine :

Titre I. — Le Président provisoire

Article premier. — Le président de la République est élu par les représentants envoyés par les généraux en chef de toutes les provinces. Chaque province ne peut avoir qu'une seule voix. Pour que l'élection du Président soit valable elle doit réunir les deux tiers des suffrages.

Art. 2. — Le président de la République gouverne toute la nation.

Art. 3. — Le président de la République provisoire est placé à la tête des armées de mer et de terre.

Art. 4. — Le droit de déclarer la guerre, de faire la paix, de contracter les traités internationaux appartient au Président lequel ne peut agir qu'avec le consentement de l'Assemblée.

Art. 5. — La désignation du chef de cabinet, des envoyés spéciaux à l'étranger appartient au Président qui agit toujours avec la majorité de l'Assemblée.

Art. 6. — La haute cour de Justice peut être constituée par le président de la République provisoire avec la majorité de l'Assemblée.

Titre II. — Assemblée

Art. 7. — L'Assemblée est composée des députés qu'envoient les généraux en chef de toutes les provinces.

Art. 8. — Le nombre des députés de chaque province est de trois. Ils sont désignés et envoyés par le général en chef de province.

Art. 9. — Tout député a une voix aux séances de l'Assemblée.

Art. 10. — Attributions de l'Assemblée :

Budget du gouvernement provisoire.

Contrôle des recettes et dépenses du gouvernement provisoire.

Unification des contributions, du système des poids et mesures.

Lois du gouvernement provisoire, etc., etc.

Art. 11. — La moitié des voix plus une constitue la majorité. En ce qui concerne l'article 4 la majorité demande les deux tiers des voix.

Art. 12. — Les décisions prises par l'Assemblée sont l'objet d'un rapport au président de la République qui doit veiller à leur mise en exécution.

Art. 13. — Le président de la République peut exiger de l'Assemblée une nouvelle délibération des questions sur lesquelles elle a pris une décision.

Art. 14. — Le président de l'Assemblée est élu à la majorité formée par la moitié des suffrages plus un.

Art. 15. — Détails du règlement concernant l'Assemblée.

La fin des Mandchous

*

L'arrivée de Sun Yat Sen, qui se produisit peu après, son élection à la présidence provisoire de la République, la création, à Nankin, d'un nouveau gouvernement englobant toutes les provinces indépendantes, constituaient, pour la Révolution, un premier stade, factice ^{p.113} à coup sûr, car il n'était pas en accord réel avec le sentiment profond du pays, mais néanmoins très important en ce qu'il signifiait qu'une bonne moitié de la Chine s'était soustraite à l'autorité impériale.

Le cas de ce théoricien du parti révolutionnaire était assez curieux. Il se trouvait ainsi porté au pinacle alors que, depuis deux à trois ans, son prestige avait beaucoup baissé. Son action avait été très grande sur la nouvelle génération, sur les étudiants surtout, dont il ^{p.114} avait catéché un grand nombre au Japon, tant que l'autorité impériale n'ayant subi aucune atteinte, la liberté était restée à peu près nulle. Toutes les pensées indépendantes se tournaient alors vers celui qui poursuivait la fin de cette oppression. Mais, dès que le Trône fût entré dans la voie des concessions et que, par suite de sa faiblesse, à la faveur du mouvement constitutionnel, la presse, les élèves des Écoles et les étudiants rentrés en Chine, par leurs campagnes, leurs manifestations, leurs menaces, furent devenus les véritables maîtres dans les provinces, le leader, qui vivait au loin, à l'écart de toute cette agitation à laquelle il ne prenait ^{p.115} aucune part, fut de plus en plus oublié. L'échec répété des tentatives de ses

Art. 16.— Le comité des représentants des généraux de toutes les provinces a, jusqu'à constitution définitive de l'Assemblée, toutes les attributions et les pouvoirs de cette dernière. Dans ce cas une province ne peut avoir qu'une seule voix.

Titre III. — Pouvoir exécutif

Art. 17. — Le pouvoir exécutif comprend :

- 1° Le département des Affaires étrangères ;
- 2° Le département du Service intérieur ;
- 3° Le département des Finances ;
- 4° Le département de la Guerre ;
- 5° Le département des Communications.

Art. 18. — Chaque département est dirigé par un chef responsable.

Art. 19. — La composition et les attributions du personnel sont déterminées par le chef de chaque département et sont soumises à l'approbation du président de la République provisoire.

Art. 20.— Le Président convoquera l'Assemblée nationale dans les six mois qui suivront l'établissement du gouvernement provisoire.

Art. 21. — Le règlement constituant gouvernement provisoire est mis en vigueur jusqu'à la constitution de la République chinoise dont les statuts sont définitivement élaborés.

La fin des Mandchous

partisans au Yunnan et à Canton, les difficultés grandissantes qu'il avait à trouver de l'argent et le fait connu qu'on ne le prenait plus au sérieux à l'étranger, avaient achevé de l'amoindrir.

Lorsque l'insurrection éclata, il se trouvait fort loin de son pays, aux États-Unis d'Amérique, d'où il ne se pressa pas de revenir, car, au lieu de prendre la route la plus courte et la plus directe, par le Pacifique, il rentra par l'Europe où il s'arrêta même assez longuement. Quand il arriva, à la fin du mois de décembre, au moment où, dans la disette d'hommes égaux aux événements, on avait pourtant besoin de présenter, aux masses chinoises, avides de merveilleux, un personnage de légende, on le reçut triomphalement comme un héros, dépositaire de la volonté du Ciel. Il fallait à tout prix, à la Révolution, un *Tajen*, un « Grand homme » et il était certainement par son passé mystérieux de propagandiste errant et d'exilé, dont la tête avait été maintes fois mise à prix, beaucoup plus désigné que tout autre ^{p.116} pour assumer ce rôle. Cet accueil s'expliquait aussi par ce fait que, dans le désarroi de toutes les autorités et l'écroulement de tout l'ancien cadre, le pouvoir et l'influence avaient été immédiatement accaparés par la petite minorité très remuante de ses amis et anciens disciples, au premier rang desquels il y avait Ouang Ching, Chang Ping Ling et le journal le *Mingliépao*, d'où était sorti le maître actuel de Shanghai : Tchong Ki Mei. Enfin, sa glorification était nécessaire à la thèse soutenue par les « Jeunes-Chinois » que la rébellion n'était pas seulement un soulèvement antidynastique, mais une révolution politique, résultat d'une profonde évolution des idées, dont ils étaient, lui, l'apôtre, et eux, les réalisateurs.

Les choses ne traînèrent d'ailleurs pas. Le 30 décembre, cinq jours après sa descente du bateau, il était proclamé président provisoire de la République par les délégués des provinces détachées de Pékin. Le surlendemain, 2 janvier, on apprenait la formation du premier ministère ¹. Le 4, Li Yuan Hung était élu vice-président de la République.

¹ Le 2 janvier, la presse donnait, de ce ministère, la composition suivante :
Ouang Ching, ministre de la Guerre ;
Vang Tchong Vei, ministre des Affaires étrangères ;
Sun Kiao Jen, ministre de l'Intérieur ;

La fin des Mandchous

p.117 Dans sa prestation de serment, le nouveau Président prenait l'engagement de se retirer après que la dynastie serait renversée, la république établie et reconnue les puissances étrangères.

Dans sa proclamation, il affirmait le principe des bons rapports avec les nations étrangères, politique habile dont il avait déjà su tirer des appuis, mais que les actes de ses partisans en Chine avaient si souvent démentie et démentiront de nouveau plus tard, après le triomphe de la Révolution.

Les délégués des provinces, qui l'avaient élu, lui disaient, dans leur adresse :

« Vous êtes le seul homme p.118 qui puisse établir la république et satisfaire le peuple ; vous êtes le seul homme qui puisse rétablir la Chine et unir les Chinois, les Mongols, les Mandchous, les Tibétains et les musulmans sous le régime républicain.

Le *Mingliépao* le qualifiait de « Washington chinois », oubliant sans doute que l'on avait déjà salué, de ce nom glorieux, le brave Li Yuen

Tcheng Tsing Tao, ministre des Finances ;
Ouang Tchong Yng, ministre de la Marine ;
Ou Ting Fang, ministre de la Justice ;
Tcheng Tei Siuen, ministre des Voies et Communications ;
Tang Cheou Siuen, ministre de l'Instruction publique,
Tchang Tsien, ministre du Commerce ;
Weng Tchong Yao, ministre des Colonies.

Cette information était, deux jours plus tard, controuvée, et le 4 on donnait cette nouvelle liste où se trouvaient plusieurs noms de la première :

Ouang Ching, Premier ministre ;
Shu Cheou Chung, général, ministre de la Guerre ;
Tsing Pi Kouang, contre-amiral, ministre de la Marine ;
Ou Ting Fang, ministre des Affaires étrangères ;
Tcheng Tsing Tao, ex-vice-ministre des Finances dans le cabinet de Yuan Chi Kai, ministre des Finances ;
Tchang Tsien, ministre dans le cabinet Yuan Chi Kai, ministre du Commerce, Agriculture, Industrie ;
Tcheng Tei Siuen, ex-gouverneur de Soutchéou, ministre de l'Intérieur ;
Woug Tchong Wei, ministre de la Justice ;
Tsai Yuan Wei, rédacteur dans un journal chinois, ministre de l'Instruction publique.

Cette liste, d'ailleurs incomplète, fut encore modifiée. Tchang Tsien notamment, ministre à Pékin, dans le cabinet Yuan Chi Kai, ne vint pas occuper son poste et Sun Kiao Jen, d'abord porté comme ministre de l'Intérieur, fut ministre de l'Agriculture et du Commerce. Tout cela était du reste fait très hâtivement, avec la totale incompétence de débutants sans préparation. Nous eûmes l'occasion de voir, à Shanghai, dans notre hôtel, où il se trouvait lui-même, un jeune vice-ministre, la veille encore étudiant en Europe, qui implorait, des Européens de sa connaissance, des conseils et des ouvrages dont il pourrait s'inspirer pour satisfaire aux devoirs de sa charge, cela avait peu d'importance d'ailleurs, car il s'agissait surtout de prendre au plus tôt les formes et le décor du régime républicain.

La fin des Mandchous

Hung. Mais il pouvait bien y avoir deux Washington en Chine, alors que tant de généraux, la veille lieutenants frais émoulus des écoles, ou même journalistes métamorphosés en généralissimes, se considéraient comme autant de Napoléon.

Tout ce déploiement officiel se déroulait à Nankin où devait siéger le gouvernement de la jeune République. Ce choix avait été évidemment dicté par le fait que la dernière dynastie purement chinoise des Ming y avait résidé, de même que les Taiping lorsqu'ils eurent vaincu, sur le Yangtsé, les armées de la dynastie mandchoue.

Cette ville avait, sur Shanghai, l'avantage, par son éloignement de la mer et des agglomérations ^{p.119} européennes, de mettre à l'abri de toute ingérence ou influence étrangère, mais c'était le seul. À tous autres égards, elle ne convenait guère à une capitale. C'était une cité morte, sans commerce, qui ne renfermait plus que trois cent mille habitants environ là où il y en avait eu plus d'un million. On courait, pendant une heure en pousse-pousse, à l'intérieur de ses murailles, avant de parvenir à la partie habitée. Ce n'était plus guère qu'un grand souvenir du passé dans une solitude. On ne s'y était sans doute installé que pour les besoins d'une mise en scène de restauration nationale. Du reste, toute la politique essentielle continua de se faire là où étaient l'argent, le mouvement, la vie, à Shanghai. Ce fut même dans une salle de la concession internationale, sous l'égide de la police du county council étranger, qu'eurent lieu les mémorables conférences de Tong Chao Yi avec Ou Ting Fang. Et c'est encore du fond d'une villa anglaise de ce Liverpool chinois que ce dernier personnage négocia, laborieusement, avec Yuan Chi Kai, l'abdication du petit empereur mandchou.

*

L'impression faite sur les milliers d'Européens qui vivent dans cette ville était très complexe. Il y avait d'abord la crainte que les événements n'amenassent des désordres dont ils pussent avoir à souffrir. Pour parer à une éventualité pareille, les diverses puissances avaient envoyé de nombreux bateaux de guerre dont les uns, les plus

La fin des Mandchous

légers, étaient échelonnés en station ^{p.120} aux plus importantes cités du fleuve jusqu'à Hankéou et les autres avaient jeté l'ancre à l'entrée de la rivière de Shanghai ou dans le port même de Shanghai. Cela faisait une flotte considérable d'une soixantaine de croiseurs et canonnières dont les plus nombreux étaient anglais, américains, japonais et allemands. La France était représentée par quatre bateaux : deux croiseurs et deux canonnières.

Dans les concessions même, les compagnies de volontaires, renforcées de marins débarqués, étaient sous les armes, prêtes à faire respecter leur territoire contre toute incursion des forces révolutionnaires, qui auraient pu être d'autant plus tentées d'y exercer leur action que les nationalistes chinois considéraient d'un très mauvais œil les privilèges d'extra-territorialité dont il jouissait. Les précautions prises les en détournèrent et tout se borna à des brimades, agressions et enlèvements isolés, dont furent victimes des Chinois qui y habitaient à l'abri de nos lois et qu'il est du reste regrettable qu'on n'ait pu radicalement empêcher.

D'une manière générale, les opinions privées étaient favorables à la Révolution. La plupart regardaient les événements d'un œil européen et cette libération de la « Jeune-Chine » bénéficiait du même sentiment admiratif dont on avait salué, trois années auparavant, le réveil de la « Jeune Turquie ». Pour les Français surtout, cette attitude de sympathie était en quelque sorte obligatoirement déterminée par les souvenirs de leur propre histoire.

La situation des consuls généraux des puissances ^{p.121} était plus difficile. En fait, ces derniers avaient établi des relations avec le représentant de la Révolution, Ou Ting Fang, mais, officiellement, ils devaient d'autant plus ignorer le nouveau gouvernement républicain que leurs légations, dans la capitale, continuaient d'être accréditées auprès du gouvernement impérial. Cela créait d'ailleurs parfois, entre tous ces diplomates, des divergences, des différences de point de vue assez piquantes. Que de fois nous nous sommes entendu dire à cette époque par des consuls de Shanghai :

La fin des Mandchous

— Ah ! on voit bien que vous arrivez de Pékin !

Nous savions quel reproche il y avait là sous-entendu à l'adresse de leurs chefs hiérarchiques. Les consuls étaient en réalité influencés par ce fait qu'ils traitaient toutes les affaires beaucoup plus facilement et plus vite, avec les nouveaux dirigeants qu'avec les anciens ; et, à dire vrai, les révolutionnaires, auparavant très anti-étrangers — et qui le redeviendront après le succès — s'appliquaient à être aimables envers les Européens.

Comme attitude, en présence du conflit lui-même, tous les officiels observaient naturellement en apparence la plus stricte neutralité, mais on n'ignorait pas que certains nationaux, avec la complicité plus ou moins effective de leurs représentants, avaient pris parti et donnaient un appui secret à l'un ou l'autre des belligérants. C'est ainsi que les Allemands passaient pour être favorables aux impériaux et on a vu qu'on leur avait reproché, à Hankéou, la fourniture de pontons qui avaient facilité la traversée du Han et la reprise de Hanyang. On prétendait en outre que des ^{p.122} officiers de leur nationalité avaient dirigé le tir des batteries de l'armée du Nord. L'animosité contre eux était si vive qu'ils devaient faire escorter leurs vapeurs de commerce, sur le Yangtsé, par des bateaux de guerre.

Par contre, on accusa de la manière la plus nette les Japonais d'avoir participé à la Révolution. Des télégrammes de Tokio à la presse anglaise prétendaient que de nombreux nationaux de ce pays, costumés en Chinois, avaient pris part au mouvement d'Outchang. Ils faisaient ressortir la coïncidence étrange de la présence de l'attaché militaire du Japon, dans cette ville, durant la nuit de la révolte. Ils trouvaient également singulier que l'amiral Kawashima fût arrivé, dès le lendemain, juste à temps pour prendre, grâce à son grade élevé, le commandement des forces internationales. La participation des Japonais fut du reste tellement de notoriété publique que la Chine se plaignit à Tokio et que le gouvernement du Mikado désigna un délégué pour faire, à cet égard, une enquête sur le Yangtsé. Plus tard, lors de la

La fin des Mandchous

deuxième rébellion, ils lui fourniront un concours si ouvert qu'on ne pourra plus conserver là-dessus aucun doute.

Quelles que fussent d'ailleurs les préférences profondes, tous les gouvernements étrangers désiraient, pour la sauvegarde de leurs intérêts dans le pays, que la lutte prît fin le plus tôt possible. Ils profitèrent, pour exprimer ce souhait de pacifisme intéressé, de la réunion de la conférence Tong Chao Yi-Ou Ting Fang. Le jour même de la première réunion, les consuls ^{p.123} généraux de toutes les grandes puissances remirent en effet, aux négociateurs chinois, au nom de leurs légations de Pékin, la communication suivante :

La légation de (nom de la puissance), à Pékin, a reçu instruction de son gouvernement d'avoir à faire les représentations suivantes, sans caractère officiel, aux commissaires dont le devoir est d'entrer en négociations pour rétablir la paix en Chine :

Le gouvernement de... estime que la continuation de la lutte actuelle en Chine expose non seulement le pays lui-même, mais encore les intérêts matériels et la sécurité des étrangers. Tout en maintenant l'attitude d'absolue neutralité qu'il a jusqu'ici adoptée, le gouvernement de... estime de son devoir d'appeler officieusement l'attention des deux délégués sur la nécessité d'arriver le plus tôt possible à une entente, de manière à mettre fin au conflit présent, étant persuadé que cette vue répond aux vœux des deux parties intéressées.

Il est plus que probable que cette invitation eut bien peu de part à l'arrangement qui intervint au bout de deux mois de pourparlers. En revanche, malgré toutes les précautions de ce texte, qui visait à ne se pas compromettre, les révolutionnaires y virent une reconnaissance officielle de leur République par les puissances étrangères.

*

La fin des Mandchous

Durant le court laps de temps, qui avait suffi à opérer ce bouleversement politique, de grands changements s'étaient faits à Shanghai, dans les habitudes de ^{p.124} la population et dans l'aspect des rues. On ne peut pas dire que c'était à son avantage. Obéissant à une rage aveugle de transformation, d'imitation européenne et aussi sans doute pour affirmer ainsi leur affranchissement des anciennes règles, très étroites, ses habitants s'étaient fait en masse couper la tresse et avaient arboré, à la place de leur coiffure nationale, sorte de barrette surmontée d'un bouton de soie rouge, la casquette de voyage et le chapeau mou. Il s'était créé instantanément un nombre considérable de magasins tenant ces articles.

C'était une chose curieuse de voir circuler, dans les rues pavoisées des nouveaux drapeaux de la République — composés de cinq bandes horizontales : rouge, jaune, bleu, blanc, noir, représentant les races de la Chine : Chinois, Mandchous, Mongols, Tibétains, musulmans — cette foule d'accoutrement hybride.

Il n'était pas jusqu'aux manières qui ne fussent plus les mêmes. La démarche réservée et précautionneuse de jadis avait fait place à une allure qui frisait déjà notre brutalité occidentale. L'atmosphère créée par la guerre civile incitait chacun à prendre une désinvolture militaire. Des meetings avaient lieu où des orateurs venaient prononcer de grandes phrases héroïques. Tous sortaient de là avec de grands airs farouches et des mines de lions furieux. On avait formé une société des « Brave la mort ». On voulait, on réclamait à grands cris « du fer et du sang ».

Les femmes non seulement s'étaient mises de la partie, mais renchérisaient encore sur cette exaltation ^{p.125} guerrière. Elles avaient formé des compagnies d'amazones et réclamaient des armes pour aller se battre.

Certains détails, d'une chinoiserie particulièrement accentuée, étaient d'une drôlerie très amusante. Voici par exemple la nouvelle qui courut, un jour, toute la presse chinoise et européenne :

La fin des Mandchous

« Le bruit se confirme de plus en plus, disait-on, qu'une des « professional beauties » de Soochow road, républicaine convaincue, s'était mise en loterie au profit de la caisse révolutionnaire. Les billets étaient fixés à 5 dollars. Le tirage devait avoir lieu à Chang Su Ho garden. Les billets de cette loterie ultra-patriotique s'enlevaient rondement et la recette promettait d'être particulièrement fructueuse quand « le lot » se recusa. On ignore le motif de cette reculade.

Tout cela finit par faire un milieu d'anarchie et de violence qui aboutit à une sorte de terreur. Des agents, postés aux portes de la cité chinoise et armés de ciseaux coupaient la tresse aux passants qui l'avaient encore. Ceux qui tenaient à cet appendice capillaire n'étaient pas plus en sûreté dans les concessions internationales où la police était impuissante à les protéger. Des bandes de mauvais drôles, parmi lesquels beaucoup de Cantonais, stationnaient aux carrefours, sur les ponts ou envahissaient même les tramways, les ciseaux à la main et procédaient à la même opération, mutilant les oreilles et les doigts de ceux qui résistaient.

Il y eut des attentats beaucoup plus graves. Des groupes de révolutionnaires appartenant à la « Jeune ^{p.126} Chine » la plus avancée organisaient des enlèvements ou des guet-apens, pour faire chanter de la forte somme, et le revolver au poing, de riches Chinois. Le directeur de la Banque impériale Tashing fut l'une des victimes de ces républicains nouveau modèle. Enlevé par une trentaine d'entre eux, dans son habitation, en pleine concession internationale, on le séquestra jusqu'à ce qu'il eût payé une bonne rançon. Les faits de ce genre se multiplièrent.

Les autorités nouvelles, bien loin de réprover et de réprimer cette méthode d'extorsions et de rapines, la pratiquaient elles-mêmes sur la plus vaste échelle. La conduite à cet égard du gouverneur de Shanghai, Tchong Ki Meï, fut telle qu'elle provoqua une protestation unanime des consuls étrangers qui, après en avoir référé à leurs ministres, à Pékin,

La fin des Mandchous

le menacèrent de lui interdire le territoire des concessions où il se retirait, tous les soirs, pour se mettre en sûreté.

Le rapport que M. George Jamieson, président de la *China Association* de Londres, fit, en 1912, à la réunion générale annuelle de cette société, sur ces événements, projeta une vive lumière sur cette mentalité particulière des révolutionnaires chinois, à Shanghai.

Nous verrons par la suite que des choses bien plus extraordinaires encore se passaient à Canton.

*

Au milieu d'une telle effervescence, l'ardeur guerrière était naturellement très grande, d'autant plus grande ^{p.127} qu'il ne s'agissait que de démonstrations platoniques et que les dures réalités d'aucune bataille ne venaient la refroidir. L'énigmatique attitude de Yuan Chi Kaï n'était pas faite pour décourager ces velléités belliqueuses qui avaient fait naître le projet d'une marche sur Pékin dont le succès ne faisait doute pour aucun révolutionnaire.

D'après le plan établi, trois armées devaient, en cas de rupture d'armistice, se porter vers le Nord ; l'une partant d'Outchang-Hankéou, une autre, de Pouko, en face de Nankin, après avoir franchi le fleuve ; enfin, une troisième, formée de Cantonais, devait être transportée par bateau au Chantoung, pour être dirigée ensuite sur le Petchili.

Le personnage aux talents duquel on s'en remettait pour préparer cette victoire décisive était un Américain du nom de Omer Lee que Sun Yat Sen avait amené de New-York et que toute la presse chinoise donnait comme le plus grand tacticien des temps modernes, sans qu'on pût savoir où et dans quelles circonstances il avait bien pu acquérir cette prodigieuse science militaire. On avait également engagé, dans ce but, comme conseillers techniques, divers étrangers dont l'un était un ancien quartier-maître de notre marine, employé à la municipalité de la concession française.

Rien de tout cela ne paraissait bien sérieux et ne pouvait même supporter la comparaison avec ce qui s'était fait durant la guerre des

La fin des Mandchous

Taiping où du moins on s'était battu ferme et où l'issue de la lutte avait été des plus logiques et des plus claires.

C'était cette netteté des situations qui manquait justement, le plus, cette fois, en ce sens que le parti battu semblait le plus redoutable et prétendait traiter en vainqueur. L'armistice incompréhensible accordé par Yuan Chi Kai après les victoires de Hankéou et Hanyang, ainsi que la mystérieuse reddition de Nankin, sans combat sérieux, avaient faussé les résultats et faisaient planer le doute sur la force respective des deux adversaires. C'est pourquoi on peut regretter que l'action militaire ait été si prématurément interrompue ; on aurait voulu savoir ce que valaient exactement un plan établi par une collaboration si singulière et les troupes qui étaient chargées de le mettre à exécution. Ce qu'il y a de plus inexplicable, pour ceux qui ignorent les détours de la politique chinoise, c'est que précisément cette dangereuse épreuve fut épargnée aux révolutionnaires par celui-là même qui, étant officiellement leur ennemi, avait cependant intérêt, pour le but secret qu'il poursuivait, à laisser croire à leur irrésistible puissance.

@

CHAPITRE III

Canton révolutionnaire

@

Un centre classique de rébellion. — La proclamation de l'indépendance.
— De l'archaïsme au modernisme. — Une gendarmerie de pirates. —
Chinoiseries révolutionnaires. — Une République d'avant Jésus-Christ. —
Le mouvement dans le Sud.

p.129 La réputation bien établie de Canton comme cité effervescente faisait généralement croire que c'était de là que partirait, un jour, la Révolution. Il a été déjà raconté, dans un volume précédent ¹, comment cette grande métropole du Sud avait été, par suite de son voisinage avec la colonie anglaise de Hongkong, le premier centre de Chine qui eût été influencé par les idées et les choses d'Occident et qui se fût engoué de modernisme. On a vu aussi, dans ce même ouvrage, p.130 comment les innovations de la politique réformiste, aggravées des exactions mandarinales auxquelles elles servaient de prétexte, bien loin d'avoir amélioré la situation et calmé les esprits, avaient au contraire obéré les finances, paralysé le commerce, provoqué une misère sans précédent et, par voie de conséquence, accru encore l'agitation. C'était, il est vrai, le cas de toutes les provinces de l'empire, mais nulle part cependant les ferments d'indiscipline, de désordre et d'anarchie n'avaient, par suite du caractère particulier des Cantonnais, atteint une telle virulence.

Du reste, c'est à Canton que s'étaient faites la plupart des tentatives de soulèvement antérieures, la dernière même toute récente puisqu'elle ne datait que du mois d'avril ². Et c'était là également que, par suite de la proximité de Hongkong, de l'Indo-Chine et des Détroits malais, où les révolutionnaires avaient leur refuge et préparaient à loisir leurs coups, les chances de succès paraissaient, en dépit d'échecs répétés, devoir

¹ *Le Céleste Empire avant la Révolution*. —Chap. Dans la Chine du Sud.

² Voir l'introduction.

La fin des Mandchous

être les plus grandes. Or, non seulement, comme on l'a vu, le mouvement ne partit pas de là, mais malgré l'éloignement de Pékin dont le séparaient plusieurs provinces en révolte, il n'y éclata qu'un mois après la rébellion d'Outchang, et Shanghai même le devança d'une dizaine de jours. Cette hésitation doit probablement être attribuée au souvenir cuisant laissé dans cette ville par la tentative précédente et la sanglante répression qui avait suivi, et en outre à ce fait que les agitateurs les plus ^{p.131} audacieux, Ouang Ching par exemple, se trouvaient sur le Yangtsé.

L'événement se produisit enfin, le 9 novembre, après des péripéties et dans des circonstances qui montrent bien le caractère extrêmement confus que prit, dans cette région plus encore que dans les autres, cette révolution chinoise.

*

L'agitation commença à la fin du mois d'octobre, alors que les nouvelles du Nord avaient fait connaître, en l'exagérant encore et en le présentant comme définitif, le succès du mouvement dans les provinces du Yangtsé. Les partisans de la Révolution, enhardis, entreprirent d'abord leur campagne dans la presse et par voie d'affiches. Ils s'appliquèrent surtout, par ces moyens, à faire savoir à la population que le triomphe de la rébellion entraînerait la suppression de toutes les taxes antérieures et diminuerait de beaucoup le coût de la vie.

À la faveur du courant d'opinion favorable, qui s'établit de la sorte rapidement, les associations cantonnaises, guildes commerciales et sociétés diverses, au nombre de 38, entrèrent en scène. Elles tinrent, le 25, une première réunion, au cours de laquelle un haut mandarin en retraite, Liang Ting Foun, ancien juge suprême du Houpé sous la vice-royauté de Chang Che Tong, et ennemi personnel de Yuan Chi Kaï qu'il accabla autrefois de rapports d'accusation, fit un grand discours. On y décida de présenter, au vice-roi Tcheng Ming Ki, un ^{p.132} certain nombre de vœux qui ne tendaient à rien moins qu'à la proclamation de l'indépendance.

La fin des Mandchous

Sur ces entrefaites, le nouveau maréchal tartare, qui arrivait de Shanghai, fut tué par des révolutionnaires qui lancèrent une bombe sur son passage. Il n'est pas téméraire de penser que cet incident impressionna vivement le vice-roi. Quoi qu'il en soit, celui-ci fit l'accueil le plus gracieux à la délégation du meeting. Il la félicita sur l'excellence des mesures qu'elle proposait et donna immédiatement un gage de son acquiescement, en éludant une demande de fonds que venait de lui adresser le gouvernement de Pékin, pour aider à la répression du Houpé. Il ne s'en tint pas là, du reste. Il demanda à la cour, par télégramme, la libération de l'étudiant cantonnais, Ouang-Chao Ming, qui, un an auparavant, avait lancé une bombe sur le passage du régent et était emprisonné depuis. Il faisait en outre gracier un nommé Tcheng King Houa, ancien sous-préfet du Kouangsi, qui avait été privé de sa charge à cause de sa cruauté excessive, et qui, depuis lors, réfugié à Singapour, s'était lancé dans le mouvement révolutionnaire. Il l'attacha, dit-on à sa personne, pour s'en servir comme d'un intermédiaire auprès des comités de Hongkong.

Les associations, qui ne doutaient pas désormais de l'adhésion de Tcheng Ming Ki, se préoccupèrent, à ce moment-là, d'obtenir une déclaration officielle de neutralité des Puissances, et elles chargèrent, à cet effet, un missionnaire français de faire auprès du consul de France, M. Beauvais aîné, une démarche qui ne pouvait évidemment aboutir.

p.133 Telle était la situation, lorsque le 30, à l'instant même où une grande manifestation parcourait les rues, drapeaux de l'indépendance en tête, le vice-roi faisait brusquement arrêter un certain nombre de meneurs, interdisait tout cortège ainsi que tout écrit ou discours favorable à l'indépendance et appuyait cette défense d'un gros déploiement de forces militaires, sur le quai bordant la rivière et à tous les points importants de la ville.

Ce coup de théâtre, si inattendu, provoqua une panique extraordinaire. Tous les magasins et les portes même des quartiers furent fermés instantanément. Le lendemain, Canton, si animé d'ordinaire, conserva encore cet impressionnant aspect de mort. La vie

La fin des Mandchous

ne reprit que pour accroître d'une manière intense l'exode des Chinois qui avait déjà commencé depuis quelques jours. La terreur générale était si vive que beaucoup de marchands vendirent, pour partir, leurs magasins à un prix dérisoire.

L'autorité impériale était donc ainsi maintenue, dans le Kouangtoug, au début de novembre, lorsque la faiblesse du gouvernement de Pékin vint lui porter la plus rude atteinte et finalement la détruire. Il n'est pas douteux, en effet, que ce furent les quatre décrets lancés par le Trône à cette époque qui rendirent la confiance aux révolutionnaires que les mesures énergiques de Tcheng Ming Ki paraissaient avoir matés. Ces décrets sont ceux où l'empereur confesse ses fautes, où il décide de soumettre le projet des lois constitutionnelles au Sénat provisoire, où il réorganise le cabinet avec p.134 principe de la responsabilité, et où il amnistie enfin tous les condamnés politiques depuis 1898. Les fausses nouvelles répandues à profusion par la presse chinoise, qui ont joué un rôle considérable dans l'extension du mouvement et qui annoncèrent précisément à cette date la prise de Pékin, achevèrent la déroute du pouvoir mandchou dans la grande métropole du Sud.

Le 7 novembre, à la suite de la dépêche publiée par tous les journaux et annonçant cette chute de la capitale, les associations se réunirent et discutèrent de l'envoi d'une nouvelle délégation au vice-roi, pour lui demander la proclamation de l'indépendance. Ils se réunirent encore le lendemain et décidèrent, cette fois, de faire immédiatement la demande projetée. Tcheng Ming Ki répondit par une proclamation en vers de quatre caractères, où il disait en substance, après avoir invité à la concorde et à l'amour de la patrie, qu'un jour serait fixé pour hisser le drapeau de l'indépendance. C'était en somme une capitulation.

Ce même jour, dans un autre meeting, on arrêta que le vice-roi conservera provisoirement la direction de l'administration sous le titre de « président ». Les journaux chinois changent leur millésime et au lieu de compter du règne de Siuen Tong, datent de l'empereur Hien Yuen Hoeng Ti, dont la présente année était la 4069^e.

La fin des Mandchous

Le 9, au matin, les associations réunies proclamaient l'indépendance. Parmi les articles de la proclamation rédigée, il faut citer le huitième ainsi conçu : « Tous les prisonniers seront libérés pour leur donner l'occasion ^{p.135} de se corriger ». Et on leur fournit aussitôt cette occasion, en les enrôlant en masse.

On se rendit aussitôt au yamen de la vice-royauté pour remettre, à Tcheng Ming Ki, le sceau de la présidence, mais on trouva, à sa place, une lettre de refus. Séance tenante, on nomma un journaliste de Hongkong nommé Hou Han Min. Cette décision fut d'autant plus aisément prise que les associations s'étaient mises, depuis le début, en rapport avec les comités révolutionnaires de la colonie anglaise. L'amiral Li, qui s'était distingué, les années précédentes, par la vigueur avec laquelle il avait réprimé toutes les tentatives de rébellion, accepta néanmoins de conserver le commandement de la marine. À midi, le drapeau de l'indépendance, bleu avec une étoile blanche, était arboré au milieu d'un grand enthousiasme et les nattes, de gré ou de force, commencèrent à tomber.

Le vice-roi s'était réfugié, à 4 heures du matin, au consulat d'Angleterre, dans la concession de Shameen. Il emportait 600.000 taëls appartenant à la Caisse provinciale. Le consul mit à sa disposition une canonnière qui l'emmena à Hong kong d'où il partit, pour voyager à l'étranger. Le grand trésorier s'était enfui la veille, en emportant, lui aussi, un sérieux viatique prélevé sur les fonds publics. La plupart des hauts fonctionnaires et les deux sous-préfets disparurent également. Le gouvernement passa donc ainsi totalement et d'un seul coup aux mains des révolutionnaires qui organisèrent, à la place des grandes directions anciennes, un certain ^{p.136} nombre de « bureaux » chargés de l'expédition des affaires courantes.

*

Les éléments de la Révolution étaient à peu près les mêmes qu'à Shanghai, mais avec des caractéristiques plus accusées encore et une atmosphère particulière, profondément originale, et qui tient au pittoresque, si extraordinaire, des mœurs de Canton.

La fin des Mandchous

Nous y retrouvons la même petite minorité de révolutionnaires purs, avec cette différence qu'ici elle était beaucoup plus étrangère encore à la population, puisqu'elle venait de l'extérieur : Hongkong, l'Indochine, Singapour. C'est cependant elle qui tout de suite domina, s'empara du pouvoir et l'exerça avec la même implacable tyrannie.

Le président, Hou Han Min, était un journaliste de Hongkong, ancien secrétaire de Sun Yat Sen ; le chef du bureau des Affaires étrangères Chan Chiu Pak, était également un journaliste de Hongkong ; le chef du bureau de l'Agriculture était un Chinois venu de notre Tonkin, etc... Il y avait autour d'eux des jeunes gens accourus d'Amérique, d'Europe, on nous en cita un de l'île Maurice, et qui tous s'étaient empressés de venir réclamer la fonction à laquelle leur qualité de membres de la « société du Serment » leur donnait droit ¹.

La classe des notables, malgré sa grande importance dans cette capitale du Sud, qui est la deuxième ville de ^{p.137} Chine, après Pékin, ne tint pas la place, ni n'assura le rôle qu'elle joua à Shanghai. Après avoir figuré, durant les journées qui précédèrent l'indépendance, elle s'éclipsa totalement, laissant le champ libre aux extrémistes. L'ancien Grand juge du Houpé, Liang Ting Foun, l'amiral Li, le directeur de l'arsenal, Ou Yang, d'esprit moderne et qui avait fait partie du groupe de Foukiennois venus étudier en France une trentaine d'années avant, l'académicien Kiang Kong Yin, leader de la société du *Self Government*, qui eut une si grande part dans le mouvement constitutionnel à Canton, les deux années précédentes ², tous ces hommes, dont certains avaient au suprême degré les tares de la vieille Chine, mais qui avaient du moins une expérience profonde du milieu et qui auraient pu être, comme Ou Ting Fang et son entourage, sur le Yangtsé, d'utiles conseillers, modérateurs et négociateurs, disparurent soudain, en route pour Hongkong, Macao ou Shanghai. S'il y avait eu, à Canton, comme dans cette dernière ville, de grandes concessions internationales où, non seulement ils auraient pu s'installer à l'abri, mais où ils auraient

¹ Voir l'introduction.

² Voir *Le Céleste Empire avant la Révolution*. — Chap. : Dans la Chine du Sud.

La fin des Mandchous

trouvé, dans l'atmosphère pondératrice d'une grosse colonie européenne, l'appui moral d'une immense agglomération chinoise, laborieuse et tranquille à l'abri de nos lois, ils auraient peut-être participé d'une toute autre façon aux événements et auraient maintenu la République cantonnaise dans des limites plus raisonnables.

p.138 Les guildes commerciales, si nombreuses et si influentes, dont l'attitude avait en somme déterminé le mouvement et la fuite du vice-roi, s'effacèrent presque aussi complètement. Ces associations, puissantes par le nombre de leurs adhérents et leur richesse, étaient à la fois très désireuses de faire sentir leur prépondérance, et très préoccupées, par suite d'un réalisme pratique étroit, de ce que leurs affaires n'aient pas à souffrir des événements. Cela les rendait très remuantes, très versatiles et les vouait à une perpétuelle opposition. Ainsi, plus tard, lors de la deuxième rébellion, devenues hostiles au gouvernement « Jeune-Chinois », dont les abus leur auront été fort préjudiciables, elles accueilleront avec enthousiasme le général Long Si Kouang, représentant de Yuan Chi Kai, pour comploter sourdement contre lui par la suite, malgré la sécurité que sa présence donnera à leurs affaires, parce que son attitude de dictateur supprimera complètement leur rôle au point de vue politique. Et c'est bien là une caractéristique de la traditionnelle effervescence cantonnaise : un habituel mécontentement, une agitation latente, très prompte à éclater, mais aussi prompte à se soumettre, à la première manifestation sérieuse de la force.

Quant à la masse, bien qu'elle participât, par sa nervosité, de cette propension à la révolte, très impressionnable, très craintive et, au fond, malgré les semblants de modernisme, très traditionnaliste, elle fut immédiatement prise d'une frayeur intense et elle partit par tous les bateaux, pour Macao et pour Hongkong. p.139 Chose incroyable, cette panique fut surtout provoquée par la menace des Mandchous qui, occupant une partie de la muraille de la cité tartare, munie d'antiques canons, menacèrent de se défendre en tirant sur la ville chinoise, si on les attaquait. Trois à quatre mille pauvres diables qu'angoissait la

La fin des Mandchous

crainte du massacre, affolèrent et mirent ainsi en fuite une énorme population chinoise.

Un élément tout à fait inattendu du nouveau gouvernement républicain, on peut même dire son instrument essentiel puisque ce fut sur lui que reposèrent le respect de l'autorité et le maintien de l'ordre, ce furent les bandes de pirates qui, de temps immémorial, faisaient la loi, en les écumant, sur toutes les rivières du Sud ¹.

Cette collaboration de réformistes avancés, partisans du programme socialiste de Sun Yat Sen, avec de moyenâgeux brigands, fut un spectacle curieux. Ce singulier retour à la légalité de bandits de grand chemin ne supprima pas du reste le fléau de la piraterie dans cette malheureuse région. Il y avait là une industrie d'une exploitation trop rémunératrice pour qu'on la laissât se perdre. À la place de chaque bande, ainsi transformée en gendarmerie républicaine, se constitua une bande nouvelle et il arriva que les premiers eurent à pourchasser les seconds. Ils le firent avec d'autant plus de conviction qu'ils les considéraient comme les usurpateurs de leur propre bien.

^{p.140} On pense bien que ce concours n'était pas de tout repos. Si cette étrange police exerçait une répression cruelle contre le moindre délit, très efficace pour maintenir l'ordre apparent, du moins dans la ville, les bandes, qui la composaient, différentes d'origine et même de race, ne tardèrent pas à se disputer la prépondérance et à entretenir des rivalités très préjudiciables à la tranquillité publique. Plus tard, au mois de mars de l'année suivante, quand le gouvernement, excédé de leurs exigences et de leurs querelles, voudra s'en débarrasser et les licencier, il faudra entreprendre, à travers le delta, une véritable campagne qui restera longtemps indécise et qui, si elle parvient à chasser les bandits de Canton même, n'arrivera pas néanmoins à les détruire.

La suprématie de ces bandes fut, durant les premiers mois, d'autant plus grande que la véritable armée avait pour ainsi dire disparu. Au début,

¹ Sur la piraterie dans la région de Canton, voir *Le Céleste Empire avant la Révolution*, p. 72 et suivantes.

La fin des Mandchous

et tant que le vice-roi Tchang Ming Ki se maintint, les troupes régulières combattirent ces pirates qui avaient déjà pris parti pour la Révolution et qui s'étaient considérablement augmentés par de nouveaux enrôlements. Elles les battirent, puis passèrent à leur tour à la rébellion. La première de ces défections eut lieu, le 6 novembre, à Tsientchen, sur la frontière de Macao, à l'instigation du chef pirate Li Ta Liou, de la sous-préfecture de Hiengchanhien. Après la fuite de Tcheng Ming Ki, elles adhérèrent en masse, avec leurs officiers, au mouvement, et leur général, Ouang Che Long, fut même nommé président-adjoint de la République cantonnaise. p.141 Elles furent ensuite en grande partie envoyées à Shanghai, et sur le Yangtsé, jusqu'à Outchang, pour aider à la lutte contre les troupes du Nord, au cas où l'armistice ne serait pas renouvelé.

Un riche chef de partisans du Kouangsi, Long Si Kouang, qui avait à sa solde une petite armée du genre de celle de Chang Chun, le défenseur de Nankin, et qui était descendu à Canton dès le commencement de la crise, ne sympathisant sans doute pas avec les nouveaux dirigeants qu'il devait du reste chasser un an et demi plus tard, au nom de Yuan Chi Kai, ne tarda pas à retourner dans son pays, avec ses *braves*, au grand regret des commerçants qui le priaient instamment de rester.

Il n'y eut plus, dès lors, à la tête de la grande métropole, qu'un petit groupe de jeunes modernistes en complet veston selon la dernière mode de Chicago et la horde haillonneuse des pillards de rivières. Ces bandes, qui entrèrent dans Canton, aussitôt après la proclamation de l'indépendance, étaient au nombre de quatre : la bande de la rivière de l'Ouest, la bande de la rivière de l'Est, la bande de la rivière du Nord et la bande de Pakkoï.

Il était bien évident qu'un tel gouvernement, appuyé sur une armée semblable, n'était pas, comme l'exigerait le régime républicain, une émanation du milieu, mais se trouvait au contraire absolument anormal. Les nouveaux maîtres sentirent tout ce que cette situation avait d'équivoque et pouvait leur susciter d'hostilité dangereuse, et c'est pour y parer sans doute qu'ils p.142 introduisirent, dans leur

La fin des Mandchous

Constitution, qui n'était rien moins que libérale, un article d'après lequel ils avaient non seulement le droit de dissoudre la future Assemblée, mais ils en excluèrent à l'avance « tous ceux qui auraient commis des actes ou écrit des ouvrages contre les révolutionnaires et les volontaires ».

*

Le but d'une Révolution étant le renversement d'une autorité abusive — désir que justifiait amplement le régime mandchou — et l'amélioration des conditions d'existence, celle-ci ne tarda pas à dévier singulièrement, à Canton plus encore que partout ailleurs, de sa fin naturelle.

On avait d'abord promis monts et merveilles.

« La Révolution, disait une proclamation placardée sur les murs et publiée par la presse, veut rétablir la vieille patrie chinoise, secouer la honte nationale et permettre aux 400 millions de Chinois de jouir du bonheur et de la liberté absolue.

Par les journaux, on fit encore espérer à la population que les contributions antérieures seraient abolies et que la vie serait à bien meilleur marché. Les habitants qui, depuis quelques années, ployaient sous des taxes multipliées et grossissantes, purent donc entrevoir un âge d'or où ils n'en paieraient plus aucune et où ils seraient désormais à l'abri de la rapacité et de la dureté mandarinales. La réalité ne tarda pas à démentir un si beau, rêve et de la plus cruelle façon.

p.143 Non seulement, il ne pouvait être question de la suppression des impôts, mais la situation financière, depuis longtemps fort mauvaise ¹, ayant encore été aggravée par les événements, il fallait bien trouver de l'argent. On usa pour cela des mêmes méthodes qu'à Shanghai, avec cette différence que, par suite de l'absence de grandes concessions européennes, la tyrannie eut encore moins de retenue. Ce fut le régime de la violence sans restriction.

¹ Il a été exposé, dans *Le Céleste Empire avant la Révolution* p. 58, comment, par suite de la dépréciation du papier monnaie provincial, la vice-royauté aurait fait banqueroute si elle n'avait reçu l'appui de banques étrangères ayant des succursales à Canton.

La fin des Mandchous

On pense bien d'ailleurs que la police, qui, de tous temps, avait été le grand fléau, n'allait pas désarmer alors qu'elle était entre les mains de brigands de profession. Sans doute, ces gardiens de la sûreté publique d'un nouveau genre assuraient d'autant mieux l'ordre général que tout délinquant était immédiatement mis à mort par eux, mais la population payait largement une sécurité obtenue d'une telle manière. Il était inévitable que les chefs de ces bandes, qui n'avaient pas abandonné leur fructueuse industrie sur les rivières pour satisfaire à des convictions républicaines désintéressées, n'entendissent rien perdre au change. Leur occupation courante étant auparavant le pillage, le vol et la vente des femmes et des enfants, Canton devait nécessairement leur apparaître comme une belle proie dont ils ne se firent donc pas faute de tirer le meilleur parti.

p.144 Le chef suprême de la police, Tcheng King Houa, l'ancien sous-préfet de l'empire, révoqué pour ses exactions et sa cruauté, et devenu depuis ardent révolutionnaire, n'était pas de nature à faire cesser de pareilles pratiques. Tout son passé mandarinal le poussait au contraire à agir de la même façon, et il le fit si bien qu'un an et demi plus tard, au su de tout le monde, il achetait pour 400.000 dollars (un million de francs) d'immeubles, à Hongkong.

C'étaient là du reste des abus dont tous les Chinois avaient une longue expérience et dont ils pouvaient s'accommoder tant que cela ne dépassait pas une limite possible. Mais ce qu'il y eut de tout à fait intolérable, ce fut que les nouvelles autorités contraignirent, sous peine de mort, les commerçants à accepter au taux officiel le papier monnaie dont on payait les soldats et qui, déjà très déprécié avant la révolution pour des raisons auxquelles il est fait allusion plus haut, ne valait absolument plus rien.

Ce despotisme de jeunes gens, qui exerçaient un pouvoir sans mesure ni contrôle, se doublait d'une véritable terreur. On coupait de force les tresses à tous les coins de rues ; on abattait les autels des divinités tutélaires des quartiers et on interdisait les pratiques rituelles auxquelles les Cantonnaires étaient attachés par des habitudes très

La fin des Mandchous

tenaces et par des superstitions plus puissantes encore que les traditions les plus enracinées.

La ville appartenait à une soldatesque d'autant plus dangereuse qu'elle était improvisée et composée des pires éléments. À tout instant, des cortèges passaient ^{p.145} de ces guerriers armés jusqu'aux dents et qui, sous le moindre prétexte, par simple réaction nerveuse, tiraient à l'aveuglette dans tous les sens. D'autres qu'on appelait *les bombardiers* se promenaient, en portant, des bombes de dynamite comme des oranges, au bout des doigts.

On parlait aussi d'affreuses représailles exercées dans un but de réparation aux mânes des révolutionnaires exécutés à la suite de la tentative avortée du mois d'avril. On avait, disait-on, pour cela, égorgé, sur leurs tombes, des Chinois connus pour faire partie de la société de Kang Yu Wei, fidèle à la dynastie mandchoue et par conséquent hostile aux révolutionnaires républicains ¹.

L'atmosphère d'excitation malade observée à Shanghai et les excentricités qu'elle provoquait se retrouvaient également à Canton. Les femmes, plus ou moins teintées de notions primaires et qui, avec les tout jeunes gens, subissaient surtout cette crise nerveuse à base de vanité puérile, y jouaient naturellement leur rôle. Cependant, par suite sans doute de l'éloignement de la bataille, les ambitions qu'elles manifestèrent furent moins guerrières que politiques, elles revendiquèrent surtout le droit, qu'elles obtinrent, de faire partie du nouveau Conseil provincial qui ne tarda pas, de ce fait, à être transformé en une invraisemblable pétaudière.

^{p.146} Certaines personnes du sexe faible participèrent cependant à la guerre et d'une façon plus inattendue encore. Les révolutionnaires qui se piquaient, on le sait, d'imitation occidentale, voulurent, ainsi que cela se voit dans les guerres européennes, que des « Dames de la Croix-Rouge » accompagnassent les soldats envoyés dans le Nord et,

¹ Voir à l'introduction, la véritable haine que les Kémingtangs de la nuance Sun Yat Sen nourrissaient contre Kang Yu Wei et ses amis.

La fin des Mandchous

n'en trouvant pas d'autres, ils firent partir, à ce titre, des « sampanières » que leur double profession, bien connue sur la rivière des Perles, de batelières et d'hétaïres n'avait guère préparées à ce rôle.

Ce fut une des choses gaies de cette comédie sinistre. Il y en eut en effet quelques autres. Il y eut notamment une catégorie d'individus qui, avec une habileté bien chinoise, surent tirer de la misère et de la détresse générale de beaux bénéfices, tout en devenant en outre des façons de personnages. Le gouvernement donnant 50 cents par jour à tous ceux qui s'engageaient dans l'armée républicaine et le dénûment poussant beaucoup de malheureux à s'embaucher de la sorte, on vit apparaître de loin en loin des affiches portant ces mots : « Ici on enrôle ». Les pauvres diables accoururent chez les tenanciers de ces bureaux qui en profitèrent pour se faire accepter comme recruteurs par les chefs auxquels il parut expédient de se décharger sur eux de cette besogne. Les soldats ainsi enrôlés devaient recevoir une solde de 50 cents par jour et l'enrôleur, qui la touchait, ne leur en donnait que 30. Cette charge s'accrut encore de celle de « protecteur du quartier » qui naturellement dut encore leur valoir quelques ^{p.147} avantages. Et il est permis de penser que, selon la traditionnelle coutume, ils durent eux-mêmes payer à qui de droit une sérieuse redevance.

Les dirigeants de cette République cantonnaise se trouvèrent d'ailleurs rapidement débordés par l'énorme tâche qui leur incombait et devant laquelle ils étaient d'autant plus embarrassés que le concours des hommes d'expérience, partis, leur manquait cruellement. Pénétré probablement de cette impuissance, le président Hou Han Min, profitant, à la fin du mois de décembre, du passage à Hongkong, de Sun Yat Sen, retour d'Amérique et d'Europe, en route vers Shanghai, s'empressa de laisser Canton sous le prétexte d'accompagner son ancien patron. Le président-adjoint, le général Ouang Che Long, ayant disparu de son côté et Ouang Chao Ming, l'auteur de l'attentat contre le régent, en 1910, déclinant la succession de Hou Han Min que Sun Yat Sen lui offrait, le pouvoir resta entre les mains du vice-président

La fin des Mandchous

Tcheng Kiong Ming, qui était membre du Conseil provincial, avant la révolution.

*

Nous arrivâmes à Canton dans les débuts de cette présidence de Tcheng Kiong Ming et nous ne tardâmes pas à savoir qu'il se débattait au milieu de difficultés au moins aussi grandes que celles qui avaient découragé son prédécesseur. Il avait d'abord gravement indisposé contre lui la bande la plus puissante, celle de la rivière de l'Ouest, dont le chef était un nommé ^{p.148} Louk Lang Tsing. Disons, en passant, que ce Louk s'était signalé, peu avant la Révolution, par le vol d'une partie des élèves de l'école primaire du gros village de Kieou Kiang, qu'il avait naturellement ensuite vendus. Le premier président, Hou Han Min, prenant, il faut croire, en considération, son audace, le nombre et les qualités guerrières de ses hommes, avait fait, de sa bande, sa garde favorite, sa garde prétorienne. Tcheng Kiong Ming ayant porté ses préférences sur la bande de la rivière de l'Est, qui était en outre composée de gens de Souatao, de Hakkas, ennemis des Cantonnaires, on devine le furieux mécontentement de Louk.

Un petit incident, qui éclata à cet instant, donna à ce dernier une occasion de manifester sa colère. L'histoire mérite d'être contée, car elle est de celles qui caractérisent le mieux l'abracadabrante atmosphère, mélangée de barbarie et de modernisme, dans laquelle se mouvait cette étonnante République : Les journaux ayant annoncé qu'un régiment s'était mutiné et était parti avec armes et bagages, le président Tcheng avait fait appeler les directeurs. Deux seulement s'étaient rendus à la convocation et avaient eu une discussion des plus vives avec le Président qui leur interdisait de parler dorénavant de tout ce qui concernait les troupes. Ils lui avaient déclaré qu'ils ne publieraient désormais plus ni ses communiqués, ni ses proclamations. Tcheng les avait fait arrêter et garder par des soldats, baïonnette au canon, mais, le lendemain, n'osant les retenir davantage, il les avait fait relâcher. C'est alors que Louk, averti, s'était posé en protecteur de la liberté de ^{p.149} la presse ; il était allé voir les directeurs des journaux et

La fin des Mandchous

s'était mis à leur disposition, pour leur fournir une garde permanente et les défendre. Les journalistes ayant décliné son offre, il leur avait dit :

— Vous ne voulez pas, cela ne fait rien. Sachez tout de même que si on porte atteinte à vos personnes, j'accourrai à votre secours avec tous mes partisans.

Les choses n'étaient pas allées plus loin, mais cela suffisait pour montrer combien était précaire l'ordre qui régnait à Canton.

Tcheng avait d'autres sujets d'inquiétude, plus importants et qui provenaient de la difficulté de tous les problèmes, financiers, administratifs et politiques, qu'il avait à résoudre. Le sentiment de son impuissance était si vif qu'il avait songé à faire offrir la tâche d'organiser le nouveau régime, dans le Sud, à un étranger considérable, Roosevelt, tout simplement. La proposition ne fut jamais transmise et on se doute de la réponse qu'elle aurait eue, mais le projet exista réellement. Un missionnaire français, duquel Tcheng prenait volontiers conseil et de qui nous tenons le renseignement, s'efforçait d'ailleurs, avec une ingénuité patriotique, de lui suggérer l'idée de faire appel à un homme politique de notre pays.

Détail piquant et qui montre combien ces hommes, oscillant entre la tyrannie la plus asiatique et un vague libéralisme théorique, étaient surtout des ignorants, ils prièrent ce même missionnaire de faire dans les milieux chinois des conférences sur les « Droits de l'Homme ». Mais Tcheng, à la grande surprise du missionnaire, ajouta :

— Il est inutile que vous parliez de la ^{p.150} république.

Les gens bien informés attribuèrent cette recommandation, si singulière chez un Président soi-disant républicain, à l'influence des émissaires de Yuan Chi Kaï qui avaient, disait-on, alors que Hou Han Min plus intransigeant, était encore là, trouvé moyen de lier partie, contre lui, avec Tcheng Kiong Ming.

Au cours des conversations que nous eûmes avec certains membres du gouvernement, nous pûmes constater ce découragement et cette humeur rétrograde qui semblaient être aussi le fait d'esprits avancés en

La fin des Mandchous

train de recevoir, des réalités, une sévère leçon. C'est ainsi que le directeur du bureau des Affaires étrangères, Chan Chiu Pak, à qui nous avons demandé quand il pensait que l'on pourrait établir un vrai régime constitutionnel, nous répondit que cela ne serait pas possible avant au plus tôt trois années, parce que ce temps était nécessaire pour y préparer les populations. Réponse bien étonnante et qui marquait un déconcertant changement d'opinion, si l'on se rappelle que ces mêmes éléments avancés estimaient, l'année précédente, l'établissement immédiat de ce régime comme indispensable à la Chine.

Un autre dirigeant se plaignait, à un de nos compatriotes, de ce qu'il n'y avait aucune unité de direction dans les affaires gouvernementales et de ce que, par suite de ce défaut de coordination, on ne pouvait obtenir de résultat sérieux. Plusieurs de ces gouvernants improvisés, se sentant inférieurs à leur tâche, songeaient, nous dit-on, à imiter Hou Han Min et à rejoindre Sun Yat Sen, à Nankin, où on commençait d'ailleurs ^{p.151} à trouver qu'il y avait un peu trop de Cantonais autour du grand homme.

Pour achever ce tableau et préciser l'atmosphère de cette époque qui suivit immédiatement la Révolution, il faut ajouter que tous ces personnages, membres notables de la « Jeune-Chine », avaient, comme à Shanghai, mis une sourdine à leur antérieur nationalisme ombrageux et antiétranger particulièrement vif auparavant à Canton, et faisaient preuve au contraire d'une amabilité systématique à l'égard des Européens. Un an plus tard, leur changement radical d'attitude, lorsqu'ils purent se croire définitivement les maîtres de la situation, allant jusqu'à aider ostensiblement, contre nous, les rebelles annamites, montra à quel mobile intéressé il fallait attribuer ce premier empressement à nous plaire.

En somme, pour exprimer en termes précis l'impression dernière que laissait à l'observateur le spectacle de cette expérience de gouvernement démocratique, on peut dire que l'on se trouvait sans doute en présence d'une République, mais que c'était à coup sûr « une République d'avant Jésus-Christ ».

*

La fin des Mandchous

Tout le Sud suivit naturellement la fortune de sa métropole, avec cependant une répercussion plus désastreuse encore sur les conditions d'existence des populations. Le développement extraordinaire de la piraterie et l'insécurité totale qu'entraînait la p.152 disparition subite de toute autorité — le pouvoir nouveau ne se faisant sentir que dans Canton — arrêtaient absolument les échanges. Plus rien, même pas le riz, ne se hasardait sur les routes d'eau, les seules qui existassent. En bien des endroits, des clans, des villages, en profitaient pour vider de vieilles querelles. On se battait un peu partout et, de la petite concession étrangère de Shameen, on entendait, le soir, les détonations des antiques couleuvrines venir de la campagne environnante.

Dans certains coins de la province, ce fut une lutte de races. À Souatao par exemple, les Hakkas et les Oklos se battirent à mort et les Hakkas ayant finalement triomphé, s'emparèrent de l'administration de cette ville qui est, en importance, le second port du Sud.

La province voisine du Kouangsi. qui fut toujours, économiquement et politiquement, tributaire de Canton, subit le contre-coup immédiat de ce qui s'était passé dans cette capitale et la proclamation de l'indépendance y suivit automatiquement celle du Kouangtoug. Mais, par suite de son éloignement à l'intérieur et du manque de forces militaires — les troupes régulières étant parties pour le Houpé, pour appuyer celles de Li Yuen Hung — susceptibles de régler le mouvement et d'assurer un pouvoir quelconque, ce fut tout de suite la plus intolérable anarchie.

Une correspondance de Koueylin à *L'Écho de Chine* ¹ fit savoir que le jour même où l'on devait fêter p.153 l'indépendance et où les rues étaient pavoisées, des bandes de *braves*, gardes de yamens, etc., avaient commencé un pillage en règle de la ville, en menant un grand vacarme de coups de fusils. D'autre part, les chefs du mouvement ayant décidé que les mandarins resteraient provisoirement en charge, les notables s'y opposèrent et presque partout des batailles

¹ *L'Écho de Chine* hebdomadaire, 16 décembre 1911.

La fin des Mandchous

s'engagèrent entre les satellites des mandarins qui voulaient rester en place et les hommes des notables qui désiraient les remplacer.

Selon une autre correspondance au même journal ¹, le généralissime ayant voulu, comme il avait été fait à Canton, engager à sa solde les pirates de la région, ceux-ci, trouvant plus rémunérateur, surtout en un pareil moment, de conserver leur profession, refusèrent dédaigneusement.

« À partir de Taiping, sur le Sikiang, disait le correspondant, la navigation est interrompue. Toute barque qui lente de passer est arrêtée et pillée. De Nanning à Outchéou, c'est l'anarchie complète. Le pays est aux mains des brigands. Les centres de Kaiping, Koeihien, Pingnan et Kiangkaou sont tombés en leur pouvoir, et ils mettent tout à feu et à sang quand on leur fait résistance.

Il y avait néanmoins, dans cette région, qui sera l'une des plus troublées de Chine durant tous ces événements, des hommes, malheureusement impuissants, qui eurent une compréhension exacte de la gravité et ^{p.154} des nécessités du moment. Ils rédigèrent une proclamation qu'ils firent placarder dans tous les coins de la province et qui mérite d'être reproduite, car elle est une des rares choses sensées que l'on ait pu lire dans toute la littérature des innombrables affiches révolutionnaires.

Le gouvernement mandchou, disaient les auteurs de ce manifeste, sous lequel nous vivions était absolument vermoulu. De décadence en décadence, il avait conduit notre pays à la plus misérable des situations. À toutes les demandes de réformes qui lui étaient adressées, il répondait invariablement par une fin de non-recevoir. Ce que voyant, nous, les fils de Han, nous nous persuadâmes que le seul moyen de sauver notre empire de la ruine était de renverser la dynastie et le gouvernement mandchous. En nous déclarant

¹ Id.

La fin des Mandchous

autonomes, nous nous sommes libérés de l'esclavage mandchou pour nous administrer nous-mêmes. Nous voulons nous donner un gouvernement de notre choix, et ce choix une fois fait, nous nous engageons tous à obéir aux justes défenseurs de l'autorité.

Il ne faudrait pas croire qu'en nous proclamant indépendants, nous ayons voulu signifier que désormais chaque individu serait son propre maître et ne relèverait absolument d'aucun chef. S'il en était ainsi, la Chine ressemblerait bientôt à un désert de sable mouvant, ce ne serait plus un empire. Tout pays doit avoir un code de lois, auxquelles chacun est tenu d'obéir. C'est à ce prix seulement que la paix publique peut être garantie.

Un pays, où chaque individu vivrait indépendant ne reconnaissant ni loi ni maître, ne serait pas un pays civilisé ; le désordre et le crime y régneraient bien vite en souverains.

.

p.155 Que chacun regarde l'avenir sans crainte, tout en restant dans sa propre condition. Lettrés, vivez en paix avec vos livres, soldats restez dans vos camps, paysans ne quittez point votre charrue, commerçants et artisans continuez de vaquer à vos affaires, et la paix publique ne sera point troublée...

Si quelque malandrin se met à susciter des affaires et nuire à la tranquillité commune, qu'il soit regardé comme l'ennemi de tous, qu'il soit dénoncé et puni avec toute la rigueur des lois...

Le paiement des différents impôts et des contributions diverses est une question de justice pour le peuple d'un pays civilisé. Que chacun donc se fasse un strict devoir de contribuer pour sa quote-part aux dépenses qui sont nécessaires pour assurer le bien public.

La fin des Mandchous

S'il est clair pour tout le monde qu'un gouvernement ne peut gérer la chose publique sans des dépenses considérables, il n'est pas moins évident, pour quiconque veut réfléchir, que c'est au peuple que revient la charge de subvenir à ces dépenses. Si, sous la dynastie étrangère des Mandchous, nous nous étions refusés à payer les impôts, nous n'aurions pas été excusables ; à combien plus forte raison ne le serions-nous point maintenant ? Ceux qui nous gouvernent ont été choisis par nous ; comment ne leur accorderions-nous pas de bon gré et de gaîté de cœur, ce que nous ne pensions pas devoir refuser à des étrangers ? Que tout le monde sache bien que le gouvernement militaire n'hésitera pas devant les moyens qui seraient jugés nécessaires pour avoir raison des récalcitrants. Ne vaut-il pas mieux accomplir son devoir de bonne grâce que d'avoir à regretter trop tard une conduite répréhensible ?

Jamais certainement paroles plus sages ne furent adressées à un auditoire moins fait pour les comprendre.

CHAPITRE IV

Dans les marches de l'Ouest

@

La révolution au Yunnan. — Une dictature militaire. — Au Setchoen et au Koeitchéou. — Anarchie, brigandages et atrocités.

p.156 Il est une province que l'on ne peut vraiment passer sous silence, non seulement parce qu'elle fut la quatrième pierre angulaire de la Révolution, mais en raison du caractère de détermination et de l'espèce d'isolement autonome de son mouvement, c'est le Yunnan. Alors que le Yangtsé hésitait encore, avant Shanghai et bien avant Canton, malgré que l'énorme distance qui la séparait du foyer du soulèvement empêchât toutes relations avec les rebelles, la révolte y éclatait le 28 octobre et, le 31, triomphait à la capitale Yunnanfou.

D'après les renseignements donnés par les quelques Français qui se trouvaient présents, les choses se passèrent ainsi :

Le soulèvement éclata près de la frontière birmane, p.157 dans la région de Bhamo, gagna Tengyueh, puis le grand marché de Talifou ; il se déclencha enfin à Yunnanfou.

Diverses circonstances étaient favorables à son développement. La grande tentative avortée de 1908, dans cette province, avait laissé de mauvais ferments que le voisinage de la frontière comme l'éloignement du pouvoir central, permettaient aux révolutionnaires, réfugiés au Tonkin et en Birmanie, d'entretenir. Les nombreux éléments musulmans de cette région devaient également adhérer au mouvement avec d'autant plus d'entrain que le souvenir des impitoyables répressions qu'ils avaient eu à diverses reprises à subir de la part de la dynastie mandchoue était particulièrement cuisant.

De plus, les troupes modernes, organisées depuis peu avec beaucoup de soin à cause de la proximité d'une frontière réputée dangereuse, de ce fait les meilleures de Chine après celles du Nord,

La fin des Mandchous

avaient beaucoup de jeunes officiers ayant étudié au Japon et acquis aux idées révolutionnaires. C'était le cas même du jeune général, qui les commandait, Tsai, intelligent et énergique, Hounanais d'origine. Les uns et les autres furent donc aussitôt acquis à la Révolution pour le triomphe de laquelle, sous le commandement de Tsai, ils constituèrent une armée grossie de toutes sortes de volontaires.

Cette armée entra en action, le 30, à Yunnanfou. en brûlant les casernes de la porte du Nord et en attaquant l'arsenal où les soldats loyalistes se trouvaient rassemblés sous les ordres du général en chef Yang qui, p.158 fidèle à son devoir, se fit noblement tuer. Le combat fut violent et coûta la vie à 400 hommes.

Les troupes rebelles, victorieuses, entrèrent, le lendemain, dans la ville et défirent la petite garde de *Braves* qui défendait le yamen du vice-roi. Ce dernier, Li King Chi, neveu du grand Li Hung Chang, put, sous la protection du consul de France, M. Wilden, dont la conduite, dans toutes ces affaires, fut au-dessus de tout éloge, se réfugier, avec sa famille, au Tonkin et, de là, à Shanghai. Il faut signaler aussi le médecin du consulat, docteur Vadon, qui parvint, grâce à son dévouement et malgré les moyens très restreints de son installation, à soigner de nombreux blessés.

Parmi les grands mandarins, en outre du général Yang, le Grand trésorier Cheu, Mandchou, ancien répétiteur à l'École des Langues orientales de Paris, qui nous avait fait, en 1910 un aimable accueil à Yunnanfou, le Grand examinateur et l'Intendant général furent massacrés. Une fille de Cheu fut blessée. Les autres hauts fonctionnaires et la malheureuse famille de Cheu trouvèrent un abri au consulat de France.

Le 31, l'autorité impériale avait donc vécu à Yunnanfou et à sa place s'installait, sous la direction du général Tsai, un gouvernement républicain qui prenait pour insigne, sur son drapeau et sur l'uniforme de ses soldats, le vieux caractère *Han*, symbolisant ainsi le retour à un pouvoir national chinois.

La fin des Mandchous

Quant à la population, très passive et indifférente à la forme de gouvernement, elle accepta d'autant mieux le fait accompli que le précédent vice-roi, le ^{p.159} Mandchou Sié Liang, l'avait ruinée en supprimant radicalement, par une méthode implacable allant jusqu'à la peine de mort, la culture du pavot qui était sa seule richesse. Elle se résigna donc sans peine à ce changement de régime et le sanctionna sur-le-champ en reprenant la culture du pavot ¹ et, avec moins d'entrain, en se coupant la natte. Ce sacrifice capillaire avait été du reste formellement ordonné.

À Mongtzeu, centre le plus important après la capitale et seule ville ouverte aux étrangers, dans la province, le taotaï, décidé à faire son devoir, refusa d'abord d'afficher la proclamation que lui avait envoyée le général Tsai. Le danger le plus pressant venait des mines d'étain de Kotiéou, distantes de 50 kilomètres. On craignait que les 20.000 ouvriers qui y travaillaient, poussés par le besoin et par l'appât du butin, ne vinssent se livrer au pillage. On le craignait d'autant plus que les deux ingénieurs allemands de Kotiéou, sur les conseils du directeur chinois, étaient partis et étaient venus se réfugier à Mongtzeu. Ce péril fut cependant évité grâce à l'intelligence et à la fermeté du taotaï de la mine qui fit un achat considérable de riz au Tonkin et put ainsi maintenir la tranquillité, en garantissant ses ouvriers contre la famine.

Par contre, il apparut très vite qu'on empêcherait beaucoup plus difficilement la venue des ^{p.160} révolutionnaires. Aussi, lorsqu'on apprit qu'ils s'étaient emparés de la préfecture voisine, Linganfou, le taotaï, renonçant à ses velléités de résistance, sous la pression, dit-on, des notables, fit arborer le drapeau de la Révolution, un petit carré blanc dans un grand carré rouge, orné du caractère *Han*. Cela se passait le 5 novembre.

Le soir, le taotaï et le général ayant déserté leur poste pour se réfugier, l'un à la direction européenne des Douanes impériales, l'autre,

¹ Le fait a été mentionné par le docteur Legendre qui se trouvait dans l'Ouest chinois pendant la révolution. *Le Temps*, 17 juin 1912.

La fin des Mandchous

au consulat de France, les vieilles troupes assaillirent le yamen et y pillèrent les 70.000 taëls qui s'y trouvaient en réserve.

Le 6, le commandant Ou Tchouang Cheng, ancien élève de l'École Pavie, à Hanoï, délégué par les révolutionnaires, vint prendre possession de la ville. Reçu par les notables, le taotaï s'étant enfui au Tonkin, il fit une visite au consul de France et fit apposer sur les murailles deux proclamations, faisant, dans l'une, connaître la déchéance de la dynastie mandchoue et, dans l'autre, menaçant de la peine de mort tous les perturbateurs et les pillards. La décapitation du général de Mongtzeu et du commandant des troupes qui avaient pillé la caisse du taotaï, tenus pour responsables de ce brigandage, servirent du reste de leçon immédiate.

L'armée révolutionnaire, composée de 3.000 hommes environ et commandée par le général Tchao, fit son entrée à Mongtzeu, le 7.

Naturellement, là aussi, ce fut le signal de l'ablation des tresses.

Ce changement de régime s'était donc opéré à p.161 Mongtzeu, sans grand mal et il se consolida encore par la suite, mais il y eut, au commencement du mois de décembre, une vive alerte. Les troupes, venues de Linganfou avec le général Tchao, auxquelles on n'avait pas donné les vingt mille dollars qui leur avaient été promis et qui ne recevaient que les six dollars cinquante par mois qui leur étaient payés sous l'empire, se mutinèrent, s'emparèrent du trésor provincial et pillèrent de nombreux magasins, parmi lesquels quelques maisons françaises. Il n'y eut heureusement pas de victimes parmi nos compatriotes, le consul, M. Beauvais jeune, qui voyait la situation se gâter, les ayant très opportunément engagés, peu de temps auparavant, à gagner le Tonkin.

Cette bagarre eut un caractère xénophobe assez marqué pour que notre gouvernement de l'Indo-Chine s'en soit inquiété et ait songé un instant à envoyer des troupes pour protéger notre ligne du Yunnan et nos consuls. On n'en fit rien et ce fut préférable, car cela aurait pu créer une situation à laquelle il nous eût été impossible de faire face avec le peu de forces dont nous disposions. Aucun fait de ce genre ne

La fin des Mandchous

se reproduisit d'ailleurs et les relations avec les autorités nouvelles, par le fait que celles-ci eurent besoin de nous, furent même meilleures qu'elles ne l'avaient jamais été avec les anciennes.

À partir de ce moment, la province, sous ses nouveaux maîtres, reprit à peu près et d'autant mieux son existence normale que ce fut peut-être celle, dans toute la Chine, où la Révolution occasionna le moins de p.162 heurts et de dommages. Le mouvement y fut mieux ordonné, plus digne, à tous les points de vue d'une qualité meilleure qu'ailleurs. On n'y trompa pas les populations, en leur promettant un âge d'or aussitôt cruellement démenti. On les prévint au contraire que les impôts seraient payés comme auparavant.

Comme dans les autres centres de la révolution, le point noir était dans la situation financière. Pour parer au manque d'argent, on supprima les emplois élevés et on décida que les fonctions de préfets seraient exercées par des notables, et gratuites. Cette gratuité était évidemment dangereuse et n'était pas de nature, bien au contraire, à faire cesser les anciens abus. Les nouveaux fonctionnaires se paieraient fatalement, comme les précédents mandarins, par le « squeeze », mais c'était une traditionnelle pratique à laquelle les populations étaient faites et que son exagération, facilitée par le prétexte des réformes, avait, seule, rendue intolérable. Il y avait du reste, pour elles, une très sérieuse compensation dans la reprise de la culture du pavot.

Les troupes, qui furent partout la cause des troubles les plus graves, soit que, ne touchant pas leur solde, elles fussent ainsi poussées au pillage, soit que l'attrait du butin suffit à les y entraîner, n'infligèrent pas au Yunnan, sauf l'incident de Mongtzeu promptement réprimé, ce redoutable fléau. Non qu'elles fussent d'une moralité supérieure à celles des autres régions, mais parce que leurs naturels appétits furent détournés sur le Setchoen. Sous le beau prétexte d'enlever cette p.163 province aux forces impériales qui la tenaient encore et la pillaient d'ailleurs impitoyablement, on organisa en effet une expédition qui amena une bonne partie de l'armée yunnanaise dans l'espèce de terre promise qu'était cette contrée, la plus riche du Céleste Empire.

La fin des Mandchous

N'y avait-il pas là, en outre de ce but révolutionnaire et d'un moyen de payer grassement ses soldats, une tendance à conquête d'impérialisme et un désir de domination ? La chose n'aurait pas été nouvelle au Yunnan. En 1885, un vice-roi, Tsien Yu Ying, avait déjà eu l'intention de convertir la Chine occidentale en fief indépendant, en profitant de la réunion des bandes qu'il avait levées pour faire la guerre aux Français. Ces bandes avaient pillé et soumis notamment toutes les régions limitrophes du Yunnan et du Kouangsi ¹.

Cette prépondérance dans l'Ouest est la conséquence normale du soin que l'on a toujours eu d'armer sérieusement cette marche frontière et elle était, dès le début de la révolution, si marquée, que l'on crut, du moins en Indo-Chine, que cette province allait se détacher du tronc chinois et se constituer en État complètement autonome. Le mouvement particulariste qui se manifesta par la décision de ne prendre comme fonctionnaires que des Yunnanais contribua davantage encore accréditer cette croyance qui fut d'ailleurs démentie par les faits.

Le général Tsai fit bien exécuter des tournées ^{p.164} fructueuses à ses troupes dans le Setchoen, son autorité s'exerça bien sans aucun contrôle, mais il garda le contact avec Nankin d'abord, ensuite avec Yuan Chi Kai, avec lequel il lia finalement partie au point que, plus tard, lorsque, après la rébellion du Sud, Yuan Chi Kai l'appela auprès de lui, il n'hésita pas à abandonner ce que tout le monde considérait comme son fief. À défaut d'autres raisons, qui ne lui manquaient pas, et en première ligne la nécessité de faire bloc avec l'ensemble du pays, pour éviter les empiétements toujours redoutés des nations étrangères, la question d'argent aurait certainement suffi pour faire renoncer ce Hounanais très intelligent, très réaliste — le seul qu'aient vraiment révélé les événements, en dehors de Yuan Chi Kai — à des visées si ambitieuses et si incertaines. Le Yunnan pouvait bien, en des époques de troubles, jouer un rôle de condottiere, s'imposer à ses voisins et même les razzier, mais il manquait vraiment trop de ressources, non

¹ Lettres de Chine au *Journal des Débats*, décembre 1885.

La fin des Mandchous

seulement pour s'organiser en État autonome, mais même pour avoir une politique indépendante ¹.

*

La situation la plus curieuse et la plus triste, dans ce grand bouleversement, fut assurément celle du ^{p.165} Setchoen. Cette province, qui avait vu naître la Révolution, fut la dernière à être soumise par les révolutionnaires. Ainsi, bien loin d'avoir la tranquillité relative que lui aurait assurée le prompt triomphe d'un parti, elle fut le théâtre de luttes sans fin et comme elle était une superbe proie — la plus belle, la plus riche de Chine — les rapaces accoururent de tous les côtés pour prendre leur part de ses dépouilles.

Rappelons brièvement les faits déjà exposés au premier chapitre :

Les populations qui avaient accueilli sans émotion, au mois de mai 1911, la mainmise de l'État sur les grandes voies ferrées en construction, travaillées d'un côté par des notables intéressés dans la gestion de cette affaire et peu désireux de rendre les comptes qu'exigeait cette mutation, de l'autre, par des éléments « Jeune-Chine », cherchant à utiliser l'occasion pour créer une agitation profitable à leur cause, commencent, au mois de juillet, à manifester leur mécontentement.

Le 7 septembre, une grave échauffourée a lieu à la capitale, Tchengtou. Le yamen du vice-roi est attaqué, mais les troupes repoussent les assaillants et le vice-roi, Tchao Eul Fong, réputé pour son énergie brutale, exerce une répression terrible. D'innombrables têtes sont coupées.

Les rebelles sont rejetés hors de Tchengtou, mais une sourde campagne se poursuit et les commerçants de toutes les villes importantes, sous l'effet d'injonctions secrètes, leur ordonnant sous peine de châtiment en cas ^{p.166} de refus, de faire grève, pour protester contre le gouvernement, ferment leurs boutiques.

¹ Un an et demi plus tard, quand les révolutionnaires du Sud se rebellèrent de nouveau, mais, cette fois, contre le président Yuan Chi Kai, le Yunnan avait, à son budget, un déficit de quatre millions de taëls qui ne pouvait être comblé qu'avec l'aide du gouvernement de Pékin.

La fin des Mandchous

Le Trône envoie Toan Fang avec des troupes du Houpé pour combattre l'insurrection. Tsen Tchoen Hien est nommé haut-commissaire avec pleins pouvoirs, mais la rébellion d'Ou-tchang l'empêche de rejoindre.

À partir de ce moment, le Setchoen devient le théâtre des désordres les plus confus et les plus effroyables. L'anarchie est à son comble.

Le mouvement, parmi les populations, était à son origine purement économique, sans aucune nuance révolutionnaire, comme il a été déjà dit, mais, à sa faveur, les *Kémingtangs* avaient organisé des bandes de rebelles qui, après avoir échoué dans l'attaque de Tchengtou, tenaient la campagne. Les troupes, qui les pourchassaient, en profitaient pour piller et ravager tout ce qui se trouvait sur leur passage. Comme si cela n'était pas suffisant, des bandes de brigands professionnels firent leur apparition. Enfin, les troupes du Yunnan et du Koeitchéou vinrent à leur tour prendre part à la curée.

Les uns et les autres, les révolutionnaires comme les impériaux, firent assaut de barbarie, et les atrocités qu'ils commirent dans cette malheureuse province dépassent toute imagination. Voici ce qu'écrivait, de Tchengtou, à *L'Écho de Chine*, son correspondant particulier :

La ville de Sin Tsin a été le théâtre d'horreurs qui font frémir d'indignation nos tempéraments réputés barbares par les Célestes réputés doux et civilisés. Les révolutionnaires y ont agi en maîtres incontestés pendant plus d'un mois. Dès le premier moment, ils se sont emparés du mandarin ^{p.167} et de toute l'administration. Chaque jour, ils prélevaient autant d'impôts que cela leur plaisait, des impôts plus lourds que ceux contre lesquels ils protestaient, et suffisamment pour faire bombance et ne se priver de rien, — il restait encore sept mille ligatures en caisse et plus de cent tan (mille boisseaux) de riz lorsqu'ils ont été expulsés par les impériaux ; chaque jour aussi, ils jugeaient et condamnaient à la décapitation tous ceux dont ils croyaient avoir à se plaindre et qu'à tort ou à raison ils considéraient comme espions du vice-roi ou comme émissaires des troupes

La fin des Mandchous

régulières. Que d'innocents exécutés ! Que de haines et de rancunes assouvies sous couleur de patriotisme ! Le chiffre des immolés s'élevait parfois à cinq ou six dans un jour, *et tous, du premier au dernier, ont été entièrement dévorés par la foule fanatisée. Rien n'aurait été rejeté, pas même les intestins.* Et je tiens, de source sûre et autorisée, que *le foie d'un ex-officier de gendarmerie aurait été envoyé à une distance de plus de dix lis et que seuls les premiers parmi les notables auraient eu le triste privilège d'en recevoir une part.* Ces atrocités et bien d'autres encore dénoncent au mépris mondial le peuple qui s'en est rendu coupable, qui s'est ainsi ravalé au-dessous des cannibales les moins humains ¹.

De Tchengtou même, on écrivait, le 2 novembre, à *L'Écho de Chine* :

À peu près toutes les villes qui se trouvent à 100 à 200 lis de Tchengtou ont été plus ou moins occupées par les rebelles. Tous les yamens ont été pillés, dévastés, les monts-de-piété, les banques ont été également pillés et les riches mis à contribution.

p.168 À la fin du mois de novembre, la crise s'aggrave encore. Plusieurs villes importantes passent successivement à la Révolution : Tchongking, Souifou, Sin Tsin, Kientchéou, etc. Les troupes, qui étaient jusque-là restées fidèles à l'empire, se mutinent. Toan Fang, en route de Tchongking à Tchengtou, est tué, le 27, par ses propres soldats.

À Tchengtou même, le 8 décembre, la garnison se soulève, pille et saccage la ville. Un docteur de la mission médicale française, le major Jouveau-Dubreuil, a donné un tableau saisissant des scènes extraordinaires qui se déroulèrent, ce jour-là, dans la capitale du Setchoen.

Le 8 décembre, à midi, écrit-il, je quittais l'hôpital pour me rendre chez le docteur Mouillac où je devais déjeuner lorsque je vis la foule qui se précipitait dans la direction de la cité

¹ *L'Écho de Chine* hebdomadaire, 18 novembre 1911.

La fin des Mandchous

impériale, en proie à une terreur extraordinaire. Toutes les portes des magasins se fermaient, les drapeaux et affiches étaient enlevés. Je traversai ainsi près de la moitié de la ville. Partout, les gens fuyaient en courant, et je me rappellerai toujours cette expression de frayeur indicible peinte sur tous les visages.

Arrivés chez le docteur Mouillac, nous apprîmes par le téléphone ce qui venait de se produire. L'ancienne armée avait été réunie, à 11 heures du matin, pour le paiement de la solde. Sous le prétexte qu'ils allaient partir en campagne, les soldats réclamèrent un mois de solde d'avance. Les payeurs ayant répondu qu'ils n'avaient reçu aucun ordre, quelques coups de feu furent tirés et un soldat et un payeur tués. Puis, les soldats se répandirent dans les rues en criant : « Au pillage ! » Ils se portèrent d'abord sur les banques qui furent pillées en quelques heures. Elles ^{p.169} contenaient plus de 20 millions de piastres. À trois heures de l'après-midi, elles étaient vides ; ce fut le tour des monts-de-piété et des riches commerçants. Bientôt d'ailleurs, les soldats ne furent plus seuls, une foule de gens du peuple, de coolies, se joignirent à eux. Alors, le mouvement fut général, tous les commerçants y passèrent, ceux qui essayaient de se défendre étaient tués immédiatement ; les pillards n'avaient pas de temps à perdre. Vers le soir, la situation devint encore plus menaçante. Les divers magasins de munitions et d'armes furent ouverts, et la foule s'empara d'une vingtaine de milliers de fusils et de millions de cartouches. La police, craignant de se faire massacrer, rentra dans ses casernes. Afin de répandre la terreur et d'empêcher toute tentative de défense de la part des habitants, des coups de fusils étaient tirés en l'air et obliquement. Cette fusillade dura toute l'après-midi et toute la nuit, continuelle, serrée, avec en moyenne plusieurs coups par seconde. Quand les balles passaient sur la maison on

La fin des Mandchous

entendait le sifflement sec, tous les fusils pris étaient du dernier modèle, avec chargeurs.

À mesure que la nuit, venait, on commençait à voir la lueur rougeâtre des incendies que l'on allumait. Les soldats répandaient sur une maison plusieurs bidons de pétrole, puis mettaient le feu. La flamme montait brusquement comme un long éclair, puis l'incendie commençait. Vers deux heures du soir, nous comptions plus de dix foyers autour de nous, heureusement assez loin. Cette nuit-là, il n'y eut pas de vent, sans quoi toute la ville, construite en bois, aurait brûlé. Mais il faisait un temps froid et brumeux, et je plains les milliers de personnes qui chassées de chez elles durent fuir on ne sait où ¹.

p.170 Le vice roi Tchao Eul Fong réussit encore à maintenir son autorité quelque temps après cette bagarre, mais elle était désormais chancelante ². De même qu'à Canton, ce furent des fausses nouvelles qui précipitèrent le dénouement. On annonça coup sur coup l'incendie de Pékin, la mort du régent et la fuite de l'empereur. Les soldats et la police qui, jusqu'alors étaient restés tant bien que mal, malgré leurs deux précédentes défections, fidèles à l'empire, abandonnèrent, cette fois, définitivement, une cause jugée perdue et se joignirent aux rebelles. La république fut proclamée le 20 et Tchao Eul Fong, aussitôt arrêté, eut la tête tranchée trois jours après.

La région que l'on appelle le Kientchang et qui est limitrophe du Yunnan fut une des parties de la province qui eurent le plus à souffrir. Les Kolaohoei (Vieux Frères), très nombreux de ce côté-là, avaient formé, à la fin du mois d'octobre, une bande de plusieurs milliers d'hommes et, sous le commandement d'un chef de brigands très connu, Tchang Sao Tang, s'étaient mis à piller, incendier et massacrer, s'acharnant

¹ *Revue française de l'étranger et des colonies*, juillet 1912.

² Dans un exposé général des événements, daté du 20 février 1912, l'agence d'Extrême-Orient dit que, à ce moment-là, le peuple nomma, comme vice-roi, Pou Tien Kun, président de l'Assemblée provinciale et que après un accord avec lui, Tchao Eul

La fin des Mandchous

particulièrement, dans un sentiment xénophobe ^{p.171} très accusé, contre tous les étrangers qui tombaient entre leurs mains. Plusieurs missions catholiques françaises furent dévastées. Un missionnaire, le père Castanet, fut assassiné. Le docteur Legendre, qui, accompagné du lieutenant Dessirier, parcourait ces contrées, à l'étude desquelles il avait déjà consacré plusieurs voyages, fut attaqué et grièvement blessé ainsi que son compagnon. Tous leurs bagages leur furent enlevés. Ils ne durent leur salut qu'à une courageuse famille de notables chinois qui les recueillit, les cacha et facilita leur retour au Yunnan.

Une lettre qu'un missionnaire adressait, le 14 novembre, de la ville de Kientcheng, à *L'Écho de Chine*, donne une idée de l'effarant cauchemar que fut, dans ce coin de Chine, la Révolution et qui n'était d'ailleurs qu'une reproduction plus accentuée, plus sombre, de ce qui se passait sur beaucoup d'autres points. Après avoir dit que, le 25 octobre, Tchang Sao Tang marchait avec sa bande sur le chef-lieu du pays, Ningyuenfou, pour s'en emparer et y tuer mandarins et missionnaires, il ajoutait :

Je recevais cette nouvelle le 26, à 5 heures du matin, et presque à la même heure, le sous-préfet était massacré avec tout son personnel par Tchang Sao Tang, entré en ville à l'ouverture des portes.

J'étais à ce moment à Hosi, à 5 kilomètres à peine de la route suivie et occupée par les brigands, mais de l'autre côté du fleuve. Dans l'après-midi, un chrétien vint me supplier de me cacher chez lui. Je ne puis résister à ses larmes, mais comme, le soir, il n'y avait rien encore, je retourne ^{p.172} à l'oratoire. Je monte la garde toute la nuit. Le 27 à midi, je reçois une lettre du Père Supérieur, me confirmant tout ce que je savais déjà et, à peine avais-je fini de la lire, qu'on me crie :

— Les voilà.

Fong devait partir pour le Thibet où il avait fait une expédition l'année avant. Sur ces entrefaites se seraient produites la rébellion et l'arrestation de Tchao Eul Fong.

La fin des Mandchous

Aussitôt j'entends des cris féroces, des hurlements sauvages, et une grêle de pierres s'abat sur les portes et fenêtres de ma pauvre maison en bois. J'étais seul dans ma chambre avec un domestique qui voulait mourir avec moi.

Les brigands pénétraient, cassant et brisant tout ; j'étais debout, mon crucifix à la main, mais lorsqu'ils secouaient déjà la porte même de ma chambre et allaient la défoncer, criant toujours : « Où est l'Européen » j'ouvris la fenêtre, me précipitai à travers le jardin sans rencontrer personne et passai par le toit de l'écurie d'où je sautai dans la rizière et me sauvai chez le chrétien de la veille, à deux lis de distance.

J'entends encore les hurlements des bandits. Bientôt mon domestique et une petite fille de l'école me rejoignent. Heureusement les brigands ne m'ont pas vu fuir ; je puis donc rester jusqu'à la nuit chez le chrétien qui me conduit alors chez son beau-père païen. Je reste trois jours chez ce dernier, d'heure en heure pouvant être pris, et tué, entendant les bruits les plus sinistres, recevant de très mauvaises nouvelles sur la situation générale du Kientchang.

Le samedi 4 novembre, les soldats arrivés par petits paquets de Tchengtou, attaquèrent Tchang Sao Tang, retiré à 15 lis des murs, dans une grande pagode. Ils le mirent en fuite en tuant 300 de ses partisans. Depuis ce jour, ce fut la chasse à l'homme. Jusqu'ici, 220 ont été décapités ou *écorchés vifs*. Le Tchang Sao Tang lui-même a été pris et *écorché, le peuple et les soldats se sont partagés son cœur, son foie et sa cervelle pour les dévorer. Une vieille femme a mangé un bras*. Les créneaux de la ville ^{p.173} sont encore pleins de sang ; des têtes restent suspendues aux branches des arbres, etc... ¹.

Mgr de Guébriant, évêque du Kientchang, le guide et le protecteur des missions Legendre et d'Ollone, qui rentrait de France au mois de

¹ *L'Écho de Chine*, janvier 1912.

La fin des Mandchous

décembre, envoyait, de Ningyuenfou, le 3 janvier, à un de ses amis, des impressions très pessimistes auxquelles sa haute autorité donnait une valeur particulière et qui, dépassant les limites de sa région, indiquaient à l'avance le seul cas où la Chine pouvait être sauvée et qui justement se réalisa. Il disait, en effet, dans cette lettre :

Ici le préfet a proclamé discrètement, sur la demande des notables, l'indépendance provisoire du Kientchang, en attendant que l'état de choses nouveau soit organisé et que les communications soient rétablies. Il y a des éléments de désordres à l'intérieur du pays et des dangers venant du dehors, du fait des soldats débandés qui reviennent de Kiatin, Tchengtou, etc., et *des entreprises du gouvernement yunnanais*, qui n'ayant plus d'argent pour payer les milliers d'hommes qu'il a revêtus d'uniformes et pourvus d'armes perfectionnées, les envoie le plus loin qu'il peut de Yunnanfou et les laisse faire des incursions qui sont un simple brigandage sur le territoire du Kientchang.

Nous pourrions nous en tirer si les pourparlers aboutissent entre Yuan Chi Kai et les autres. Sinon, tout peut arriver. Les réformistes, sans chefs, sans unité, sans argent, se montrent (ici cela saute aux yeux) incapables de fonder quelque chose de stable. Et la lutte qui continue ^{p.174} n'est plus entre les réformistes et les réactionnaires, mais entre l'ordre et le désordre, entre les braves gens et les Kolaohoei ¹.

L'autre province de l'Ouest, infiniment moins importante que les deux autres, le Koeitchéou, suivit l'exemple du Yunnan à la vice-royauté duquel elle avait du reste toujours appartenu. La proclamation de la République, à Koeïyang, suivit de près celle de Yunnanfou et la majeure partie de ses troupes allèrent aussi guerroyer au Setchoen et vivre à ses dépens. Celles-ci n'avaient même pas choisi la plus mauvaise part ; tandis que celles du Yunnan opéraient dans le

¹ *L'Écho de Chine*, hebdomadaire, 3 février 1912.

La fin des Mandchous

Kientchang, elles se fixèrent dans le voisinage de Tchongking, la métropole commerciale du haut Yangtsé.

Pendant ce temps du reste, à l'imitation de son autre voisin, le Kouangsi, elle était ravagée par la piraterie la plus affreuse. Là, comme partout, sous les mots de « république » et d'« indépendance », c'était le réveil de la plus vieille et de la plus incroyable barbarie asiatique.

@

CHAPITRE V

Caractéristiques générales

@

Situation respective des provinces. — Les éléments en jeu, leur force, leurs mobiles. — Mouvement antiréformiste. — Le rôle de la presse. — L'attitude des missions.

p.175 À la fin de 1911, le mouvement révolutionnaire avait atteint son point culminant et avait rallié à sa cause toutes les provinces que leurs tendances antérieures et surtout leur éloignement de Pékin mettaient à sa merci.

Les deux groupes adverses se répartissaient de la manière suivante :

Le Hounan, presque tout le Houpé, le Kiangsi, la moitié du Nganhoei, la moitié du Kiangsou, le Tchékiang, le Foukien, le Kouangtong, le Kouangsi, le Yunnan, le Koeitchéou et le Setchoen étaient acquis à la Révolution.

p.176 Le Petchili, le Chantong, le Honan, le Chansi, le Chensi, le Kansou, le nord du Houpé, la moitié du Nganhoei et du Kiangsou, le Sinkiang (Turkestan), les trois provinces de Mandchourie (Moukden, Kirin, Helongkiang) restaient soumis au gouvernement de Pékin.

Le vieil empire du Milieu se trouvait ainsi partagé en deux fractions à peu près égales qui semblaient devoir faire désormais deux Chine ennemies, celle du Nord et celle du Sud, dont la limite naturelle était le grand fleuve central du Yangtsé.

L'attitude de ces provinces fut donc déterminée surtout par la situation géographique. Les quatre grands foyers de la rébellion : Outchang, Shanghai, Canton et le Yunnan, étaient au delà de la profonde coupure fluviale, véritable frontière naturelle, digne de séparer de considérables États. Et ces quatre centres entraînaient, par la force des choses, les provinces plus faibles qui gravitaient autour d'eux. Le Hounan, le Kiangsi et, par contre-coup le Foukien, où

La fin des Mandchous

l'indépendance fut proclamée par des troupes hounanaises d'origine, suivent le sort du Houpé ; le Nganhoei et le Tchékiang suivent Shanghai et Nankin ; le Kouangsi suit le Kouangtong, le Setchoen et le Koeitchéou sont influencés par le Yunnan.

Certaines furent divisées par le Yangtsé lui-même. Le Houpé, le Nganhoei et le Kiangsou, dont une partie est sur la rive nord et l'autre sur la rive sud, furent ainsi à moitié impérialistes et à moitié révolutionnaires. Nganking cependant, capitale du Nganhoei, ^{p.177} bien que sur la rive nord, resta aux révolutionnaires.

Sur certains points de la zone nord, il y eut des tentatives locales qui furent réprimées ou qui demeurèrent insignifiantes et n'empêchèrent pas l'ensemble de ces régions d'être maintenues dans l'orbite de Pékin.

Au Chansi, au début de novembre, la situation fut grave. Les troupes de la capitale, Tayuanfou, s'étaient rebellées et avaient assassiné le gouverneur. De plus, les régiments, envoyés de Paotingfou pour réprimer la rébellion, avaient paru, sous l'impulsion de leur général, Ou Lou Tcheng, sur le point de passer au parti révolutionnaire. Mais, là, le gouvernement de Pékin, sentant sans doute le danger par suite de la proximité du Chansi, agit avec une énergie particulière. Le général Ou Lou Tcheng fut mis à mort par les éléments mandchous de la force qu'il commandait, puis les rebelles furent traqués par le général Kiang Koei Ti, créature de Yuan Chi Kai, jusqu'à ce qu'ils ne tinssent plus que dans des coins isolés et éloignés de la province.

Au Chensi, il y eut, à la fin du même mois, dans la capitale de Singanfou, un mouvement purement xénophobe. La plus grande partie de la petite colonie européenne et notamment les membres d'une mission protestante, parmi lesquels se trouvaient des femmes et des enfants, furent massacrés. Ce fait déplorable, promptement châtié, ne compromit pas l'autorité impériale dans cette région.

Dans le Chantong, une mutinerie des soldats de la capitale, Tsinanfou, mécontents de n'avoir pas touché ^{p.178} leur solde, força, le 12

La fin des Mandchous

novembre, le gouverneur, Sun Pao Ki, à proclamer l'indépendance, mais, quelques jours plus tard, Sun, ayant pu emprunter une somme assez importante, paya la garnison et put ainsi ramener la province à l'empire, une seule ville, le port de Tchéfou, restant aux révolutionnaires.

L'unité et l'harmonie du parti sudiste eurent d'ailleurs aussi leurs anicroches. Dans certaines de ses provinces, des rivalités très aiguës se produisirent entre généralissimes et partisans, se disputant, les uns et les autres, le commandement. Celle qui sépara Li Yuen Hung et Ouang Ching, à Outchang, et dont il a été déjà parlé, fut la moins grave, en ce sens qu'elle ne provoqua pas de lutte armée.

Il n'en fut pas de même au Nganhoei. Son gouverneur, Sun Chia Pao, ayant déclaré l'indépendance et s'étant nommé généralissime, une hostilité se manifesta contre lui et, momentanément, il partit. Un chef révolutionnaire, Li Tsoung You, se fit proclamer alors généralissime par son armée, mais le peuple en ayant désigné un autre nommé Sun You Chun, les trois généralissimes et leurs troupes se battirent. Il fallut l'intervention de Sun Yat Sen pour arranger les choses ¹.

Le Hounan vit des conflits analogues. Chiao Ta Fong et Tsen Tei Chin, nommés généralissime et vice-généralissime, furent tués par les soldats, parce que leur origine populaire n'inspirait pas le respect, et les meurtriers nommèrent, à leur place, Tang Yuen Kai, qui était le ^{p.179} fils d'un ancien vice-roi et président de l'Assemblée provinciale.

Malgré ces divers incidents, les deux blocs n'en existaient pas moins compacts et la ligne de démarcation n'en était pas moins nette entre les deux Chine qui de nouveau, comme au temps des *Taiping*, s'opposaient l'une à l'autre.

*

Les observations qui ont été faites, en ce qui concerne Shanghai et Canton, sur les éléments ayant participé à la Révolution, s'appliquent à toutes les provinces rebelles.

¹ Agence d'Extrême-Orient, 20 février 1912.

La fin des Mandchous

Voici par exemple la classe moyenne des marchands, qui se présente théoriquement sous la belle apparence d'une collectivité puissante, à laquelle on est d'autant plus porté à attribuer de l'importance qu'elle a joué ailleurs, en de pareilles circonstances, un grand rôle. C'est même, peut-on dire, un des développements classiques du genre historique moderne.

Ici, cet exercice académique est particulièrement tentant. L'organisation des guildes, les énormes clientèles, dans le sens romain du mot, que celles-ci représentent, la fortune qu'elles possèdent, tout cela, renforcé par le traditionnel esprit d'association des Chinois, par leur manque d'individualisme et leur instinct grégaire, devaient, en effet, semble-t-il, entraîner des moyens de pression irrésistibles et une influence prépondérante.

En fait, comme dans les deux grands ports cités plus ^{p.180} haut, cette bourgeoisie a pris partout part à la campagne constitutionnelle des deux années précédentes ; elle a aussi participé à l'agitation nationaliste provoquée par l'opposition aux entreprises et aux emprunts étrangers, mais sans avoir la moindre action déterminante sur les événements. C'est que, sans programme, sans doctrine, sans idéal, elle éprouvait simplement — obéissant d'ailleurs, en cela, aux courants créés par la jeunesse des écoles — la satisfaction de brimer l'autorité, quitte à disparaître à la première manifestation de vigueur du pouvoir.

Des chefs de grandes firmes commerciales, des banquiers, des compradors, ont bien pu, dans un but d'intérêt ou de *face*, appuyer financièrement tels meneurs, telles sociétés politiques, jouer en quelque sorte sur certaines chances, mais, aux heures de décision et de violence, ils n'ont plus existé, n'ont rien dirigé, ont subi docilement les abus et la tyrannie de quelques audacieux. On a vu que les choses se sont passées ainsi à Shanghai aussi bien qu'à Canton.

Au Setchoen, ainsi qu'il a été dit également, l'attitude des marchands a été plus inférieure encore. Après avoir, sur l'injonction et les menaces d'une minorité infime de révolutionnaires affiliés à la société du Serment, fait partout la grève des magasins fermés, soi-

La fin des Mandchous

disant pour protester contre la reprise par l'État du chemin de fer, ils ont déclenché un mouvement qui a complètement tourné contre leur sentiment intime et dégénéré en excès dont ils ont été les premiers à souffrir le plus cruellement.

p.181 Ils n'ont eu d'autre ressource que de faire une secrète opposition aux mauvais chefs qu'ils avaient ainsi passivement acceptés, pour se rallier ensuite avec empressement, par leurs chambres de Commerce, au gouvernement de Yuan Chi Kai, lorsque, un an plus tard, pour la nouvelle rébellion de 1913, il a été bien évident que ce dernier était plus fort que la Révolution. En définitive, leur rôle, au cours de tous ces événements, a été, du moins comme influence dirigeante, des plus médiocres.

Dans une région de la Chine, il est vrai, cette classe eut des initiatives heureuses et fut un organe utile, mais ce fut dans la Chine impériale du Nord, en Mandchourie, où, pour remédier aux perturbations causées par les circonstances, elle créa la « Société pour le maintien de l'ordre ». Dans tous les centres importants, à Moukden, Nioutchouang, Tsitsikar, etc..., avec des filiales dans les petites villes, cette organisation rendit de réels services et remplit son but qui était d'aider à « la sauvegarde de la vie et des biens des Chinois et des étrangers ».

Les grands notables : hauts mandarins et lettrés, qui entrèrent dans le mouvement révolutionnaire, n'y brillèrent pas plus que les marchands. Sauf ceux du Hounan, auxquels leur situation particulière de féodaux, maîtres du pays, donne une situation prépondérante ¹ et Ou Ting Fang, qui fut, à Shanghai, tant vis-à-vis des p.182 étrangers que vis-à-vis de Pékin, l'intermédiaire indispensable, le comprador de la Révolution, ils restèrent partout au second plan, si même ils ne furent pas réduits à disparaître, comme à Canton.

Leur attitude, dominée uniquement par des ambitions, des intérêts, des craintes ou des rancunes, sans qu'un souci d'opinion et de principes y eut la moindre part, fut généralement d'ailleurs des moins nettes,

¹ Voir *Le Céleste Empire avant la Révolution*. Au Hounan.

La fin des Mandchous

parfois même tout à fait singulière. C'est Sun Pao Ki, gouverneur du Chantoung, ayant des liens de famille avec le doyen de la famille impériale, le prince Tsing, et qui proclame la république, sous la pression de ses soldats non payés et des notables ¹ ; c'est cet ancien vice-ministre des Voies et Communications, Lord Li, neveu de Li Hung Chang, en partie responsable de la politique de reprise des voies ferrées par l'État, cause de la Révolution, qui penche néanmoins vers celle-ci, parce que ses propriétés et les tombeaux de ses ancêtres sont sur la rive sud du Yangtsé. L'ancien Grand juge Liang Ting Foun, ami de feu Chang Che Tong, par conséquent ennemi de Yuan Chi Kaï qu'il a jadis accablé de rapports d'accusation, se range naturellement dans le camp opposé à celui de ce dernier ; l'amiral Li, précédemment la terreur des révolutionnaires, qu'il avait terriblement châtiés lors de leurs précédentes tentatives à Canton, collabore quelque temps avec eux après leur réussite et la proclamation de l'indépendance.

p.183 Mais le plus curieux, celui qui symbolise le mieux la mentalité de ces hommes et dont la conduite montre bien, dans tous les cas, que cette Révolution n'avait rien de commun avec une politique républicaine quelconque, c'est Cheng Yong, ancien vice-roi du Chensi-Kansou. Ce personnage fut un de ceux qui, durant les années qui précédèrent le soulèvement, s'opposa le plus vivement à la préparation des lois constitutionnelles. En 1909, il adressa, au régent, un rapport contraire à ces projets de réforme et il poussa son hostilité jusqu'à donner sa démission, ainsi que le constate un décret impérial du 23 juin de cette même année. Eh bien, ce fougueux réactionnaire, qui avait du reste fait une carrière intéressante dans la diplomatie, en Europe, et dans la haute administration, en Chine, fut choisi, comme chef, par les révolutionnaires du Chensi, dans leur tentative de novembre, à Singanfou ².

¹ Comme il a été déjà dit, Sun Pao Ki ayant réussi à contracter un petit emprunt et ayant payé ses troupes, put ramener la province à l'empire.

² Le *Journal de Pékin*, novembre 1911.

Tout récemment, lors d'une campagne qui avait pour objet de rétablir l'empire au profit de Yuan Chi Kaï, il écrivait, dans une nouvelle volte-face, à ses amis de Mongolie, pays dont il est originaire, pour les engager à ne pas supporter davantage la République et à travailler au rétablissement de la dynastie des Tsing. *L'Écho de Chine*, 14 août 1915.

La fin des Mandchous

Les notables moins importants de sous-préfectures et de petites villes, qui avaient bénéficié de la campagne constitutionnelle, par la création des municipalités autonomes, en remplaçant, dans l'administration des p.184 communes, les mandarins, qu'en bien des endroits d'ailleurs ils avaient fait regretter, ne pesèrent pas non plus beaucoup dans la circonstance, malgré qu'ils eussent souvent derrière eux l'appui d'une famille nombreuse ou d'un clan. Ils furent tout de suite débordés, tantôt par les aventuriers de sociétés secrètes qui, dans ces moments de désordre, surgissent toujours en Chine, et en imposent aux populations craintives, tantôt par de tout jeunes gens, étudiants rentrés du Japon, qui, alliés aux plus mauvais éléments, prirent partout des allures de tyranneaux, semèrent la terreur, bouleversèrent tous les usages, détruisirent les autels protecteurs et jetèrent les dieux à la rivière, sans que ces bourgeois osassent, comme nous le raconta le malheureux père Ritch ¹, faire autre chose que de pleurer.

*

Le rôle de l'armée fut sans doute important puisque, somme toute, la Révolution eut, pour point de départ, la mutinerie militaire heureuse d'Outchang et que, dans certaines provinces, c'est à elle qu'incomba tout l'effort de la libération, mais on ne voit pas, dans sa conduite, sauf chez quelques très rares officiers, qu'elle ait eu la moindre conscience du but élevé à atteindre et surtout ce n'est finalement pas à elle qu'il faut attribuer les résultats obtenus. Outre en effet que les divisions du p.185 Nord, restées, grâce à Yuan Chi Kai, fidèles à l'empire et de valeur militaire supérieure, battirent les forces rebelles, le succès fut dû, comme on le verra, à de tout autres instruments.

Du reste, il y a si peu d'unité morale entre les soldats et les officiers, une doctrine manque tellement encore là, c'est-à-dire cet ensemble d'idées de dévouement, de devoir, d'honneur, de sacrifice à la patrie, culte désintéressé qui est l'essence même de nos troupes et leur raison d'être, qu'il est vraiment excessif de parler de l'« armée », du « rôle de

¹ Assassiné, en 1913, au Nganhoei, par la bande du « Loup blanc ».

La fin des Mandchous

l'armée ». « L'armée », telle que nous la comprenons, était ici inexistante : comme aux époques médiévales et en dépit de toute modernisation militaire tentée depuis dix ans, il n'y avait que des chefs et des bandes.

Voyons ce que furent, dans ces circonstances, les uns et les autres.

Parmi les généraux — en faisant les réserves qu'impose le caractère chinois, si étroitement opportuniste et soumis aux circonstances — on peut dire que la plupart étaient sinon révolutionnaires, du moins progressistes et désireux d'un régime constitutionnel. Ainsi, Li Yuen Hung à Outchang ; Tsaï au Yunnan ; Tchang, commandant de la division de Langtchéou, au nord du Petchili, qui adressa au Trône l'ultimatum exigeant l'adoption immédiate du régime constitutionnel ; Ou Lou Tcheng qui, envoyé contre les révolutionnaires du Chansi, était sur le point de pactiser avec eux, lorsqu'il fut assassiné par des officiers et soldats mandchous, etc.

Certains, qui étaient de la clientèle de Yuan Chi Kai ^{p.186} et qui suivaient depuis longtemps sa fortune, restèrent avec lui, tels Feng Kouo Tchang, Toan Tsi Joei, Kiang Koei Ti.

Très rares furent ceux dont la fidélité à leur devoir et à la dynastie dicta la conduite. Peut-être n'y eut-il, dans ce cas, que Yang, dont la mort à Yunnanfou fut celle d'un brave officier, car Tchang Piao s'enfuit surtout d'Outchang, parce que les soldats, qui le détestaient pour sa cruauté, l'auraient mis à mort s'ils l'avaient pris.

Des chefs comme Chang Chun, à Nankin, et Long Si Kouang, au Kouangsi, dont le rôle ne fut d'ailleurs pas négligeable, doivent être mis à part. Ce sont de simples condottieres ayant une troupe à leur solde et qui ont servi la cause la plus avantageuse. On se souvient par exemple de quelle manière bizarre Chang Chun rendit, aux révolutionnaires, la ville de Nankin.

Chez ces hommes, si divers, que leurs intérêts et les circonstances plutôt que leurs convictions placèrent dans des camps adverses, il y avait pourtant plusieurs sentiments communs : la haine du gouvernement mandchou, auquel, sans Yuan Chi Kai, pas un ne serait

La fin des Mandchous

resté fidèle, un réel nationalisme fait de la crainte d'une domination étrangère et une secrète répugnance de « militaires » pour les révolutionnaires purs, du genre Sun Yat Sen, « civils » qui, du jour au lendemain, s'affublèrent de costumes guerriers, avec de grands sabres, et se décernèrent le grade de généralissime, comme Ouang Ching, Tcheng Ki Mei, etc.... Enfin, au fond et surtout, ils étaient, dans le secret de leur pensée, p.187 avec Yuan Chi Kai, le créateur de l'armée moderne, leur ancien patron, sous l'autorité duquel la plupart avaient servi et auquel certains, comme Li Yuen Hung, Feng Kouo Tchang, Toan Tsi Joei, Kiang Koei Ti, tous ceux qui étaient passés par les divisions du Nord, devaient tout. Et c'est ce qui explique que plus tard, après la chute de la dynastie, quand la véritable lutte politique fut ouverte, l'ensemble de tous ces généraux ait formé un parti de l'*Union militaire* qui fut et est sans doute encore le plus ferme appui du grand dictateur ¹.

Les officiers subalternes, dont un grand nombre avait étudié et servi au Japon, en avaient rapporté, la plupart, des idées révolutionnaires et un nationalisme intense que les victoires japonaises de Mandchourie avaient surexcité. Ce qu'ils reprochaient surtout au gouvernement de Pékin, c'était de s'humilier devant les étrangers et de leur « vendre la Chine ». Avec la suffisance et les illusions, qui sont le propre de tous les « Jeunes », ils rêvaient de guerres contre les puissances européennes ayant des possessions voisines. Leur état d'esprit était celui de cet étudiant militaire qui écrivait, à un journal, dans une lettre déjà citée ² : « Il faut p.188 que la Chine batte tout de suite deux nations étrangères ». Ces deux nations étaient le Portugal et la France que, dans leur ignorance profonde des conditions du monde, ces jeunes gens mettaient sur le même rang. Pour eux, la Révolution était le prélude de cette ascension de la Chine. C'était une réédition, en Extrême-Orient, de la mentalité que l'on avait déjà connue, en Orient, après la révolution

¹ Tous ces généraux abandonneront d'ailleurs Yuan Chi Kai plus tard, quand, après sa tentative d'usurpation monarchique, à laquelle ils l'avaient poussé, il apparaîtra incapable de résister au soulèvement que son initiative avait provoqué et qui était soutenu par les Japonais auxquels la guerre d'Europe laissait les mains libres.

² [La Chine et le mouvement constitutionnel, chap. Les « Jeunes Chinois », p. 250.](#)

La fin des Mandchous

turque, parmi les officiers de « Union et Progrès », avec cette nuance que leurs illusions étaient encore plus puérides et leur « impérialisme » moins justifié. Leur faiblesse était même d'autant plus grande que leurs hommes échappaient à peu près complètement à leur influence et à leur autorité. La conduite étrange des troupes fut d'ailleurs une des caractéristiques des plus curieuses de cette révolution.

On sait quelles idées avaient présidé à la réforme militaire faite depuis quelques années ¹. On avait voulu, non seulement améliorer techniquement les troupes par un armement et une instruction modernes, mais encore leur insuffler un esprit nouveau, leur donner une éducation patriotique qui en fissent une armée vraiment nationale à l'imitation de celles d'Europe et du Japon. Dans ce but, le recrutement était modifié. Au lieu de prendre les mercenaires d'autrefois, les fameux *Braves*, sorte de guerriers professionnels qui passaient de la bande de pirates au service armé de tel ou tel vice-roi et réciproquement, on s'adressait aux engagements volontaires sans doute, mais contractés p.189 par des jeunes gens de 21 ans, appartenant aux bons éléments du peuple et dont la famille était avantageusement connue du mandarin. Ils devaient savoir lire et dessiner les caractères essentiels. Si le nombre de volontaires était insuffisant, il appartenait aux notables de prendre des dispositions pour que le chiffre fixé fût atteint.

Comme nous avons pu le constater, dans les visites faites à divers camps chinois, à Paotingfou, Outchang, Canton, Yunnanfou, le côté matériel de la réforme avait été très soigné. Casernements vastes et propres, jeu complet d'appareils de gymnastique, d'escrime à la baïonnette etc... Le côté théorique et éducatif avait été également prévu. Nous avons vu, dans toutes ces casernes, des salles d'écoles très bien tenues, munies de bancs et de bureaux, les murailles couvertes de cartes et de maximes. Les officiers, qui nous accompagnaient, nous avaient dit qu'on y faisait très régulièrement, aux soldats, des théories sur leurs devoirs à l'égard du pays et des populations, sur l'hygiène, etc.

¹ Voir [La Chine nouvelle, chap. L'armée et la marine.](#)

La fin des Mandchous

Tout cela avait une merveilleuse apparence et on aurait pu croire que l'armée chinoise était complètement modifiée et modernisée. La Révolution fut justement l'épreuve qui permit d'en juger et qui fit voir que, de tous ces efforts, le résultat était nul. Malgré la sélection indiquée plus haut et toutes les théories régimentaires — il est vrai que, là aussi, il devait y avoir eu loin des règlements à leur application — la mentalité des troupes était toujours la même. Les soldats nouveau style ont en effet montré qu'ils avaient toutes les tares des ^{p.190} anciens ; ils ont été aussi pillards, aussi barbares et peut-être même encore plus indisciplinés. Que de fois, avant la Révolution, ne s'étaient-ils pas mutinés, en commençant par tuer leurs officiers ! Que de fois n'avait-il pas fallu retirer préventivement la culasse mobile de leurs fusils ! Beaucoup parmi les vieux résidents européens estimaient les vieilles troupes plus sûres, moins dangereuses.

« J'ai vu naguère, écrivait à *L'Écho de Chine* un correspondant de Setchoen, les anciens régiments ; leurs chefs connaissaient peut-être moins bien la manœuvre, ils ne se servaient pas de jumelles, ils étaient moins jeunes que ceux d'aujourd'hui, mais ils avaient assurément plus d'autorité sur leurs hommes. Les troupes « modernes » n'ont rien de séduisant, ni de rassurant. ¹

Il semble bien, dans tous les cas, que, au cours de cette Révolution, les soldats qui se sont soulevés ont fait, le plus souvent, un geste d'indiscipline brimant l'autorité bien plus qu'un acte politique quelconque. Si on examine leur conduite, si on recherche leurs mobiles, on observe qu'ils furent, dans le sens le plus étroit du mot, des mercenaires, toujours prêts à changer de camp, selon qu'on ne les payait pas ou qu'on les payait davantage, ou encore qu'ils espéraient, comme au Setchoen par exemple, de plus fructueux butins. Yuan Chi Kai savait bien ce qu'il faisait, en envoyant fréquemment, comme nous l'avons raconté, des officiers voir les blessés de Hankéou, pour leur

¹ *L'Écho de Chine*, 2 novembre 1911.

La fin des Mandchous

remettre de l'argent en son ^{p.191} nom. Et de même Tsai, au Yunnan, en dirigeant ses troupes, qu'il ne pouvait pas payer, vers les riches contrées du Setchoen.

Le principe du pillage est tellement invétéré dans l'esprit des troupes, que, de quelque côté qu'elles aient combattu, sur quelque territoire qu'elles se soient trouvées, ami ou ennemi, elles l'ont pratiqué féroce­ment. On les a vues faire le sac de Mongtzeu dont il est parlé au chapitre précédent, on les a vues également au Setchoen. On pourrait ainsi faire, pour chaque province, une longue chronique des méfaits des soldats pendant la Révolution. La question du bénéfice domine tellement, pour eux, tout autre considération que, lors de la bataille de Hanyang, contre les impériaux, on se rappelle que ceux du Houpé, mécontents de ce que leurs camarades du Hounan avaient reçu plus de gratifications qu'eux, tirèrent, en plein combat, sur ces derniers, ce qui fut la principale cause de la défaite des Républicains.

L'instauration du nouveau régime ne changea naturellement rien à ces mœurs soldatesques. Au début de 1912, les troupes de Yuan Chi Kai, mécontentes de toucher irrégulièrement leur solde ou estimant que la campagne avait été insuffisamment fructueuse, pillèrent de fond en comble toutes leurs villes de garnisons du Nord, en commençant par Pékin. En 1913, au moment de la nouvelle rébellion, on a vu la division moderne de Canton, acquise aux rebelles, piller méthodiquement cette grande cité commerçante, pendant trois jours, au moment même où elle allait avoir à la défendre contre ^{p.192} l'armée plus faible de Long Si Kouang, puis se soumettre à ce dernier, à la condition qu'il fût permis aux pillards de conserver leur butin.

Ces faits suffisent pour établir que, si l'armée chinoise est merveilleusement propre à la rébellion, elle n'a pu, à aucun moment, être considérée comme un instrument de libération nationale et de régénération politique.

*

La fin des Mandchous

Derrière les petits groupes de « Jeunes-Chinois », derrière les commerçants, les notables et les troupes, il y avait l'énorme masse des citadins et des campagnards, artisans et agriculteurs, et aussi la foule considérable des mandrins de toutes sortes : pirates, adeptes des sociétés secrètes, satellites rusés et rongeurs des innombrables petits tribunaux de mandarins, les uns et les autres parasites immémoriaux du peuple chinois. Cette fourmilière prodigieuse, véritable océan humain, devait être profondément remuée par ce renversement soudain de toute l'armature gouvernementale.

Nous avons indiqué, au cours de chacun de nos voyages, dans nos lettres de Chine et dans nos précédents livres, qu'un grave mécontentement se marquait de plus en plus parmi ces populations. En 1907, nous écrivions au *Temps* :

« Il faut noter qu'il existe, à l'heure actuelle, dans tout l'empire, un état d'esprit singulièrement favorable à la rébellion. Les populations qui, ces dernières années, ont souffert des mauvaises récoltes, de famines, d'une augmentation constante du ^{p.193} prix des denrées essentielles et de l'accroissement également continu des impôts, rendent de plus en plus responsables de leur misère les mandarins et la dynastie. Le sentiment antimandchou a fait partout des progrès considérables ¹.

En 1910, après avoir décrit toutes les calamités qui s'abattaient sur les Chinois, nous notions que tout cela avait fini par établir « un état d'esprit éminemment favorable à un soulèvement général ». Les famines effroyables, produites par des sécheresses exceptionnelles, qui avaient désolé les provinces du Yangtsé en 1907, 1908 et 1909, avaient été suivies, en 1910 et 1911, de formidables inondations qui avaient anéanti la culture du riz. Le prix de cette denrée essentielle était devenu inabordable. La détresse dans toute la Chine centrale, fut, de ce fait, selon le *North China Daily News*, sans parallèle dans l'histoire de l'empire.

La fin des Mandchous

À tous ces fléaux était venu se joindre celui du modernisme officiel. L'application des réformes, la construction des écoles, des casernes, des prisons, les frais de l'instruction gratuite, des nouvelles organisations militaires, grevés de la traditionnelle et très lourde commission des mandarins, avaient fait peser sur les Chinois des charges sans cesse grandissantes et intolérables. La suppression de l'opium, la fermeture des jeux avaient exacerbé le mécontentement. La création de la police générale avait mis sur le pavé un nombre considérable de policiers et de satellites vieux jeu qui vivaient ^{p.194} autrefois tranquillement des petits profits que leur rapportait leur charge. Durant cinq ans, la politique de la cour avait accru ainsi et porté à son paroxysme l'hostilité générale ².

Une grande effervescence, que nous avons déjà exposée, minait dès lors l'empire et on en signalait de toutes parts des manifestations : soulèvements locaux, émeutes et pillages de boutiques de riz, destruction d'écoles, attaques de yamens et de missions, agitation dans les sociétés secrètes qui se multipliaient ³. Il était, dans de pareilles conditions, certain que les populations se soulèveraient partout où le Trône se trouverait manifestement impuissant en présence de la rébellion. Elles se soulevèrent d'autant mieux qu'on leur disait que c'était la fin des taxes et de tous les abus. Dans leur esprit, la déclaration de l'indépendance vis-à-vis du gouvernement de Pékin ne pouvait pas ne pas avoir, comme conséquence naturelle, la fin de tout ce qui avait accru la tyrannie et la cupidité mandarinales, la fin des constructions d'écoles ⁴, de casernes, d'usines ^{p.195} officielles, la fin de la suppression de la culture rémunératrice du pavot et du chantage

¹ *Le Temps*, 30 mars 1908 et [La Chine nouvelle](#), p. 309.

² Un journal pourtant progressiste de Shanghai, le *Thonvaijépaou*, disait déjà, le 26 avril 1910 : « Pour mettre fin aux soulèvements, la cour doit lancer un décret pour demander pardon, punir rigoureusement les mauvais mandarins et supprimer toutes les soi-disant nouvelles méthodes qui ne font qu'augmenter la misère du peuple ».

³ Voir le tableau détaillé de cette situation dans *Le Céleste Empire avant la Révolution*, chap. Pékin et la situation générale.

⁴ Quatre ans plus tard, une information de Chine fait connaître que les révolutionnaires, tout en renversant les Mandchous, en 1911, avaient chassé tous les étudiants des écoles du Hounan et du Kiangsi. Ces écoles étant encore fermées, les étudiants de ces deux

La fin des Mandchous

policier auquel elle avait donné naissance, la fin en un mot de toutes les réformes qui leur apparaissaient comme la cause directe de leurs souffrances. Il n'est pas jusqu'aux pirates qui, traqués plus durement que jadis, n'aient, comme on l'a vu, grossi le nombre des mécontents. Tous s'embauchaient avec d'autant plus d'empressement dans l'armée révolutionnaire que la misère générale faisait apparaître plus tentante encore la solde mensuelle de 8 à 10 dollars, augmentée de tous les bénéfices qu'une pareille entrée en campagne comporte en Chine.

À la vérité, la Révolution devint promptement une vaste entreprise de brigandage. On a vu déjà quelles effroyables scènes s'étaient déroulées, au Setchoen. Ces excès se reproduisirent partout où sévit la rébellion.

En outre, en bien des endroits, des villages, des clans, des familles, mirent ce grand désordre à profit pour vider de vieilles querelles et, de tous côtés, à cette occasion, on se battait encore, on massacrait, on pillait.

Ailleurs, ce fut une lutte de races, pour la prédominance dans quelque centre important. C'est ce qui se produisit, par exemple, dans le Sud, au port de Souatao, ^{p.196} entre les Hakkas et les Oklos. Les premiers, ayant eu l'avantage, prirent en mains l'administration de la ville, ce qui n'était pas une petite aubaine.

Dans les grands ports internationaux, à Hongkong, Shanghai, Tientsin, surtout dans les deux premiers, il y avait un sentiment nouveau fait d'un grand désir d'émancipation. Le long contact avec les étrangers, la traduction de nos livres, les journaux et peut-être surtout le cinématographe avaient été pour les Chinois, qui vivaient depuis des siècles sous la dépendance de la règle la plus étroite, une révélation grisante. Ils avaient eu soudain conscience d'une vie plus large, plus variée et plus libre. Pour ceux-là, le mot de « république » était synonyme d'affranchissement de tous les rites rigoureux qui courbaient l'individu d'une manière aveugle sous l'autorité familiale et

provinces sont forcés de se rendre ailleurs pour poursuivre leurs études, jusqu'à ce que

La fin des Mandchous

mandarinale, le soumettaient aux mille prescriptions d'une vie en quelque sorte conventuelle dont toutes les formes jusqu'aux moindres démarches et au costume étaient minutieusement codifiées. De là sans doute l'allégresse avec laquelle beaucoup se coupaient la natte et arboraient la casquette de voyage ou le feutre mou qui leur faisaient de si étranges têtes, benoîtes, coites et rusées.

Ce désir de libération, qu'aucun frein ne contenait plus, avait du reste, comme on l'a vu dans le tableau qui a été fait de Shanghai, tout de suite tourné aux attentats les plus intolérables sur les personnes et les biens. Là aussi, avec les atténuations qu'imposait le voisinage des étrangers, c'était le déchaînement des pires instincts, le banditisme et l'anarchie.

p.197 On voit, par ce coup d'œil d'ensemble, combien cette révolution fut quelque chose d'extrêmement touffu, confus et trouble. Pourtant si on veut chercher, dans ce chaos, dans cet extraordinaire mélange d'éléments si divers, la note dominante, on la trouve en dernière analyse dans cette hostilité violente des masses contre le réformisme officiel, plus unie encore au sentiment antimandchou par le lien de cause à effet que par la haine traditionnelle de la race conquérante et privilégiée. Bien loin d'être l'explosion de modernisme à laquelle les « Jeunes-Chinois » ont voulu faire croire, ce fut un mouvement de réaction, une levée de boucliers de toute la vieille Chine. L'impuissance radicale des révolutionnaires purs à s'adapter ensuite à ces populations, à la tête desquelles les événements et leur audace les avaient placés, en a été du reste une nouvelle et très claire confirmation ¹.

*

La presse chinoise tint, dans tous ces événements, une place digne d'être signalée, non pas tant pour sa propagande révolutionnaire, pour ses articles, que pour les fausses nouvelles qu'elle répandit à profusion à travers la Chine et qui eurent en bien des endroits un considérable

Yuan Chi Kaï les fasse rouvrir. (*L'Écho de Chine hebdomadaire*, 25 septembre 1915).

La fin des Mandchous

effet. On a vu que, à Canton, ce fut la ^{p.198} nouvelle ainsi annoncée de la prise de Pékin par les rebelles qui détermina la fuite du vice-roi Tcheng Ming Ki et le succès de la campagne pour l'indépendance. Au Setchoen, une nouvelle de ce même genre entraîna la défection des troupes et la perte du vice-roi Tchao Eul Fong. Au Nganhoei, des bruits analogues couraient : l'empereur était en fuite vers Moukden ; Sun Yat Sen avait volé jusqu'à Pékin en aéroplane, etc. Cette même nouvelle de la fuite du souverain et du régent, de la prise de Pékin et de Tientsin, venant de la même source de presse, était donnée, à Kharbine, quand nous y passâmes, nous rendant en hâte à Pékin.

On ne peut se faire une idée de l'amas invraisemblable d'informations erronées et souvent abracadabrantes que donnaient ainsi quotidiennement les journaux. Cela n'était sans doute pas une chose nouvelle, on l'avait vu se produire toutes les fois qu'un conflit avait eu lieu soit avec les étrangers, soit avec le gouvernement. Nous avons déjà indiqué comment on avait, antérieurement et à diverses reprises, affolé ce dernier, en annonçant des arrivées, jusque dans la capitale même, d'armes et de révolutionnaires ; comment aussi, en diverses circonstances, on avait excité les populations contre les Européens, en racontant que ceux-ci arrachaient les yeux des enfants et mangeaient le cœur des Chinois. Il serait assurément difficile de faire la part, dans une telle manière d'informer, de la puérilité insondable du journaliste céleste, de sa mauvaise foi et de sa ruse, qui sont également profondes, mais il ^{p.199} semble bien que, cette fois, celle-ci surtout ait été en jeu et qu'on en ait fait un système, une véritable arme de combat, que les résultats ont d'ailleurs, dans une certaine mesure, justifiée.

Un jour, on annonce que le vice-roi de Tientsin a été arrêté par les Républicains. Le lendemain, on dit que le général Tchang, de Langtchéou, a assiégé Pékin et que, effrayé, le gouvernement impérial a fait sa soumission. Mais, ajoute-t-on, le général a répondu carrément

¹ La force et la composition de l'élément « Jeune Chine » ont été indiqués à l'introduction et son rôle exprimé au cours des chapitres consacrés au mouvement dans

La fin des Mandchous

à la cour mandchoue : « Commencez d'abord par nous remettre vos armes et ensuite nous parlerons de votre soumission ». Une autre fois, ce sont les soldats impériaux de Hankéou qui veulent se rendre. Li Yuen Hung et Ouang Ching leur disent : « Nous ne savons pas si vous êtes loyaux. Si vraiment vous voulez être avec nous, allez d'abord tuer les esclaves mandchous, à Pékin ».

On pourrait faire de ces « canards » une énumération interminable. En voici quelques autres spécimens :

Le 9 novembre : La gare de la ligne du Pékin-Hankéou, à Pékin, est déjà entre les mains des Républicains.

Le 10 : Le vice-roi du Petchili a fait sa soumission et est devenu généralissime de cette province.

Les impériaux stationnés à Chiaokai et à Niékéou ont été tous tués par les Républicains.

Les 20.000 soldats mandchous de Pékin n'ont ni armes, ni munitions, ni vivres. Ils attendent la mort en restant les bras croisés.

Les impériaux du Houpé se massacrent les uns les autres.

^{p.200} Le bruit court que le gouvernement de Pékin aurait ordonné au vice-roi de Nankin de proclamer l'indépendance (!)

Le 12 : Parmi les conseillers impériaux, plusieurs se proposent d'élire le régent président de la nouvelle république.

Le pont de fer du fleuve Jaune (3.000 mètres de largeur) a été détruit par les troupes républicaines.

Le 13 : Le régent aurait dit au Sénat provisoire qu'il est très désireux de céder le Trône au général Li Yuen Hung, chef des Républicains à Hankéou, si celui-ci accède à ce que la guerre cesse aussitôt.

les provinces.

La fin des Mandchous

Le 18 : Le bruit court à Pékin que la famille impériale a décidé de se suicider en bloc, le régent ayant dit que ceci était le meilleur parti à prendre.

Le 19 : Le général Li Yuen Hung a avisé les gouverneurs des provinces que, suivant le télégramme sans fil que les consuls étrangers ont reçu de leurs gouvernements, le régent et son fils, l'empereur, ainsi que toutes les personnes de la famille impériale, se sont réfugiés à Changhaikouan. Pékin et ses environs sont tombés entre les mains des Républicains.

Le 20 : L'empereur Siuen Tong, accompagné de l'impératrice Long Yu, veuve de l'Empereur Kouang Siu, s'est caché dans une maison située sur la concession anglaise de Tientsin.

Le 30 : Le général Li Yuen Hung a permis (!) suivant le désir des étrangers, à Yuan Chi Kaï de cesser provisoirement les combats.

Les habitants du Chansi, ayant appris la mort de ^{p.201} Yuan Chi Kaï, se sont tous soumis aux troupes républicaines et celles-ci, très courageuses, s'avancent promptement au Petchili.

Ces extraits, choisis dans la seule presse chinoise de Shanghai, suffisent à montrer quelle influence considérable les journaux ont pu exercer sur des populations crédules qui apprenaient ainsi que le meilleur parti à prendre, le parti du plus fort, coïncidait avec toutes leurs rancunes.

*

Cet exposé ne serait pas complet si on ne disait quelques mots de l'attitude des Missions religieuses étrangères, non que celles-ci aient contribué d'une manière vraiment appréciable au cours des choses, mais parce que les raisons de leur conduite, leurs illusions et leur conduite même renferment une leçon utile à retenir.

Il ne s'agit pas des missionnaires isolés de l'intérieur qui, en contact direct avec les populations et les réalités qu'aucun semblant de modernisation ne leur voilait, ont eu, aussi bien pendant le mouvement

La fin des Mandchous

constitutionnel que pendant la Révolution, une vision très exacte des événements. L'opinion d'hommes comme Mgr de Guébriant et les nombreuses correspondances venant des missions et reproduites par *L'Écho de Chine* et les journaux anglais de Shanghai, sont à cet égard des documents précieux. Ceux-là se sentaient du reste trop à la merci du cyclone qui, d'un moment à l'autre, devait les balayer, eux, leurs églises et leurs petites chrétientés, catholiques ou protestantes, pour prétendre y tenir un rôle et avoir l'espoir d'en bénéficier.

p.202 Les missionnaires, qui avaient leur siège et surtout des collègues dans les grands ports, se trouvaient dans une tout autre situation. Ils avaient d'abord une sécurité absolue que leur assuraient l'existence des concessions internationales et la présence des bateaux de guerre étrangers aux moindres troubles. Le fait d'instruire une bonne part de la jeunesse chinoise leur avait fait entrevoir la possibilité d'une grande influence sur les nouvelles générations. Le mouvement moderniste, avec tous ses engouements d'européanisation, et la campagne constitutionnelle s'étaient déroulés sous leurs yeux. Beaucoup des plus ardents protagonistes de ces idées nouvelles étaient de leurs anciens élèves. Enfin, certains des chefs du mouvement révolutionnaire lui-même, à commencer par Sun Yat Sen que l'on disait protestant, passaient pour être chrétiens.

Tout cela autorisait ces missionnaires à nourrir de grandes ambitions. Et d'abord, un régime constitutionnel, à plus forte raison une république, à base d'élections, devait, semblait-il, par le nombre de voix que représentaient leurs fidèles, leur assurer au besoin un sérieux moyen de pression sur les autorités chinoises.

Certains n'avaient pas attendu jusque là pour s'efforcer d'avoir une influence politique. Nous avons déjà parlé de ce missionnaire catholique d'un grand port du Sud qui avait fait le rêve de jouer les Lacordaire auprès de la jeune génération. Dès 1904, il nous disait avoir fait des conférences socialistes aux élèves de son collègue. En 1907, il leur adressait d'ardents discours les invitant à être patriotes. Et c'est lui qui,

La fin des Mandchous

au début de ^{p.203} la Révolution, en 1911, s'était chargé de faire des conférences sur les Droits de l'homme et du citoyen.

Cela procédait peut-être d'un esprit généreux, à coup sur c'était d'une médiocre psychologie. Les jeunes Chinois, auxquels ces discours s'adressaient et dont la pensée non seulement ne s'étayait pas de la solide culture occidentale qu'exigent de pareilles idées, mais était même en train de perdre sa culture traditionnelle, ne devaient en prendre que ce qui leur plaisait, en laissant de côté les obligations essentielles ¹.

Cette mission poussa du reste sa ferveur révolutionnaire plus loin. Lorsque, après le triomphe, Sun Yat Sen vint dans son pays natal, elle l'invita à une grande cérémonie religieuse et à un banquet. Sun vint avec une jeune femme qu'il présenta comme sa secrétaire. Ils trônèrent, l'un et l'autre, sur deux fauteuils, dans le chœur, durant l'office, et, au banquet, ils furent assis à la droite et à la gauche de l'évêque. Le témoin, de qui je tiens ce récit, me dit qu'un singulier sourire erra, durant toute cette fête, sur le visage d'ordinaire impassible du fameux révolutionnaire.

Il y avait, de la part des missionnaires, dans une pareille façon d'agir, beaucoup de naïveté unie sans doute à une pointe de machiavélisme. Ils en furent punis par le lamentable échec de celui qu'ils avaient trop vite considéré comme le futur maître de la Chine.

^{p.204} Il faut néanmoins mentionner que les jésuites qui ont, à Shanghai, des établissements très importants, comprenant un observatoire météorologique, une Université et plusieurs collèges, eurent, en ces circonstances, une conduite beaucoup plus prudente et mesurée. Les autres ordres français de ce grand centre : Lazaristes, Missions étrangères et Frères des Écoles chrétiennes usèrent d'une égale circonspection.

¹ Voir [La Chine et le mouvement constitutionnel, chap. Les Jeunes Chinois.](#)

La fin des Mandchous

Par contre, les Américains dépassèrent toutes limites. J'ai déjà indiqué ¹ par quels procédés parfois étranges, leurs missions, financièrement très prospères et très appuyées, cherchaient à établir, d'une manière prépondérante, leur influence sur la jeunesse chinoise. Bien loin de modérer l'effervescence d'élèves, dont la plupart étaient encore des enfants, leur tactique fut d'abonder dans leur sens, à un moment où, en proie à une véritable crise nerveuse, toute cette jeunesse, forcément ignorante et inexpérimentée, prétendait dicter leur conduite aux autorités et au gouvernement lui-même.

Pendant la Révolution, cette attitude ne se démentit pas. Non seulement les missionnaires américains ne firent rien pour tenir leurs disciples à l'écart d'événements hors de leur âge, mais, en certains endroits, comme à Foutchéou, ils leur facilitèrent le moyen d'y prendre part. Dans plusieurs de leurs collèges de cette ^{p.205} ville en effet, au lieu de leur retirer les armes avec lesquelles, pour suivre l'engouement récent, ils les exerçaient à la manœuvre militaire, ils les leur laissèrent, grâce à quoi, ce furent eux qui tuèrent le maréchal tartare et massacrèrent, sur la colline de Nantay, où se trouvent les consulats et les missions, de malheureux Mandchous qui pouvaient s'y croire à l'abri.

Le reproche que l'on peut faire à toutes ces missions, tant catholiques que protestantes, c'est, dans un but de prédominance, d'avoir flatté tous les penchants anarchiques de la génération nouvelle, alors qu'il aurait fallu la préparer à une évolution progressive, par la forte discipline intellectuelle et morale qui lui faisait totalement défaut. La concurrence internationale et confessionnelle a eu évidemment sa part de responsabilité dans cette singulière méthode éducative.

Pendant quelque temps, il est vrai, les missionnaires purent croire que la Révolution leur avait apporté une amélioration considérable. Bien des faits même leur donnèrent des espoirs illimités. Beaucoup de jeunes révolutionnaires, qui étaient, sinon chrétiens, du moins de leur clientèle scolaire, devaient logiquement accaparer bientôt toutes les hautes

¹ [La Chine et le mouvement constitutionnel, chap. Les Jeunes Chinois.](#) *Le Céleste Empire avant la révolution*, chap. Les étrangers.

La fin des Mandchous

situations officielles. Ils avaient déjà marqué leur influence et la ligne qu'ils comptaient suivre, en faisant désaffecter les pagodes, en détruisant les autels et en jetant les idoles à la rivière. Leur grand chef, Sun Yat Sen, était, disait-on, protestant. De plus, le prestige nouveau que cela valait aux missions faisait accourir de tous côtés de nombreux p.206 catéchumènes désireux de s'assurer ainsi une protection toute puissante.

Il n'en fallait pas plus en Chine, où l'on suit toujours le courant, pour créer une véritable mode. C'était être dans le mouvement, au rang des gens éclairés, que de faire montre des meilleures relations avec les chrétiens.

Comme c'était, d'autre part, pour les politiciens, une manière d'avoir pour soi les étrangers, ce à quoi on tenait beaucoup à ce moment-là, les plus grands personnages s'empressèrent de participer à cet engouement.

Le 23 février 1912, aussitôt après son élection de président provisoire, Yuan Chi Kai reçoit une délégation de pasteurs protestants et leur promet de nouveau la liberté absolue de conscience. Le 26, l'Église méthodiste tient un meeting pour remercier Dieu de la paix et féliciter de son esprit de tolérance religieuse le président Yuan Chi Kai. Celui-ci se fait représenter au meeting par un délégué qui insiste, dans son discours, sur le fait qu'auparavant les Chinois, pour se faire chrétiens, devaient s'appuyer sur les traités passés avec les nations étrangères, tandis que maintenant liberté pleine et entière était donnée à chacun d'embrasser le christianisme.

Sun Yat Sen accepte une réception qui est donnée en son honneur par les chrétiens de Péking. Trois des ministres ne dédaignent pas de parler dans des réunions chrétiennes. L'ex-Premier Tang Chao Yi pose la première pierre du bâtiment que se fait construire la « Young Men Christian Association ». Un des collègues p.207 du gouvernement est ouvert aux offices religieux et un service protestant se tient dans le jardin même du Temple du Ciel, à Péking.

La fin des Mandchous

Au Chantoung, la mission baptiste donne une réception au Dr. Timothée Richard. Tous les corps politiques s'y font représenter. Le préfet lui-même préside et à la fin de la séance, un officier mandchou ne craint pas de dire à la foule que c'est dans le Christ que réside le seul espoir de la Chine.

Les encouragements que reçoivent les catholiques ne sont pas moindres. Le père Francis Murphy, missionnaire au Houpé, raconte un entretien qu'il a eu avec le général Li Yuen Hong, à Hankéou. Celui-ci lui a dit toute sa considération pour le pape et l'Église catholique et il a exprimé le vœu qu'un plus grand nombre de missionnaires fussent envoyés en Chine, promettant qu'ils seraient protégés de toutes façons et, plus tard, il lui a écrit pour le prier de vouloir bien exprimer au Saint Père ses sentiments de profonde estime et de respect ¹.

Avec une naïveté déconcertante chez de vieux résidents de Chine, les missionnaires conclurent, de toutes ces belles paroles, de ces démonstrations de parade, à une christianisation prochaine de la fourmilière jaune. Un protestant, M. Bondfied, écrivait dans un journal de Shanghai :

« Les missions ont une occasion unique qui leur est offerte et il me semble que, comme aux jours de l'Ancien Testament, l'on peut maintenant dire aux ^{p.208} missionnaires : « Le Seigneur vous livre la Cité ».

Des bruits extravagants coururent ; on prétendit notamment que la mère du président Yuan Chi Kaï venait de se convertir.

Toute la presse anglaise, même de la métropole, consacra des articles enthousiastes à cette aurore chrétienne qui se levait sur l'Extrême-Orient. Aussi la déception fut-elle profonde lorsque, quelque temps après, on vit le Président, par des décrets, qui furent approuvés par les classes dirigeantes et les chambres de Commerce, rétablir et remettre en grand honneur le culte de Confucius. On ne fut pas loin de voir là une espèce de trahison. On n'avait pas songé à faire la part de la

¹ *L'Écho de Chine hebdomadaire*, 22 février 1913.

La fin des Mandchous

condescendance polie, de l'esprit utilitaire, de l'extraordinaire « mimétisme », selon les circonstances et les engouements, des Chinois, ainsi que de leur profonde indifférence en matière de religion.

@

TROISIÈME PARTIE
LE DÉNOUEMENT

CHAPITRE PREMIER

La politique de Yuan Chi Kai

@

Ses premiers actes. — Ses déclarations. — La démission du régent. — Tong Chao Yi et la conférence de Shanghai. — Singulières négociations.

p.211 Nous avons dit ¹ que le régent quand il vit tout le danger de la situation, au mois d'octobre, fit appel, d'une manière très pressante, au concours de Yuan Chi Kai qu'il avait si cruellement disgracié trois années auparavant. Il le nommait, le 14 octobre, vice-roi des deux Hou. Malgré le refus de Yuan, qui invoquait son mauvais état de santé, il lui confiait le 27 la charge importante encore de Haut commissaire en mission spéciale et la présence du ministre manchou p.212 Yng Tchang, à la tête des troupes de Hankéou, étant un obstacle à l'acceptation de ce poste, il remplaçait ce personnage par l'homme de confiance de Yuan, le général Feng Kouo Tchang.

Le 2 novembre, trahissant son affolement par ces nominations successives, le régent l'appelait à Pékin, comme président du Conseil des ministres. Yuan se faisant encore prier, il insistait, acceptait toutes ses conditions et lui donnait pleins pouvoirs civils et militaires. Un vote du Sénat provisoire, le désignant pour cette haute fonction, contribuait à le faire apparaître encore davantage comme l'homme indispensable. Nous avons déjà raconté comment Yuan Chi Kai se rendant enfin aux invitations du régent, arrivait dans la capitale, le 12 novembre, escorté, dans plusieurs trains, par des troupes qu'il venait de lever, lui-même, au Honan, et, dès la descente de wagon, entouré, porté presque par ses soldats, pressés autour de lui et encadrés de bourreaux.

Aux yeux de tous, à ce moment-là, le nouveau Premier ministre apparaissait comme le suprême soutien de la dynastie. La situation générale, comme on l'a déjà exposé plus haut, permettait d'ailleurs

¹ Première partie, chap. II, L'attitude du Trône.

La fin des Mandchous

d'espérer que, dirigées par cet homme, les affaires de l'empire pourraient assez aisément se rétablir. Nous allons voir ce qu'il en advint.

Dès le début, Yuan Chi Kai prit, en effet, très nettement l'attitude de défenseur du Trône, ce qui était la conséquence toute naturelle de son acceptation même des pouvoirs à lui confiés et ce qui, pour des Européens, ne pouvait apparaître que comme un devoir de loyauté élémentaire. Dans une circulaire qu'il adressait aux conseils provinciaux, aux chambres de Commerce, aux associations scolaires et autres, après avoir confirmé l'intention du Souverain d'établir un régime constitutionnel, il disait :

— Je me ferai un devoir de donner suite, dans la mesure du possible, à tous les désirs raisonnables de la population, en ce qui concerne les lois constitutionnelles. Si toutefois des provinces demandaient l'exil de la dynastie régnante, elles rencontreraient de ma part un refus et une opposition catégoriques ¹.

Après la petite comédie obligatoire du refus de sa charge pour incompétence, ses pouvoirs lui ayant été de nouveau confirmés par décret, il en prenait sans plus tarder possession. Dès le 16, il présentait à la signature du régent, la liste des ministres suivants :

Liang Toungh Yen, ministre des Affaires étrangères ; Tchao Ping Hsiun, ministre de l'Intérieur ; Yen Siéou, ministre des Finances ; Tang Kin Tchoen, ministre de l'Instruction publique ; Ouan Shi Tchen, ministre de la Guerre ; Sah Tchen Ping, ministre de la Marine ; Chen Kia Pen, ministre de la Justice ; Tchang Tsien, ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce ; Liang Che Yi, ministre des Voies et Communications ; Ta Cheou, ministre des Colonies.

Il faut noter que, parmi les vice-ministres, l'ami et ^{p.214} disciple de Kang Yu Wei, Liang Tsi Tchao, était désigné pour la Justice.

¹ Le *Pékingjépaou*, 12 novembre 1911.

La fin des Mandchous

Le 18, il portait une première atteinte sérieuse au pouvoir absolu du Trône, en faisant décider que désormais les décrets ne seraient plus signés par l'empereur, mais par le président du Conseil et le ministre compétent.

Le 19, un décret arrêtait que le régent et le prince Tsing iraient au temple des Ancêtres, pour jurer fidélité, au nom du Souverain, aux lois constitutionnelles. Cette prestation de serment eut lieu, le 28, en présence des membres de la famille impériale, de Yuan Chi Kaï, des ministres et de quelques hauts fonctionnaires.

Ainsi donc, Yuan Chi Kaï apparaissait dès lors comme le ferme protagoniste d'une monarchie parlementaire. Mais il est intéressant de noter que, au même moment où il s'attaquait aux antiques prérogatives du Fils du Ciel, il prenait une attitude très énergique vis-à-vis du Sénat provisoire qui poursuivait sa politique brouillonne et démagogique. Cette assemblée ayant émis la prétention de s'arroger la nomination du président du Conseil, il se rendit à une de ses séances et tint, à ses membres, ce langage péremptoire :

— Qui donc m'a nommé chef du Cabinet ? Est-ce vous ou l'empereur ? Moi, je vous déclare que c'est l'empereur.

Nul d'ailleurs ne protesta.

Peu après, il fortifiait encore sa position, en portant un nouveau coup très sensible à la fois au Trône et aux sénateurs, par le retrait à ces derniers du droit d'adresser directement des rapports au Souverain, les ^{p.215} obligeant à passer désormais, pour cela, par l'intermédiaire du président du Conseil.

Le Sénat provisoire était peut-être encore plus atteint que le Trône par cette politique, Son crédit, déjà fort atteint, était tellement tombé qu'un journal de Pékin, le *Pékingjèpao*, put dire quelques jours après :

« En résumé, les torrents d'éloquence versés par les membres du Tseu Tseng Yuen ne valent pas un « pet » (*sic*) d'un tout petit militaire !

La fin des Mandchous

Dans une conversation qu'il eut avec deux diplomates étrangers, Yuan découvrit tout à fait, à ce sujet, le fond de sa pensée. Après avoir tourné en dérision la façon dont ce Sénat avait voté en quelques instants les dix-neuf articles de la Constitution provisoire, il leur dit :

« Tout ça n'a pas grande importance. Laissons passer le temps et nous l'arrangerons. On ne peut pas violer la Constitution au bout de quinze jours.

En donnant avec une telle franchise son opinion, il inaugurerait à coup sûr, dans la politique chinoise, une nouvelle manière, dont il usa encore à diverses reprises et notamment au cours de l'audience qu'il nous accorda, le 22 novembre. Il nous déclara en effet :

— Actuellement la Chine est divisée en deux partis : l'un est pour la république, l'autre tient pour la monarchie constitutionnelle. Je crois que la république est le gouvernement idéal pour un peuple dont la préparation intellectuelle est suffisante. Or ce n'est pas le cas en Chine où il existe une minorité qui pense, mais où la grande masse ne pense pas du tout. On essaye maintenant de penser non pas seulement pour la ^{p.216} minorité mais pour la multitude et de faire ce qui sera bon pour tous.

Une vraie république ne sera possible seulement qu'à la suite d'une longue évolution. Établie aussi brusquement que certains le voudraient actuellement, je crois qu'elle entraînerait de graves désordres et des guerres intérieures continuelles. Je pense, du reste, que la monarchie mandchoue, modifiée et purifiée, peut être un bon gouvernement. Dans cinq jours, l'empereur et le régent prêteront serment à la Constitution sur les tablettes de leurs ancêtres.

Je posai alors à Yuan Chi Kai quelques questions. Comme nous lui demandions quelles mesures il comptait prendre pour arriver à bout de la rébellion, il fit cette réponse déconcertante :

La fin des Mandchous

— On procédera par pourparlers, si les pourparlers n'aboutissent pas on s'en remettra à la décision de l'Assemblée nationale. Il faudra bien se résigner à la volonté de la majorité. L'armée envoyée à Hankéou servira à tenir les rebelles en respect.

Comme nous demandions encore à l'homme d'État, s'il ne croyait pas nécessaire de reprendre Outchang, il nous dit :

— Au début cette reprise aurait été excellente ; maintenant il est trop tard : pendant qu'on éteindrait le feu là-bas, il brûlerait ailleurs.

Cette réponse marquant une vive répugnance à agir par la force était certes conforme à l'habituelle méthode chinoise, mais elle était si surprenante, venant de Yuan Chi Kai, qu'elle pouvait faire croire qu'il était dominé par le sentiment de l'impuissance. Nous pensâmes toutefois ^{p.217} que ce langage était une pure contenance politique, d'autant mieux que son attitude devant le Sénat provisoire avait été, au contraire, énergique et autoritaire.

Nous comprîmes beaucoup moins sa déclaration sur l'Assemblée nationale. Comme nous lui demandions quand elle serait convoquée, après avoir conjecturé que les délégués des provinces se réuniraient assez prochainement à Shanghai ou à Tien-Tsin, Yuan Chi Kai ajouta cette chose étonnante qu'il appartiendrait à ces délégués de décider définitivement quel serait désormais le gouvernement de la Chine, de la république ou de la monarchie.

La veille, il avait également déclaré, au docteur Morrisson, correspondant du *Times*, qu'il considérait le maintien de la dynastie, sous une forme constitutionnelle, comme la seule solution possible. Comment allier cette double déclaration d'hostilité à la république, dont du reste son acceptation du pouvoir lui faisait, à nos yeux, une obligation, avec cette dernière réponse qu'il nous avait faite et d'après laquelle il était prêt à s'en remettre, pour cette question capitale, à la

La fin des Mandchous

décision de délégués provinciaux, alors que le sentiment antidynastique de ces derniers ne pouvait faire de doute ?

Cela parut si extraordinaire que des membres des légations étrangères, auxquels nous en fîmes part, ne pouvant y croire, pensèrent qu'il y avait eu erreur dans la traduction. Les événements ont prouvé par la suite combien les paroles ainsi rapportées étaient exactes. Seule, cette sincérité, si inattendue chez un ministre chinois, était déconcertante. Elle ferait croire que ^{p.218} Yuan désirait dès lors préparer les Européens à l'issue que déjà sans doute il envisageait.

Une société, appelée « l'Union » et à la tête de laquelle étaient, disait-on, Tong Chao Yi et Ouang Chao Ming, le dynamiteur du régent, faisait, dès cette époque, des démarches pour que cette réunion des délégués provinciaux, qui devaient décider de la forme du gouvernement, se tint à Tientsin. Li Yuen Hung et Ouang Ching, à qui on avait adressé une invitation dans ce sens, répondirent évasivement. On verra plus tard que ce furent les délégués réunis par Tcheng Ki Mei et Ou Ting Fang, dès la première quinzaine de novembre, à Shanghai, puis à Nankin, après la prise de cette ville, devenue le siège d'une république provisoire, qui émirent ce verdict si étrangement accepté à l'avance par le défenseur de la dynastie.

*

Les déclarations de Yuan Chi Kai étaient postérieures à une première visite que lui avait faite, de Tientsin à Pékin, l'ancien ministre Tong Chao Yi. Cet homme d'État, Cantonnais d'origine, que les révolutionnaires avaient prétendu autrefois leur être acquis ¹ — ce que rien dans son attitude, durant l'empire, ne permettait de croire, — ne faisait cette fois pas mystère de son adhésion au mouvement républicain. On sut bientôt qu'il était venu pour endoctriner son ancien ^{p.219} protecteur. À un de ses amis étrangers résidant dans la capitale, il avait dit :

¹ Voir [La Chine nouvelle, p. 303](#).

La fin des Mandchous

— Maintenant je ne reviendrai que lorsque la dynastie sera renversée.

Il revint néanmoins encore à deux ou trois autres reprises et il est probable qu'il contribua à déterminer le Premier ministre dans une voie où le poussait déjà, paraît-il, son fils aîné, Yuan Ke Ti, et où l'engageaient surtout probablement ses idées personnelles, dans le secret de son esprit profondément calculateur et réfléchi.

L'attitude de Yuan Chi Kai, vis-à-vis du régent, fut du reste, à ce moment-là, très révélatrice. Dès la première entrevue qu'il avait eue avec lui, aussitôt après son arrivée dans la capitale, il lui avait bien donné l'assurance de tout son concours, mais il lui avait auparavant fait un tableau de la situation poussé au noir, lui donnant à entendre que les Chinois, tyrannisés et écrasés d'impôts par les Mandchous, désiraient la fin de la dynastie et l'établissement d'une république.

« Le régent, ayant entendu cela, dit l'informateur chinois, garda le silence.

Très peu après, nous apprîmes qu'il engageait la famille impériale à se retirer à Jéhol, sur la lisière de la Mongolie et de la Mandchourie, sous le prétexte que cet éloignement momentané faciliterait des négociations qui, sans cela, étaient impossibles. Chose curieuse, les princes qui, quelque temps auparavant, paraissaient disposés à partir d'eux-mêmes, résistèrent d'une manière aussi énergique qu'imprévue à cette invitation polie. Le régent et ses frères répondirent qu'ils resteraient, s'il le fallait, jusqu'à la mort et le vieux prince Tsing dit ^{p.220} même, paraît-il, avec cette élégance raffinée qui fut, parmi beaucoup de défauts, une qualité incontestable de la vieille Chine :

— Que l'on continue, comme par le passé, à soigner mes jardins et à garnir de fleurs ma maison.

Cette résistance inattendue et peut-être quelque pression étrangère sous forme de condition d'emprunt semblèrent ensuite avoir modifié ses projets ou du moins l'avoir rendu hésitant. Il s'affirma de nouveau comme le soutien de la dynastie et il changea d'avis au sujet de la

La fin des Mandchous

méthode que, d'après ce qu'il nous avait dit, il comptait suivre désormais pour mettre fin à la rébellion. Alors qu'il voulait agir uniquement à l'aide de négociations, il parut adopter une tactique plus vigoureuse. Il envoya des renforts à Hankéou et donna des ordres qui aboutirent à une action militaire énergique et à la reprise de Hanyang. Il réprima très durement un commencement de mutinerie de la division de Langtchéou qui refusait d'aller à Hankéou.

Il n'avait cependant pas renoncé à son plan qui était de se débarrasser élégamment de la famille impériale. N'ayant pas réussi lui-même et voulant toujours user de la persuasion, il eut recours à des intermédiaires étrangers. Dans un entretien avec le chef d'une des principales légations européennes qui nous le raconta plus tard, il lui dit, en ayant l'air de parler à cœur ouvert, dans un mouvement de confiante expansion :

— Vous devriez voir le prince Tsing et lui faire comprendre que le mieux maintenant serait d'abdiquer.

Le ministre étranger que cela intéressait et qui ^{p.221} d'ailleurs estimait la dynastie perdue, vit le prince Tsing et s'efforça de le convaincre qu'il y avait là un beau geste à faire. Le prince gémit beaucoup sur les malheurs de la Chine, mais évita de répondre à l'invitation qui lui était ainsi transmise.

Il faut voir, dans ces attitudes successives de Yuan Chi Kai, une manifestation de la politique chinoise, si souple, si ondoyante et si compliquée qu'il est le plus souvent, pour nous, impossible d'en discerner les mobiles. Et tout cela restait en définitive si obscur qu'on ne pouvait baser sur ce que l'on apprenait chaque jour aucune prévision au sujet de ce qui pourrait bien arriver le lendemain. S'il avait fallu cependant donner une opinion, nous aurions émis celle-ci que le vieux renard était en train de se surpasser lui-même et de nous donner la plus savante leçon de diplomatie céleste, rusée et tortueuse à souhait.

En faisant dire autour de lui, et par ses envoyés dans les provinces, qu'il était prêt, comme il nous l'avait déclaré, à accepter la décision de

La fin des Mandchous

la majorité des délégués — que leur réunion ait lieu à Tientsin ou à Shanghai — sur la forme de gouvernement que devrait avoir la Chine, il accréditait cette idée, actuellement ancrée dans l'esprit de nombreux révolutionnaires, qu'il était secrètement avec la rébellion. Cela disposait certains chefs du mouvement à entrer en négociations et à s'entendre avec lui.

À Shanghai, il avait, paraît-il, préparé le terrain, et s'il était comme me le dit un de ses familiers, toujours décidé à accepter le vote qu'émettraient les délégués ^{p.222} des provinces, c'est qu'il avait de bonnes raisons de croire que ce vote serait en harmonie avec son propre plan.

Ce plan semblait être d'abord de conserver la dynastie, plus probablement par suite de nécessités impérieuses que par loyalisme personnel. Mais il était à prévoir qu'il ferait subir à la régence d'importantes modifications. Il avait déjà ourdi, nous dit-on, une intrigue très subtile avec l'impératrice douairière, contre le régent ¹. Le résultat de cette intrigue devait être que le régent, dont l'autorité était déjà très diminuée par la suppression de tous rapports directs avec les ministres et les fonctionnaires, serait complètement évincé et remplacé par un conseil de famille qui se trouverait naturellement à la discrétion de Yuan Chi Kai. Ce dernier aurait ainsi, vis-à-vis d'un empereur de ^{p.223} cinq ans et d'une tutelle bienveillante, la situation d'un tout-puissant maire du Palais. C'est sans doute pour faciliter ce petit coup d'État et enlever tout moyen de résistance aux personnages visés qu'il éloignait en les envoyant à Kalgan, au Chansi et dans le Sud, la majeure partie des troupes mandchoues de la capitale.

¹ L'attitude de l'impératrice-douairière, Long Yu, fut assez singulière et inconséquente. Ce fut elle qui s'opposa au retour de Yuan Chi Kai, en 1910, au moment où le régent, pressé par les princes Tsing et Tsai Tao, songeait à le rappeler, pour faire face à toutes les difficultés qui se dressaient devant le Trône, à cette époque. L'impératrice, consultée à ce sujet, avait refusé après avoir pris conseil du Grand eunuque. Cela ne l'empêcha pas, lorsque, revenu à Pékin, pour prendre le pouvoir, Yuan fut la visiter, de pleurer et de le supplier de sauver la dynastie, puis, de comploter, avec lui, contre le régent, et enfin de se faire l'instrument de sa politique, jusqu'à décréter l'abdication et l'établissement de la république. (Voir sur la rivalité existant déjà entre Long Yu et le régent : [La Chine et le mouvement constitutionnel, p. 101](#)).

La fin des Mandchous

Quelques jours plus tard, le petit coup d'État, qui s'annonçait ainsi, eut lieu. Un décret impérial du 6 décembre faisait en effet connaître que *la démission du régent était acceptée*, que Che Siu et Siu Che Cheung étaient promus tuteurs du jeune souverain et que la nomination des fonctionnaires de l'État appartenait désormais au président du Conseil.

Le voyage que nous fîmes, à ce moment-là, sur le Yangtsé jusqu'à Hankéou et Outchang, où nous vîmes tour à tour les troupes impériales et révolutionnaires et où nous recueillîmes des renseignements très significatifs, nous édifia complètement¹. Nous avons dès lors l'impression que l'on touchait à la fin de la dynastie des Tsing et que Yuan Chi Kaï, dont l'attitude équivoque semblait avoir été décidément celle que faisaient prévoir les déclarations qu'il nous avait faites et qui étaient si extraordinaires au moment où il apparaissait comme le sauveur du Trône, y contribuait grandement. Alors qu'il lui aurait suffi, pour sauver la situation, d'agir plus énergiquement et d'employer à fond les divisions du Nord, très supérieures à toutes les troupes rebelles et surtout à la cohue des volontaires qu'on^{p.224} leur opposait, tout ce qu'il avait fait, depuis un mois, n'avait servi qu'à renforcer la position des révolutionnaires.

Nous avons eu, à Hankéou, confirmation de négociations dont nous avons entendu parler à Pékin et que Yuan-Chi-Kaï avait entamées avec Li Yuen Hung, par des émissaires, avant de se rendre à l'appel du régent. De hauts mandarins étaient également venus secrètement de Tientsin, pour le voir dans ses propriétés du Honan, afin de se concerter avec lui. Il y avait donc eu, avant son acceptation du pouvoir, des tractations très mystérieuses au cours desquelles il avait sans doute arrêté les grandes lignes de sa conduite future.

Ces pourparlers se continuèrent ensuite ouvertement après son installation à la présidence du Conseil. Un décret du 28 novembre mentionnait l'envoi à Outchang, dans ce but, du taotaï Lou Tcheng Hen

¹ Voir *Au Houapé*.

La fin des Mandchous

et du colonel Tsai Ting Kang. Le *Journal de Pékin* donnait à ce sujet l'information suivante :

« Des informations de bonne source nous sont parvenues au sujet des négociations qui viennent d'avoir lieu à Hankéou entre les délégués du gouvernement de Pékin et ceux du général Li. La seule et unique condition sur laquelle les révolutionnaires ont insisté est l'abdication de la dynastie régnante. Ils se sont déclarés prêts à garantir l'inviolabilité des biens de la famille impériale. Toutefois la question de cette garantie ne serait posée qu'après que l'abdication serait un fait accompli, et elle serait réglée dans ses détails par l'Assemblée constituante qui va se réunir. Les délégués ^{p.225} du gouvernement de Pékin n'ont pu évidemment donner suite à cette proposition et les négociations vont être reprises car deux délégués ont quitté Pékin avant-hier à destination de Hankéou.

Des émissaires plus occultes furent également envoyés dans les provinces soulevées, notamment, ainsi que nous l'avons déjà dit, à Canton. Yuan avait des intelligences jusqu'auprès de Sun Yat Sen, à Nankin. Il est à croire que si, ostensiblement, il affirmait la nécessité de conserver la dynastie, il avait néanmoins déjà pris des engagements confidentiels en ce qui concerne son sacrifice, quitte à revenir sur ces promesses et à affirmer de nouveau son loyalisme à l'égard du Trône, quand il croyait utile d'exercer ainsi une pression sur les chefs révolutionnaires. C'est ce qui expliquerait le propos que nous tint Li Yuen Hung, lors de la visite que nous lui fîmes à Outchang. Parlant au consul de France, avec lequel nous nous trouvions, il se plaignit vivement des variations de Yuan Chi Kaï. Il est probable que la prise de Hanyang, par les impériaux, le 27 novembre, était en contradiction avec certaines de ses assurances ¹.

¹ Un journal chinois de Shanghai disait, le 30 novembre : « Yuan Chi Kaï est très rusé et menteur envers les Républicains. Il dit qu'il est désireux de se réconcilier avec M. Li Yuen Hung et de faire cesser les combats, mais il ne cesse d'expédier tous les jours des troupes, vers le Sud, comme pour combattre les Républicains. »

La fin des Mandchous

Le bruit que Yuan Chi Kai était secrètement avec les p.226 révolutionnaires circulait d'ailleurs sur tout le Yangtsé. Un professeur chinois de Kiukiang, ancien étudiant en Europe, le dit à M. Ruppert, directeur des Forges de Hanyang, et à nous. Il ajouta même que c'était le seul espoir des révolutionnaires, car ceux-ci n'avaient plus d'argent que pour deux mois. Un comprador important de Shanghai, mêlé au mouvement, en parla comme d'une chose certaine au directeur d'une banque étrangère qui nous en fit part.

L'armistice accordé au moment où Outchang, sous le canon des impériaux, hissait le drapeau blanc et allait se rendre si le bombardement avait continué, donnait un singulier crédit à toutes ces rumeurs. Quant à nous, notre opinion était faite désormais et les extraordinaires négociations que Tong Chao Yi, délégué par Yuan Chi Kai, allait poursuivre, avec les révolutionnaires, à Shanghai, fortifiaient encore davantage notre conviction.

*

La mission de Tong Chao Yi, à cette conférence de Shanghai, était de trouver, entre le gouvernement de Pékin qu'il représentait et les révolutionnaires, un terrain d'entente qui permit de rétablir la paix. En apparence du moins, il avait la charge de faire accepter le principe d'une monarchie constitutionnelle à pouvoirs très restreints, mais qui comportait le maintien de la dynastie. Il s'acquitta de cette tâche d'une singulière façon.

Parti de Pékin par le chemin de fer de Hankéou, il p.227 arriva le 14 décembre, la natte fraîchement coupée, dans cette dernière ville. Après avoir fait une visite rapide à Li Yuen Hung, à Outchang, il repartait par un bateau du Yangtsé, pour Shanghai, où il arrivait, le 17. Il descendit chez un Anglais, M. Litle, sur la concession internationale. Les séances de la Conférence se tinrent du reste dans une salle — au Town Hall — située dans cette concession qui constituait un terrain neutre. Tout se passa ainsi sous l'égide et sous les yeux des colonies étrangères dont

La fin des Mandchous

les représentants exprimèrent le vif désir de voir les négociations aboutir, dans une adresse dont le texte a été donné plus haut ¹.

La première réunion eut lieu, le lendemain. Les deux partis, représentés par Tong Chao Yi et par Ou Ting Fang, entourés d'une douzaine d'assesseurs, présentèrent leurs propositions. Ou Ting Fang, au nom des révolutionnaires, demanda le renvoi de la famille impériale à Jéhol (Mongolie) et l'établissement de la république. Tong Chao Yi fit connaître les conditions de Yuan Chi Kaï qui tendaient à un accommodement bien curieux. Elles étaient, selon la presse de Shanghai, ainsi conçues :

1. — L'empereur sera maintenu sur le Trône bien que l'autorité doive être entre les mains du président du Conseil.

2. — Le président du Conseil sera élu par le peuple et aura les mêmes attributions qu'un président de république. p.228

3. — À ces conditions, l'autonomie des provinces sera reconnue.

À la deuxième réunion qui eut lieu le 20, après avoir décidé d'un commun accord de prolonger l'armistice, qui expirait le 24, jusqu'au 31 décembre, Ou Ting Fang exposa d'une manière très nette l'opinion des révolutionnaires sur la nécessité d'établir une forme de gouvernement républicain pour la Chine. Après avoir déclaré que le pays était prêt pour cette transformation, il dit, en substance ceci :

« Le peuple chinois n'acceptera pas d'autre forme de gouvernement que celle d'une république basée sur la volonté du peuple. Puisque nous pouvons nommer des délégués pour nous représenter dans les diverses assemblées provinciales et à celle de Pékin, pourquoi ne serions-nous pas qualifiés pour élire un président comme chef suprême de la nation ?

Les Mandchous ont montré durant 267 ans leur inaptitude à gouverner le peuple. Ils doivent s'en aller. Un gouvernement peut se comparer à une société commerciale. Si le directeur, par suite de son incapacité ou de sa malhonnêteté, occasionne la

¹ Voir page 123.

La fin des Mandchous

faillite de la maison, il n'a plus qu'à partir pour faire place à celui qu'éliront les actionnaires. Le parti républicain n'a pas l'intention de chasser les Mandchous ni de les maltraiter.

Au contraire, son désir est de les placer sur un pied d'égalité parfaite avec les Chinois et de leur permettre de jouir des bienfaits de la liberté, de l'égalité, et de la fraternité.

À ce discours catégorique, Tong Chao Yi répondit en p.229 exprimant le désir, assez inattendu, étant donné le parti dont il était le plénipotentiaire, d'adhérer à ces vues, mais il estimait devoir auparavant communiquer avec Pékin à ce sujet.

« Personnellement, affirma-t-il, je suis en faveur d'une république, pensant que c'est la seule solution pour résoudre la crise actuelle, mais nous ne devons pas perdre de vue, dans cette conférence, qu'il nous faut sauvegarder l'intégrité de la Mandchourie, de la Mongolie, du Thibet et autres dépendances.

Comme suprême moyen de conciliation, les révolutionnaires proposèrent de réunir, à Nankin, une convention nationale, à l'effet de décider quelle forme de gouvernement le pays désirait avoir.

Pendant ce temps, Yuan Chi Kaï et Ou Ting Fang échangeaient, à propos d'une violation de l'armistice par les révolutionnaires, dont se plaignait le premier, des télégrammes sans aménité. À Yuan, qui qualifiait les révolutionnaires de « malfaiteurs », Ou répondait en protestant contre cette appellation et, après avoir démontré l'impossibilité de cette infraction à la suspension des hostilités, il ajoutait, mettant délibérément de côté la classique politesse céleste :

— Regardez un peu la carte du Houpé et vous saurez que vous avez dit des sottises ¹.

Les Républicains de Shanghai, ne tenant pas compte du succès moral que représentait, pour leur parti, l'envoi, chez eux, d'un délégué du gouvernement de p.230 Pékin, et animés d'une grande méfiance,

¹ Le *Mingliepao*, 18 décembre.

La fin des Mandchous

manifestaient un vif mécontentement de l'ouverture de cette discussion avec Yuan Chi Kai.

« Maintenant, écrivait le *Tientoupao*, nous avons déjà établi notre nouveau gouvernement provisoire et les Chinois et les Mandchous ne peuvent plus vivre ensemble. Personne ne peut plus se charger de réconcilier les hommes de ces deux susdites races. Mais Yuan Chi Kai, qui ne veut pas se rendre compte de la situation actuelle, ni distinguer la race chinoise de la race mandchoue, veut profiter de la faiblesse actuelle de la cour mandchoue pour se faire monarque de la Chine. Il a chassé le régent et il a mis l'impératrice douairière à sa place. Avec cette veuve il peut trahir tout le monde à sa guise.

Son but, en envoyant Tang Chao Yi dans les provinces du Sud, est d'éteindre l'ardeur des Républicains et de les empêcher de marcher sur Pékin. C'est pourquoi, tout en voulant se réconcilier avec eux, il déclare que le Chansi, le Chensi et les autres provinces du Nord sont encore sous son autorité. Ce traître dit : « La conservation de la dynastie mandchoue ne peut que maintenir l'intégrité et la paix de la Chine ». Mais qu'il sache que tant que le monarque mandchou n'aura pas abdiqué, la Chine ne sera pas dans la tranquillité et les Chinois continueront à se soulever sans cesse.

Le but qu'ont les Républicains en organisant la Révolution est : 1° de renverser la dynastie et 2° d'établir la république.

C'est pourquoi non seulement les Chinois ne doivent pas garder le monarque mandchou, mais encore ils doivent refuser de reconnaître le monarque chinois.

Ah ! Yuan Chi Kai, c'est fini pour vous ! Les Républicains ^{p.231} ne manqueront pas de bombarder Pékin et vous n'arriverez pas à les séduire. ¹

Le *Mingliépao*, organe des révolutionnaires purs, disait :

¹ Le *Tientoupao*, 11 décembre.

La fin des Mandchous

« On nous écrit de Pékin : Yuan Chi Kai n'est ni pour le Mandchous ni pour les Chinois. Il veut simplement avoir tous les pouvoirs politiques. Si Yuan Chi Kai a envoyé des ambassadeurs au Sud pour voir les représentants des Républicains, son but n'est pas de se réconcilier avec ceux-ci mais de retarder leur mouvement contre Pékin. Yuan Chi Kai peut profiter de cet intervalle pour organiser assez de troupes destinées en même temps à chasser les Mandchous et à combattre les Républicains, afin de devenir empereur de la Chine.

Au commencement, Yuan Chi Kai avait conseillé à Ouang Chao Ming, leader des Républicains de Pékin, de former un comité de concert avec son fils Yuan Ke Ti et de se soulever, le 30 novembre. Mais le 28 novembre, quand Ouang Chao Ming se rendit au dit comité, il trouva que celui-ci était entouré par des soldats de Yuan Chi Kai.

Yuan Chi Kai veut trahir les Républicains comme il a déjà trahi Kang You Wei et Liang Tsi Tchao, durant l'année Ou-sié (1898). ¹

Quelques jours plus tard, le *Tientoupao* revenait à la charge et, sous l'empire de la confiance en la force des ^{p.232} révolutionnaires que devait fatalement inspirer la politique de Yuan, il terminait sa diatribe en ces termes :

« En un mot, le traître Yuan Chi Kai n'a pas d'autre désir que d'annihiler l'énergie des Républicains et d'en profiter pour combattre les Républicains du Nord-Ouest. Vraiment les leaders des Républicains ont tort de tomber dans son piège.

La Révolution n'a besoin que du fer et du sang et peut se passer de tout autre chose inutile. Que nos généralissimes ne manquent pas d'y songer. ²

¹ Le *Mingliepao*, 12 décembre.

² Le *Tientoupao*, 19 décembre.

La fin des Mandchous

Le comité républicain de Shanghai et les commerçants de cette ville adressèrent à Tong Chao Yi, en termes plus modérés que ces articles de journaux, mais néanmoins péremptoires, des lettres l'invitant à travailler à l'établissement de la république.

« Si, lui écrivait le premier, vous concourez à l'établissement de la république conformément au désir du peuple, ce qui pourra éviter toute effusion de sang, l'histoire de la Chine dira que vous êtes le doyen des Républicains chinois. On élèvera votre statue en bronze et votre sort sera encore plus enviable que celui de Washington et de Lincoln.

Mais si vous approuvez la monarchie et faites votre possible pour empêcher l'application du régime républicain, vous ne ferez qu'oublier que vous êtes un Chinois et vous renierez vos ancêtres. Les 400.000.000 de Chinois deviendront vos ennemis communs et vous ne pourrez plus vivre ^{p.233} tranquillement sous la protection de la cour mandchoue. Réfléchissez mûrement ¹.

Les seconds lui tenaient le même langage, mais d'une manière à la fois plus malicieuse et plus insinuante, en même temps que très perspicace.

« Quand même, lui disaient-ils, la cour mandchoue serait assez puissante pour se maintenir, elle ne manquera pas de réaliser ce principe : « Quand un chasseur aura tué tous les oiseaux, il mettra de côté son arc et quand il aura attrapé tous les lièvres, il tuera son chien de chasse. La preuve, c'est qu'il y a quelques mois, alors qu'elle était dans la tranquillité et dans la gloire, elle n'avait point besoin de vous.

De plus, les pouvoirs de la cour mandchoue sont déjà entre les mains de Yuan Chi Kai dont elle n'est plus que le prête-nom. Vous êtes ami intime de Yuan Chi Kai, pourquoi ne lui conseillez-vous pas de se convertir ? Si celui-ci se convertit, la

¹ Le *Tchonvajépao*, 20 décembre.

La fin des Mandchous

guerre cessera immédiatement et les habitants ne mourront plus. En outre, pouvant reprendre leurs transactions, les étrangers lui en seront reconnaissants et au lieu de s'opposer à la république, ils l'approuveront de tout leur cœur.

Si Yuan Chi Kaï se convertit, il sera sans doute le premier président de la République chinoise et si vous conseillez à Yuan Chi Kaï de se convertir, votre mérite sera encore plus grand que le sien, votre statue de bronze sera placée avant toutes les autres statues et on lira dans l'histoire de la Chine : « Le Chinois Tang Chao Yi a conseillé au Chinois ^{p.234} Yuan Chi Kaï de se convertir et d'approuver la république ». Ne sera-ce pas, pour vous, une gloire incomparable ? ¹

C'est dans cette atmosphère, qui n'avait rien d'une neutralité sereine, que se déroulèrent les négociations. Celles-ci subirent du reste, après l'exposé des deux thèses adverses, une assez longue interruption. On attendait la réponse de Yuan Chi Kaï au rapport de son délégué Tong Chao Yi. Celui-ci n'avait pas manqué d'y joindre les informations les plus tendancieuses relatives aux forces militaires révolutionnaires qu'il représentait comme irrésistibles. Il pressait Yuan Chi Kaï d'accepter la solution républicaine et il écrivit même, nous a-t-on affirmé, à plusieurs légations européennes de Pékin, pour les prier d'agir dans ce sens.

C'est à partir de ce moment que Yuan Chi Kaï, armé de ces demandes révolutionnaires et des informations pessimistes de Tong Chao Yi, commença, auprès de la famille impériale, le travail de suggestion qui devait la conduire peu à peu jusqu'au suicide ². Après quelques résistances, mais beaucoup plus vite qu'on aurait pu ^{p.235} croire, il l'amena à admettre le verdict de la convention projetée.

¹ Le *Tientoupao*, 28 décembre.

² C'est à cet instant aussi que le Trône, par un de ces sentiments chinois très complexes où la crainte et le désir de toucher, de gagner un adversaire, se mêlent au souci de conserver la *face*, en paraissant récompenser un serviteur fidèle, décerna le titre de marquis à Yuan. Celui-ci que cette marque de faveur gênait sans doute la refusa par trois fois, avec les habituelles formules de respect et de modestie, mais par

La fin des Mandchous

Dès le 28 en effet, le Trône lançait le décret suivant :

« Le Conseil des ministres Nous a présenté un rapport télégraphique de Tang Cha Yi dans lequel il est dit que la population, à en croire une déclaration catégorique du représentant de l'armée nationale Ou Ting Fang, s'est donné pour but de lutter pour l'établissement d'une forme de gouvernement républicaine.

Quand la révolte a commencé à Outchang, le gouvernement, condescendant à une demande du Tseu Tseng Yuen, a promulgué dix neuf articles, les plus importants, des lois constitutionnelles fondamentales, et y a prêté serment de fidélité dans le temple des Ancêtres, espérant que les hostilités seraient bientôt suspendues et qu'il deviendrait possible de jouir des bienfaits de la paix et de la tranquillité partagée par la population.

Toutefois, pour la seule raison que la confiance (dans le gouvernement) n'avait pas encore été pleinement rétablie, il fallut constater maintes fois la reprise de la lutte.

À Notre avis, la question de savoir quelle forme de gouvernement serait actuellement la plus adaptée aux besoins de la Chine — la monarchie constitutionnelle ou le régime républicain — a une grande importance dans le pays même aussi bien qu'en dehors de ses limites. D'autre part l'opinion privée d'un groupe de la population ne peut avoir de valeur décisive dans cette question ; par conséquent il est nécessaire de convoquer d'urgence le Parlement et de laisser la question à sa décision.

Conformément à la demande qui Nous a été présentée par le Conseil des ministres, Nous avons convoqué une conférence des princes du sang impérial les plus proches du ^{p.236} Trône,

trois fois, des décrets nouveaux confirmèrent cette nomination évidemment intempestive.

La fin des Mandchous

lesquels, après avoir été directement interrogés par Nous, ne présentèrent à cela absolument aucune objection.

Nous ordonnons au Conseil des ministres de télégraphier immédiatement dans ce sens à Tang Chao Yi pour que ce dernier propose au représentant de l'armée nationale, Ou Ting Fang, de porter cela à la connaissance du public.

En outre, le Conseil des ministres devra dans le plus bref délai possible élaborer une loi électorale et la mettre en vigueur pour que le Parlement puisse être convoqué à temps, ainsi que négocier la suspension mutuelle des hostilités pour garantir à la population une existence paisible et mettre fin à de grands malheurs.

Le Ciel, en créant les hommes, a placé à leur tête un souverain pour qu'il les gouverne « comme un pasteur ». Ainsi il a été supposé qu'un homme devait prendre soin de l'ordre terrestre et non pas que l'ordre terrestre servît un homme.

L'empereur a reçu des Ancêtres le grand héritage (Trône) bien que se trouvant encore dans l'âge de l'enfance : comment peut-on admettre que la population subisse des malheurs et que tout l'État souffre ! Il reste à espérer que la décision du Parlement garantira les intérêts de l'État et le bien-être de la population.

Le Ciel voit par les yeux et entend par les oreilles du peuple.

Nous désirons et Nous souhaitons profondément que les soldats et la population, aimant leur patrie, fassent preuve d'une extrême justice et travaillent en commun au mieux de la grande tâche.

Il est vrai qu'en même temps Yuan Chi Kai exigeait que cette Convention se réunît à Pékin ou Tientsin et il continuait à affirmer énergiquement son opinion ^{p.237} personnelle en faveur d'une monarchie constitutionnelle limitée. Cette attitude ne trompait pas tout le monde et,

La fin des Mandchous

à Shanghai, beaucoup avaient dès lors l'impression que Yuan manœuvrait en vue de la présidence de la République, mais les républicains avancés déclaraient ne pas en vouloir comme président parce qu'il était suspect. Ils préféraient Li Yuen Hung ou Sun Yat Sen, qui venait d'arriver et qui allait être nommé président de la République provisoire à Nankin.

Au fond, Yuan Chi Kai avait deux résistances à surmonter : celle des chefs révolutionnaires et, contre eux, son arme la meilleure était de se tenir ferme sur le principe du maintien de la dynastie, et celle de la famille impériale elle-même qu'il espérait réduire, en laissant se développer le danger révolutionnaire et surtout en l'exagérant. De là, l'altitude paradoxale de son délégué, Tong Chao Yi.

À la reprise des réunions de la Conférence, le 30 décembre, veille du jour où expirait la prolongation de l'armistice, le paradoxe fut poussé jusqu'à la dernière invraisemblance. Tong Chao Yi adhéra à toutes les conditions proposées par les révolutionnaires pour une nouvelle prorogation. La convention, ainsi bénévolement acceptée, stipulait que l'armée impériale reculerait partout de cent *lis* (cinquante kilomètres), qu'elle ne pourrait ni emprunter, ni se renforcer. Il n'était pas parlé des troupes républicaines qui restaient par conséquent sur place, pouvaient s'accroître et occuper ainsi sans coup férir les positions évacuées, le jour où les négociations seraient rompues. On obtenait ^{p.238} de la sorte ce résultat, inédit, dans les annales militaires du monde, que l'armée victorieuse, qui disposait encore, peu de jours avant, comme elle le voulait, des troupes rebelles du Chansi, l'armée incontestablement la plus forte, devait battre en retraite devant l'armée battue.

Naturellement, suivant le jeu subtil de contre-partie indiqué plus haut, Yuan Chi Kai désavoua, très hautement et en le notifiant par dépêche à Ou Ting Fang, son plénipotentiaire, qui résigna alors sa mission, en refusant tout éclaircissement aux journalistes de Shanghai. Ceux-ci en conclurent, avec une candeur tout européenne, que cette démission de Tong Chao Yi était due aux divergences de vues qui

La fin des Mandchous

existaient entre lui et le Premier ministre, « divergences, ajoutaient-ils, que l'on avait pu constater à diverses reprises » ¹.

La situation paraissait donc, à ce moment-là, très tendue, et les pourparlers, en présence de points de vue si irréductiblement contraires, ne pouvant plus guère être repris, il semblait que le différend dut être désormais tranché par la force des armes. Mais cela se passait en Chine et la comédie était loin d'être terminée.

@

¹ *L'Écho de Chine*, 4 janvier 1912.

CHAPITRE II

LA FIN DE LA DYNASTIE

@

Reprise des pourparlers. — Le Trône abdique et décrète la république.
— Triomphe de Yuan Chi Kai. — Témoignages sur sa politique secrète.
— Sa justification chinoise.

p.239 La rupture qui s'était ainsi produite parut encore s'accroître avec l'élection de Sun Yat Sen à la présidence d'une République provisoire à Nankin et la constitution d'un ministère, ce qui mettait désormais en présence deux gouvernements et deux Chine : la Chine républicaine du Sud et la Chine impériale du Nord.

À Pékin, cette attitude des révolutionnaires fit l'objet d'une discussion au Sénat provisoire. On y proposa de rapporter le décret impérial relatif à la Convention et de reprendre les hostilités, mais les sénateurs se séparèrent sans émettre de vote. Cela n'avait du reste pas d'importance, cette Assemblée ayant perdu depuis longtemps le peu de crédit qu'elle avait eu.

p.240 Après quatre jours de silence, les pourparlers reprirent en fait par un échange direct de télégrammes entre Yuan Chi Kai et Ou Ting Fang, chacun soutenant sa thèse.

Yuan Chi Kai écrit :

« Monsieur le représentant du peuple,

Voici ma réponse : L'Assemblée nationale doit être inévitablement tenue à Pékin pour les trois motifs suivants : 1° Pékin est depuis de longues années la capitale impériale et les étrangers n'ont pas encore reconnu l'existence du gouvernement central républicain ; 2° Pékin qui se trouve dans le centre de la Chine est en communication directe avec les provinces de l'intérieur et la Mongolie, le Thibet, etc. ; 3°

La fin des Mandchous

Les représentants des puissances étrangères ont leur légation à Pékin.

Vous voulez que l'Assemblée nationale soit tenue à Shanghai. Mais d'après moi, si on peut négocier la paix dans un pays neutre et international comme Shanghai, on ne peut cependant pas y tenir l'Assemblée nationale ; autrement, la Chine ne serait plus une nation et le gouvernement et le peuple seraient très humiliés l'un aussi bien que l'autre. Aussi n'osé-je pas écouter votre proposition. Vous avez peut-être peur que j'aie tué les députés de l'Assemblée nationale. Crainte vaine ! Les députés doivent toujours être protégés par les lois, en Chine aussi bien que dans les autres nations du monde. Si je tue les représentants, je serai détesté des puissances de l'univers et je souillerai la réputation de la Chine, etc.

Ou Ting Fang répond en maintenant son refus de tenir l'Assemblée à Pékin, cette ville étant sous ^{p.241} l'influence de la cour mandchoue. Comme transaction, il propose Nankin à la place de Shanghai et il termine en priant Yuan Chi Kai de céder, pour hâter la conclusion de la paix.

Dans un second télégramme, Yuan demande des explications au représentant des révolutionnaires sur l'établissement d'un gouvernement à Nankin et l'élection de Sun Yat Sen.

« Vous avez déjà consenti, dit-il, à réunir une Assemblée nationale qui déterminera la forme de gouvernement à instaurer en Chine. Mais pendant que je fais le nécessaire pour que le peuple de la Chine entière discute le régime politique que celle-ci va adopter, j'ai entendu dire qu'à Nankin on a établi un nouveau gouvernement et que Sun Yat Sen, le jour de son avènement, a publié une communication concernant le renversement de la dynastie mandchoue. Dans quel but avez-vous choisi le président de la République ? Si après la convocation de l'Assemblée nationale, celle-ci

La fin des Mandchous

approuve la monarchie, le nouveau gouvernement disparaîtra-t-il et le président sera-t-il supprimé?

Répondez-moi au plus tôt.

Ou Ting Fang justifie l'établissement de ce gouvernement à Nankin par la nécessité d'administrer les provinces qui se sont soulevées. Il termine en posant à son tour cette question :

« Si l'Assemblée approuve la république, est-ce que le monarque mandchou abdiquera immédiatement ?

Chacun se maintenant ainsi sur ses positions, il semblait difficile de se tirer de cette impasse d'où les uns et ^{p.242} les autres étaient au fond également désireux de sortir. Tout le monde avait du reste le sentiment que la clef en était entre les mains de Yuan Chi Kaï. Il recevait de divers côtés des pétitions et des lettres le priant de mettre fin à cette situation. L'ancien ministre et vice-roi, Tsen Tchoen Hien, les notables du Hounan et la 20^e division des troupes de Langtchéou lui écrivent pour l'engager à établir la république. Le conseil provincial du Kansou par contre lui conseille de soutenir le principe d'une monarchie constitutionnelle.

D'autre part, des membres des conseils provinciaux du Petchili et du Honan s'adressent au président provisoire Sun Yat Sen, pour savoir : 1° si, après l'abdication du Trône, Yuan Chi Kaï peut devenir président de la République ; 2° si les soldats du Nord seront mis sur le même pied que les soldats du Sud par le gouvernement républicain ; 3° si le gouvernement républicain de Nankin s'occupe de prendre des mesures pour bien traiter, après l'abdication, la famille impériale et les Mandchous. Sun Yat Sen répond qu'il a juré de se retirer le jour où la dynastie sera renversée, donnant ainsi à entendre qu'il s'effacera devant Yuan Chi Kaï ; qu'après l'union du Nord et du Sud, les anciens ennemis deviendront des amis, qu'on pourra toujours respecter la famille impériale, lui donner une pension raisonnable et protéger ses intérêts privés, en assurant aussi l'existence des Mandchous.

La fin des Mandchous

Tout semblait conspirer à réduire la résistance de la famille impériale et sa défaite paraissait à ce point inévitable que tous les journaux étrangers et chinois ^{p.243} consacraient désormais une rubrique spéciale à « L'Abdication ». On sentait aussi très bien, pour peu que l'on observât et que l'on réfléchît, que cet émiettement des dernières velléités de vivre de la dynastie mandchoue, véritable travail de termites, était surtout l'œuvre de Yuan Chi Kai. Celui-ci, en effet, n'ayant pas réussi dans ses premiers efforts de persuasion, s'était, depuis, attaché à lui donner, par tous les moyens, un tel sentiment de sa faiblesse devant la Révolution qu'elle en vint à se supprimer elle-même.

Vers le milieu du mois de janvier, on télégraphiait de Pékin au grand journal anglais de Shanghai, le *North China Daily News*, que les princes de la famille impériale et les simples Mandchous avaient, dans des réunions séparées, reconnu que l'abdication était la seule mesure qui sauverait le pays du chaos complet. L'impératrice douairière acceptait de se retirer et demandait à Yuan Chi Kai de conclure le meilleur arrangement possible dans ce but ¹.

Il fut dit, dans la presse chinoise, que la famille impériale n'était pas à cet égard unanime. Les princes Tsai Tao, Tai Tsoun, Kong, Yéou Loan et le duc Tsai Tsé, incités par les généraux mandchous Tié Liang et Liang Pi, se seraient déclarés hostiles à l'abdication qu'auraient acceptée l'ex-régent, l'impératrice, les princes Tsing et Pou Loun.

Le fruit parut suffisamment mûr à Yuan Chi Kai pour qu'il ne craignît pas alors de soulever le masque. Lui ^{p.244} qui, deux semaines auparavant, avait rejeté avec indignation les conditions extravagantes des révolutionnaires et désavoué son envoyé, Tong Chao Yi, qui les avait contresignées, il les mit à exécution. Il fit reculer ses troupes victorieuses à 50 kilomètres au nord d'Hankéou, il accepta le principe de la réunion à Nankin de l'Assemblée chargée de décider de la forme de gouvernement et il accrédita de nouveau Tong Chao Yi comme son plénipotentiaire.

¹ Le *North China Daily News*, 16 janvier 1912.

La fin des Mandchous

C'est à ce moment qu'eut lieu un grave attentat dirigé contre la personne du président du Conseil. Yuan étant sorti de son yamen, situé dans la ville tartare, pour se rendre dans la cité impériale, on jeta une bombe sur son passage, au moment où il allait passer la porte de Tong Hoa Men. Il ne fut pas atteint par l'explosif, mais plusieurs soldats de son escorte et des passants furent grièvement blessés. Les journaux dirent que les auteurs étaient des Mandchous. La chose est d'autant plus plausible que le bruit avait déjà couru que certains princes se plaignaient amèrement de la trahison du Premier ministre. Ce dernier, conscient du danger, évitait d'ailleurs de sortir et faisait garder, non seulement sa résidence et ses jardins, mais la rue et tout le quartier environnant par ses troupes personnelles.

*

La deuxième quinzaine de janvier fut tout entière prise par les convulsions dernières de la dynastie, avec des sursauts d'énergie provoqués par la volonté de vivre ^{p.245} et des crises d'abandon où elle acceptait l'implacable destin. Pour ne pas disparaître tout à fait, elle proposa un moment le partage de l'empire en Chine du Nord et Chine du Sud. L'âme de la résistance était Tié Liang, celui-ci était pour la lutte à outrance; il aurait même, selon le *North China Daily News*, demandé l'exécution de Yuan Chi Kai ¹.

Yuan, lui, feignait de se tenir à l'écart de ces conciliabules et de cette agonie. Il avait défendu à sa famille de venir à Pékin. Elle était restée à Tchangtéfou au Honan, où il venait de renvoyer son fils aîné, Yuan Ke Ti, qui passait pour avoir des intelligences avec les révolutionnaires. Il faisait en outre dire qu'il était prêt à rentrer, lui-même, dans ses propriétés et un train était, dit-on, préparé en vue de ce départ éventuel ².

¹ Le *North China Daily News*, 23 janvier.

² Télégramme de Pékin aux journaux de Shanghai. Il affectera plus tard, en octobre 1913, au moment de l'élection définitive à la présidence de la République, la même indifférence, avec la même mise en scène d'un train prêt à l'emporter.

La fin des Mandchous

Le 26 janvier, le *Journal de Pékin* publiait une information, qui, dans l'ignorance où on était de l'état des négociations, parut étrange, mais qui était probablement très exacte.

« On affirme, disait-il, que l'accord serait complet entre les partisans de l'abdication et ceux qui l'ont combattue le plus vivement ces jours derniers, sauf sur un point.

Et ce point, ce point délicat sur lequel on insiste tant, ^{p.246} ce point capital à une heure aussi solennelle, n'est autre qu'une question d'argent. Deux millions de plus offerts chaque année par les Républicains, nous assure-t-on, et l'abdication sera immédiatement signée.

Mais le marchandage continuera encore quelques jours si l'on en croit certains renseignements de bonne source, jusqu'au moment où chaque parti aura fait suffisamment de concessions et où l'on se sera enfin entendu sur le prix de l'abdication.

L'armistice devant de nouveau expirer à la fin du mois, chacun serrait son jeu. Les Républicains faisaient publier un télégramme de Sun Yat Sen à Ou Ting Fang, dans lequel le leader révolutionnaire résumait ainsi ses intentions très conciliantes, tout en se déclarant prêt à reprendre la lutte :

1. Quand l'abdication sera faite, Yuan Chi Kai informera du fait le gouvernement républicain par l'intermédiaire du corps diplomatique de Pékin ou du corps consulaire de Shanghai.
2. En même temps, Yuan Chi Kai déclarera qu'il est absolument en faveur du principe de la république.
3. Sur l'avis de l'abdication fait par le corps diplomatique ou le corps consulaire, il démissionnera immédiatement.
4. Le conseil des délégués des provinces élira Yuan Chi Kai comme président provisoire.

La fin des Mandchous

5. Quand Yuan sera élu, il prêtera le serment d'obéir à la Constitution, comme déterminé par le conseil des délégués et je lui donnerai mon sceau comme à mon successeur. p.247

Les paragraphes 1 et 2 ne seront appliqués qu'autant que Yuan Chi Kai cessera toutes relations avec le gouvernement mandchou et deviendra un citoyen de la République. Ceci est ma dernière proposition. Si Yuan ne peut y parvenir, il montrera qu'il ne désire ni un gouvernement républicain ni arriver à une solution pacifique. Les hostilités reprendront et le sang coulera, crime dont il sera personnellement responsable.

Un tel document, mieux que tous les commentaires, montre la nature de la double négociation dont Yuan était le centre et sur laquelle le résultat final projettera une éblouissante clarté.

La nouvelle que le général Toan Tsi Joei, commandant les divisions du Nord, l'une des créatures militaires de Yuan Chi Kai, avait écrit qu'il était partisan de l'abdication, et la publication de sa correspondance à ce sujet avec Tong Chao Yi étaient également très symptomatiques, et, dans tous les cas, de nature à impressionner vivement les princes mandchous récalcitrants. Le débarquement annoncé de quelques troupes républicaines à Takouchan, dans la Mandchourie du Sud, contribua aussi à aggraver cet émoi.

Enfin, le 29, à la veille du jour où l'armistice touche à sa fin, Ou Ting Fang envoie à Yuan Chi Kai ce télégramme :

« Puisque la question de l'abdication n'aboutit pas, nous ne devons plus délibérer sur l'armistice et la réconciliation. Actuellement, toutes nos troupes républicaines sont prêtes à attaquer les Mandchous contre lesquels leur colère ne peut plus être réprimée. C'est pourquoi je vous prie d'en p.248 faire part à tous vos généraux provinciaux qui doivent se préparer à combattre de nouveau. »

La fin des Mandchous

« Yuan Chi Kai, dirent les journaux, ayant reçu le dit télégramme, s'est empressé d'en informer la Souveraine, les princes du sang, les ministres de l'empire et tous les généraux des provinces, en leur ordonnant de dire à leurs officiers de se tenir prêts à reprendre les hostilités. ¹

À compter de ce moment, les velléités de résistance de la famille impériale sont brisées. Le dernier coup leur est donné par le meurtre du général mandchou Liang Pi, tué par une bombe. L'abdication était désormais certaine. Un premier décret préliminaire du 3 février, qui chargeait Yuan Chi Kai de fixer à l'avance le sort qui serait fait à la famille impériale, en était le prélude. Il était ainsi conçu :

« Nous avons reçu de l'impératrice-mère Long Yu un gracieux décret de la teneur suivante :

Comme nous avons reçu de Tsen Chuen Hsuan, de Yuan Cheu Sun, du ministre en Russie et d'autres ainsi que de Toan Tsi Joei et d'autres commandants militaires, des mémoires télégraphiques nous demandant d'adopter d'urgence une forme de gouvernement républicaine afin d'éviter toute effusion de sang ultérieure, et étant donné la situation périlleuse du pays ainsi que la dépression commerciale dont la population a souffert, Nous ne pouvons consentir à voir des millions d'habitants souffrir pour la gloire d'une ^{p.249} seule famille. Mais les questions ayant trait aux temples de Nos Ancêtres et aux mausolées impériaux sont importantes, et le traitement libéral de la maison impériale, du clan impérial, des Mandchous, des Mahométans et des Thibétains doivent être réglés tout d'abord. En conséquence, Nous donnons pleins pouvoirs à Yuan Chi Kai pour procéder avec soin à des arrangements et pour s'entendre au plus vite avec l'armée du peuple dans le but d'élaborer les articles du traitement libéral. Il devra Nous soumettre à ce sujet un rapport complet. Respect à ceci.

¹ *L'Écho de Chine*. Télégramme de Pékin, 30 janvier.

La fin des Mandchous

Ce décret resta d'abord secret et ne fut publié au *Bulletin officiel* qu'après l'abdication, le 13.

Ce grand fait historique, qui consacrait la disparition de la dynastie des Tsing, eut lieu, en effet, le 12. Trois édits furent publiés ce jour-là. Le premier, le plus singulier à la fois et le plus important, décrétait la république. En voici le texte :

« Nous avons respectueusement reçu de Sa Majesté l'impératrice-mère Long Yu le décret suivant :

Comme conséquence du soulèvement de l'armée républicaine auquel les différentes provinces ont immédiatement répondu, l'empire a frémi comme une chaudière bouillante et le peuple a été plongé dans une extrême misère. C'est pourquoi Yuan Chi Kai a reçu l'ordre spécial, il y a quelque temps, d'envoyer des commissaires pour conférer avec les représentants de l'armée républicaine sur la situation générale et pour discuter les questions concernant la réunion d'une Assemblée nationale pour décider de la forme de gouvernement à adopter. Deux mois se sont écoulés et aucun mode de règlement réellement convenable n'a été trouvé. Séparés comme le sont le Sud et le Nord par de grandes p.250 distances, le refus des deux partis de céder l'un à l'autre ne peut avoir pour résultat que l'interruption continue du commerce et la prolongation des hostilités, car tant que la forme de gouvernement n'est pas décidée, la Nation ne peut avoir la paix. Il est maintenant évident que les cœurs de la majorité du peuple sont en faveur d'une forme républicaine de gouvernement : les provinces du Sud ont été les premières à épouser la cause et les généraux du Nord ont depuis promis leur appui. Par la préférence des cœurs du peuple, la volonté du Ciel peut être discernée. Comment pourrions-nous alors nous opposer à la volonté de millions d'individus pour la gloire d'une seule famille ? En conséquence, tenant compte des tendances de l'époque d'une part, Nous et Sa Majesté l'empereur, par le présent, investissons le peuple de la souveraineté et nous

La fin des Mandchous

prononçons en faveur d'une forme républicaine de gouvernement constitutionnel. Ainsi d'une part Nous voulons satisfaire les désirs de la Nation entière qui, fatiguée de l'anarchie, est désireuse de paix, et d'autre part Nous voulons marcher sur les traces des anciens sages qui regardaient le Trône comme l'objet de la confiance sacrée de la Nation.

Actuellement Yuan Chi Kai a été élu Premier ministre par le Tseu Tseng Yuen. Pendant cette période de transfert de gouvernement de l'ancien au nouveau, il doit y avoir quelques moyens de réaliser l'unité du Sud et du Nord. Que Yuan Chi Kai organise avec pleins pouvoirs un gouvernement républicain provisoire et confère avec l'armée républicaine quant aux méthodes d'union assurant ainsi la paix pour le peuple et la tranquillité pour l'empire et formant la seule grande République de Chine par l'union maintenue des cinq peuples, à savoir : Mandchous, Chinois, Mongols, Mahométans et Thibétains ensemble y compris leur territoire dans son intégrité. Nous et Sa Majesté l'empereur mis ainsi ^{p.251} en état de vivre dans la retraite, libres de responsabilités et de soins, et passant notre temps dans l'aisance et le bien-être, jouirons sans interruption du traitement libéral de la Nation et nous verrons de nos propres yeux la consommation d'un illustre gouvernement. Cela n'est-il pas hautement admirable ?

Le second était une paraphrase du précédent. On y relevait cette phrase d'une sagesse pratique toute confucienne : « Entre deux maux, il faut choisir le moindre ». Il se terminait par les conseils habituels de morale aux fonctionnaires et aux sujets.

Le troisième avait trait à la condition faite désormais à l'empereur, aux princes et aux simples Mandchous ¹.

¹ Le statut de l'empereur était réglé par les huit articles suivants :
1. Quand l'empereur de la grande dynastie des Tsing abdiquera, il pourra conserver quand même son titre honorifique ; les Républicains de la Chine auront le devoir de le traiter respectueusement avec les cérémonies dues à un souverain étranger.

La fin des Mandchous

p.252 Immédiatement après, une assemblée, tenue à Nankin, choisissait Yuan Chi Kai comme président p.253 provisoire de la République ¹ et celui-ci prenait, comme président du Conseil, Tong Chao Yi. Tout se déroulait avec la parfaite ordonnance d'une bonne pièce de théâtre dont les moindres détails de mise en scène avaient été d'avance minutieusement réglés.

Le gouvernement de Nankin émit seulement le vœu que la capitale de la Chine fût établie désormais à Nankin. Une délégation fut même envoyée, quelques jours plus tard, à Yuan Chi Kai, pour l'inviter à venir, dans cette dernière ville, prendre possession de ses hautes fonctions. La démarche n'eut aucun succès puisque Yuan Chi Kai resta à Pékin où il devait mourir quatre ans plus tard, après l'échec de sa tentative monarchique.

*

2. Après son abdication, l'empereur de la dynastie des Tsing aura une rente annuelle de 4.000.000 taëls ; lorsque la nouvelle monnaie de la République chinoise sera mise en circulation, on lui donnera annuellement 4.000.000 dollars.

3. Après son abdication, l'empereur de la dynastie des Tsing restera librement dans son palais à Pékin, puis au jardin d'été et pourra garder ses anciens gardiens impériaux.

4. Après son abdication, l'empereur de la dynastie des Tsing pourra sacrifier perpétuellement aux temples et tombeaux de ses ancêtres et la République chinoise doit les protéger attentivement avec des soldats.

5. La République chinoise doit lui verser une grosse somme destinée à construire continuellement d'après les règlements décidés le tombeau de feu l'empereur Tei Tchong (Kouangsiu) dont les travaux ne sont pas encore terminés, et fournir aux divers frais des sacrifices.

6 L'empereur de la dynastie des Tsing aura le droit d'employer ses domestiques et ses fonctionnaires comme auparavant, mais il lui est défendu d'engager les eunuques.

7. Après son abdication, tous les biens et propriétés personnels de l'empereur de la dynastie des Tsing devront être protégés spécialement par la République chinoise.

8. Les soldats de la garde impériale seront dirigés directement par le ministère de l'Armée de la République chinoise et leurs salaires seront comptés comme auparavant.

— Quatre articles fixaient la situation des princes et membres de la famille impériale :

1. Tous les princes et ducs de la dynastie des Tsing pourront conserver quand même leur dignité.

2. Tous les proches parents de la famille impériale de la dynastie des Tsing auront les mêmes droits et intérêts que les Chinois soit publics soit particuliers.

3. Ils sont dispensés d'être soldats.

4. Leurs propriétés personnelles seront protégées spécialement par la République chinoise.

— Enfin sept articles étaient relatifs aux Mandchous, de même qu'aux Mongols, aux Mahométans et aux habitants du Thibet. Ils établissaient le principe de leur égalité avec les Chinois et ils assuraient leur protection. Les princes de ces races conservaient leurs titres.

¹ L'élection définitive devait avoir lieu, un an plus tard, après la constitution du nouveau Parlement.

La fin des Mandchous

Il y a, de prime abord, dans ce choix de Yuan Chi Kaï par les hommes même qu'il était chargé de combattre, quelque chose d'incompréhensible. Cela s'explique cependant très bien par les raisons suivantes :

Yuan Chi Kaï avait la réputation d'être le premier homme d'État de la Chine. On le considérait donc comme le plus capable de la gouverner en un moment si difficile.

Plus de trois mois après les débuts de la Révolution, les hommes et les choses reprenaient leur place véritable et il apparaissait déjà très nettement que les petits ^{p.254} groupes de révolutionnaires purs, qui s'étaient mis à la tête du mouvement, n'étaient pas en harmonie avec les populations chinoises. Les commerçants, les notables, toutes les classes dirigeantes, de tendances modérées et traditionnalistes, devaient être pour lui.

Pour les raisons déjà indiquées ¹, les généraux étaient également à sa dévotion.

Il avait, depuis l'époque où s'était établie sa grande influence politique, vers 1904, une nombreuse clientèle, très puissante, que ses disgrâces avaient dispersée, mais qui s'était reformée, autour de lui, depuis qu'il était revenu en maître à Pékin.

Le travail de ses émissaires dans les provinces avait été très efficace et lui avait créé des intelligences précieuses dans tous les grands centres révolutionnaires et jusque dans l'entourage immédiat des chefs de la Révolution.

Il était le seul Chinois qui eût du crédit auprès des gouvernements étrangers et des banques internationales et qui pût par conséquent trouver ce qui manquait le plus cruellement : de l'argent.

Enfin, il avait acheté des concours et des effacements.

L'attitude même de Sun Yat Sen, dans ce curieux dénouement, peut à la réflexion se comprendre. Ce théoricien utopiste avait pu, dans le

¹ Voir page 186.

La fin des Mandchous

court laps de temps où il avait exercé la présidence provisoire de la République, à Nankin, se rendre compte de l'énorme écart qui p.255 existait entre ses idées et l'état réel de son pays. Il avait certainement eu conscience, non seulement de l'impossibilité d'appliquer son programme socialiste, mais encore de son impuissance personnelle à s'adapter et à gouverner.

Il faut de plus, pour être tout à fait exact, dire qu'il fut plus tard accusé, par la presse chinoise, de s'être fait acheter par Yuan Chi Kai. Un journal, le *Sinvanpao*, de Shanghai, indiqua même le prix : 1.250.000 dollars (environ 3.000.000 de francs).

Nous-même, nous eûmes, à notre retour en Chine, au moment de la rébellion de 1913, confirmation du fait. Un personnage chinois qui avait occupé, auprès de lui, à Nankin, une très haute fonction, nous le certifia exact. Il ne nous fixa pas sur la somme, mais il nous dit que cela avait coûté fort cher. Il joignit, à cette déclaration, un jugement sévère. Ce Chinois, il est vrai, était un vieil ami de Yuan, auprès duquel il se trouvait, quand nous le vîmes à plusieurs reprises, mais il est de ceux, très rares dans ce pays, qui aient une réelle autorité morale et dont la parole mérite confiance.

Sun Yat Sen a du reste répondu à cette accusation en arguant que cette somme, qu'il avait effectivement touchée, avait servi à rembourser, à des associations de commerçants, des avances importantes faites pour la cause révolutionnaire. Un de ses secrétaires soutint, dans le *China Press*, la même thèse, en réduisant la somme à 300.000 dollars. ¹

p.256 Au cours de ce même voyage de 1913, nous avons recueilli divers témoignages sur la politique qui amena Yuan Chi Kai à la présidence de la République, politique d'ailleurs que les simples faits

¹ Plus tard, on reprochera encore à Sun Yat d'avoir reçu 1.000.000 de dollars sur un emprunt belge et d'avoir largement monnayé sa situation politique, dans des affaires de banque et de chemins de fer. Ses fidèles l'en défendront avec la même ardeur et ils affirmeront même, après la rébellion de 1913, qu'il se trouve dans la misère, au Japon. Pour donner à ces accusations leur portée exacte, il faut se souvenir que Sun avait, lui aussi, une grosse clientèle ; qu'il avait de plus à faire face à toute une propagande et à l'entretien d'une organisation de parti.

La fin des Mandchous

exposés plus haut éclairaient déjà très suffisamment. Nous avons su notamment, de deux sources différentes et très sûres, que Yuan Chi Kai s'était opposé à ce que les troupes impériales prissent Outchang et portassent ainsi un coup décisif à la Révolution. Cela avait été dit par le fils aîné de Yuan Chi Kai à la personne étrangère même qui nous l'a rapporté. D'autre part, un Chinois, rencontré chez une personnalité européenne importante de Pékin et qui était adjoint au général Feng Kouo Tchang, lors des combats d'Hankéou, nous a affirmé que le bombardement d'Outchang, après la prise de Hanyang, avait été arrêté sur l'ordre télégraphique de Yuan.

Ce même personnage nous confia encore que les extraordinaires conditions du dernier armistice, acceptées par Tong Chao Yi à Shanghai, et repoussées, comme il a été dit, par Yuan Chi Kai, avaient été cependant dictées à Tong par ce dernier. Il compléta son ^{p.257} renseignement, en nous disant que le Chinois, qui avait expédié le télégramme contenant ces conditions, se trouvait présentement dans un hôtel étranger de Pékin.

Un consul général, représentant une nation européenne à Shanghai, nous a rapporté également qu'un des « Jeunes-Chinois » les plus en vue de cette ville, très mêlé au mouvement révolutionnaire, lui avait dit que, dès le début de la Révolution, Yuan Chi Kai avait fait un pacte avec les chefs du mouvement par l'intermédiaire de son fils, Yuan Ke Ti.

Toutes ces informations, qui nous ont été données ainsi de côtés très divers, se confirment les unes les autres et elles concordent aussi avec les propos qui nous furent tenus, à Kiukiang, sur le Yangtsé et à Shanghai.

*

Aux yeux de notre morale idéale, très belle, très pure, qui a, pour mesure, l'absolu et, pour règle, un « impératif catégorique » sans accommodement, la conduite de Yuan Chi Kai, dans ces événements, fut assurément très blâmable. Ayant accepté le pouvoir de la monarchie, avec la mission de la défendre, il a mis au contraire tout en œuvre pour assurer

La fin des Mandchous

sa chute. Et il a fait cela en usant de la politique la plus tortueuse, de la duplicité la plus intolérable. Il n'est pas douteux que, pour une conscience européenne, il ait *trahi*, il ait failli au devoir et à l'honneur.

Pour une mentalité chinoise, il n'en va pas de même. Pour elle, la conduite se détermine selon des mobiles ^{p.258} strictement utilitaires. Le but à atteindre domine tout autre considération et les moyens disparaissent devant le résultat ¹. Ce n'est pas, ici, le fait d'une perversion de l'âme, d'un « machiavélisme », mais d'une très lointaine formation d'esprit et d'un milieu profondément différents des nôtres. Dans l'histoire seule de nos relations modernes avec les Célestes, on pourrait citer de très nombreux cas de cette moralité spéciale. On pourrait également trouver ainsi l'explication des erreurs d'appréciation de l'Europe sur la Chine, jusqu'aux plus récentes, qui ont eu précisément pour objet cette Révolution.

Il convient d'autant mieux de juger les actes de Yuan Chi Kaï à la lumière de cette constatation, que les hommes, au détriment desquels sa politique s'est exercée, étaient pétris de la même pâte. Pour eux, il devait être logique que leur dynastie défaillante, sans prestige et sans moyens de défense, succombât. Il y a, dans cette sorte d'esprit, une soumission parfaite à l'ordre naturel des choses que nous subordonnons, nous, à quelques principes supérieurs. L'important de part et d'autre était que la *face* et les formes fussent ^{p.259} sauvés. On a vu que Yuan Chi Kaï y avait mis tous ses soins ².

¹ Yuan Chi Kaï précisera plus tard sa pensée à cet égard et justifiera ainsi lui-même sa conduite vis-à-vis de la dynastie. Il dira, dans le discours qu'il prononcera, après son élection définitive, au mois d'octobre 1913 : « On doit être loyal envers son pays et non envers une seule personne. Si chacun se montre ainsi loyal envers la nation et non envers un individu, une famille ou un groupe, tous préféreront les intérêts communs aux intérêts particuliers ».

² Yuan Chi Kaï poussa même les égards, pour le jeune souverain, jusqu'aux démonstrations les plus extrêmes. Un journal raconta cette scène bien curieuse, peut-être inventée de toutes pièces, mais très vraisemblable et qui se serait passée après l'abdication : À la dernière réception au palais, S. M. l'impératrice douairière a dit à S. M. l'empereur, en désignant le Premier ministre :

— C'est lui qui est Yuan Chi Kaï, tu dois le reconnaître. Ce sont les princes du sang et les membres de la famille impériale qui t'ont fait perdre ton pouvoir. Désormais ta vie dépend de Yuan Chi Kaï ; devant moi, tu dois le saluer.

S. M. l'empereur est descendu de son fauteuil et a salué S. E. Yuan Chi Kaï qui s'est empressé de se jeter aux genoux du jeune empereur, en pleurant. Il pleurait même encore en sortant du palais.

La fin des Mandchous

Grâce à lui, c'est le Trône qui a décrété la république ; l'empereur a gardé son titre et son palais ; des honneurs et des rentes ont été garantis à la famille impériale. En revanche, les princes furent ensuite toujours représentés, par l'un d'entr'eux, le prince Pou Loun, aux cérémonies d'investiture du Président. Tout s'étant passé selon *les Rites* et, comme le disait le texte même du décret, par « la volonté du Ciel », nul n'était humilié. Yuan Chi Kai, s'étant, par la même occasion, placé au-dessus de la volonté populaire, se réservait ainsi la faculté de gouverner ensuite à sa guise, sans paraître sortir de la légalité ¹. Si l'on songe qu'il pouvait, avec les troupes du Nord, fidèles à lui-même bien plus qu'à la dynastie, battre la p.260 Révolution d'abord, puis chasser les Mandchous et s'imposer brutalement à tous, on estimera que sa manière lui assura un triomphe à la chinoise de bien plus grand style, où l'élégance et l'habileté se mélangeaient à toutes les apparences du droit.

Enfin, il est incontestable que la solution, amenée par lui, était la meilleure pour la Chine. La dynastie des Tsing en était arrivée à ce point de déliquescence qui, dans la longue histoire du Céleste Empire, a toujours eu, comme sanction inéluctable, la disparition. Il est probable que, il y a quelques années, sous le règne de la grande impératrice Tseu Hi, il eût agi tout autrement, lui donnant sans doute le concours qu'elle reçut autrefois, à ses débuts, du célèbre Li Hung Chang, contre les *Taiping*. C'est qu'il y avait, en elle, d'incomparables ressources de commandement, tandis que le régent falot, l'empereur enfant et la cour décrépète n'offraient plus, pour le pouvoir, que les chances d'une vie précaire et moribonde. Dans ces conditions, toutes réserves de haute moralité européenne mises à part, on p.261 peut dire que Yuan Chi Kai aura été, dans cette commotion historique si

¹ Au mois d'avril 1914, lorsqu'il aura parachevé son coup d'État et établi solidement son pouvoir personnel, après la suppression de tous les organes constitutionnels créés à la fin de l'empire, Yuan Chi Kai dira, selon l'agence d'Extrême-Orient, dans une communication faite à la commission chargée d'élaborer le texte définitif de la Constitution :

« La République chinoise est essentiellement différente des républiques française et américaine. Elle n'est pas l'œuvre du peuple, mais bien de l'empereur qui l'a établie par son ordre du 25^e jour du 12^e mois de la 3^e année de Siuen Tong. »

La fin des Mandchous

grave, le guide le plus sûr pour son pays qui, sans lui, y eût peut-être sombré. Or, en Chine plus que partout ailleurs encore, le proverbe latin *Primum vivere, deinde philosophare* est susceptible d'être compris.

@

CONCLUSION

Les possibilités de république

@

p.263 Au moment où avait lieu la Révolution, l'opinion s'établit dans le monde, surtout en France, aux États-Unis, en Angleterre, par sympathie de principes pour ce qui apparaissait comme une libération et aussi par l'effet d'une campagne très active des étudiants chinois résidant à l'étranger, que le mouvement n'était pas seulement antidynastique, mais encore politique et que les populations chinoises manifestaient ainsi la volonté de vivre désormais sous un régime républicain, auquel elles étaient préparées. Nous qui avons étudié sur place, depuis plusieurs années, les ferments de désordre qui devaient amener ce grand bouleversement et qui pouvions ainsi en connaître la nature exacte, nous ne partageons pas cette confiance et nous restions sceptique sur l'expérience qui allait être tentée. Nous ne pouvions admettre surtout qu'on comparât ces événements chinois à ce qui s'était passé, chez nous, pour la Grande révolution. Notre mouvement communal du moyen âge lui-même nous semblait autrement significatif, plus méthodique, plus continu, plus fort et cependant il fallut des siècles pour qu'il aboutît aux États de 89. Certes, les Chinois pouvaient aller infiniment plus vite, parce que p.264 leur mouvement se déroulait en somme au milieu d'un monde moderne, avec lequel ils avaient les relations économiques et politiques les plus étroites et où ils trouvaient plus qu'un stimulant : une impulsion irrésistible. Mais il n'en reste pas moins que, pour une révolution aussi radicale et aussi profonde que celle qu'ils prétendaient faire, ils n'avaient pas encore assez évolué.

Il faut, pour que le peuple puisse se gouverner lui-même, une mentalité, un civisme qui manquaient totalement aux Célestes. Il faut notamment, aux citoyens, une discipline consentie, un sens de la légalité, un respect de la vérité et de la libre discussion, un esprit de

La fin des Mandchous

soumission à l'intérêt général, une probité publique et privée non de *face*, mais stricte, que le Chinois ignore. On pourrait illustrer d'exemples nombreux l'énumération de ces lacunes. Que ne pouvait-on pas dire en effet du profond instinct démagogique des habitants de ce pays, de leur goût pour le mensonge et les moyens extralégaux, de leur intolérance sauvage pour l'opinion contraire à la leur — les journaux républicains étaient pleins de menaces d'assassinat — de leur soif inextinguible du profit irrégulier, du squeeze national, pratiqué du plus humble cooli au plus haut mandarin ? Tout cela était en contradiction parfaite avec l'exercice d'un self-government.

Que les « Jeunes-Chinois » eussent l'ambition d'établir, un jour, dans leur pays, cette forme politique supérieure, rien qui fût plus légitime et qui dût être davantage loué, par nous surtout qui sommes, nous-mêmes, citoyens d'une république. Mais il était fâcheux qu'ils ne se ^{p.265} rendissent pas compte du besoin absolu qu'il y avait de faire auparavant, chez eux, une profonde révolution morale. *Le mieux est l'ennemi du bien*, jamais ce vieux proverbe n'avait trouvé une plus juste et plus opportune application.

Une telle opinion semblait alors audacieuse et malveillante. L'enthousiasme, stimulé par la rhétorique des banquets, était intransigeant et ne souffrait pas la moindre critique ni la moindre restriction. Il eût été permis de dire que l'Espagne ou la Grèce par exemple n'étaient pas prêtes pour vivre en république, mais on n'admettait pas un tel jugement au sujet de la Chine. Dans les milieux politico-littéraires, les idées de Voltaire et du XVIII^e siècle, sur le « peuple philosophe » avaient seules cours ¹.

Les faits ont par la suite tellement bien mis les choses au point que, à l'heure actuelle, un sérieux mouvement a lieu parmi les Chinois pour le rétablissement de la monarchie. Certes, les méfaits intolérables de

¹ Il y eut néanmoins des exceptions. Deux hommes particulièrement compétents, M. Henri Cordier, de l'Institut, l'historien des « Relations de la Chine » et le docteur Legendre, qui se trouvait en mission, dans l'Ouest chinois, au moment de la Révolution, ont, aussitôt après la proclamation de la République, le premier dans la *Revue Bleue*, le second dans la *Revue de Paris*, mis les choses au point et montré toute la méfiance qu'il convenait de garder en présence d'une telle tentative.

La fin des Mandchous

l'administration « jeune chinoise », l'anarchie et le malaise qui, bien loin d'être amoindris par le nouveau régime, n'ont ^{p.266} fait qu'empirer, étaient déjà suffisants pour servir de leçon aux Célestes, mais Yuan Chi kaï a, de son côté, manœuvré comme il convenait pour les amener à son opinion première, qui était, on s'en souvient, que la République n'était pas viable en Chine. À cette démonstration, il aura apporté toute la subtilité, toute l'astuce et toute la longue patience qui sont le propre de son génie personnel.

Nous ne resterons sans doute pas longtemps sans en connaître le résultat qui sera vraisemblablement l'instauration d'une nouvelle dynastie ¹.

@

¹ Depuis que nous avons écrit cela, les événements ont justifié nos prévisions. Yuan Chi Kaï s'est fait proclamer empereur, puis, en présence d'une insurrection à laquelle il ne pouvait plus faire face, il a renoncé d'abord au trône et, ses adversaires ne désarmant pas, il s'est suicidé. Cet échec ne doit pas être considéré comme une preuve du républicanisme chinois. Yuan Chi Kaï a succombé parce que les circonstances de la grande guerre mondiale le laissaient à la merci d'une puissance, le Japon, qui avait intérêt à ce qu'un gouvernement fort ne s'établît pas en Chine. Ne trouvant plus auprès des nations européennes l'appui financier et moral qu'elles lui avaient auparavant donné et qui lui était indispensable, et diverses causes, étrangères aux convictions politiques, ayant éloigné de lui ses plus fidèles lieutenants, il devait succomber. L'anarchie qui n'a cessé de croître depuis lors en Chine et qui est actuellement à son comble établirait bien plutôt la regrettable impuissance de ce pays à trouver chez lui un nouveau chef que sa préparation à vivre en république. Contrairement à ce que certains croient, l'instinct d'indiscipline et d'anarchie, qui est une caractéristique chinoise, est en complet désaccord avec le véritable esprit républicain.